



RAPPORT DE GESTION ET
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
2011

RAPPORT D'AVENIR

L'ÉVOLUTION DE RONA EN TEMPS RÉEL
EN 2012, LA VERSION IMPRIMÉE
TRADITIONNELLE DU RAPPORT ANNUEL
DE RONA CÈDE SA PLACE À UN OUTIL
DE COMMUNICATION NUMÉRIQUE
PLUS ACTUEL ET PLUS VIVANT :
LE RAPPORT D'AVENIR.



En ligne au **rapportdavenir.rona.ca**, retrouvez toute l'information habituelle que contient le rapport annuel sous une forme interactive. Ainsi, vous pouvez visionner des **messages de la direction en format vidéo** et consulter une série d'articles sur des sujets tels que nos **résultats financiers**, le **bilan de nos actions environnementales** et l'**orientation stratégique de la Société pour les années à venir**.

Cette décision, motivée par notre désir de nous rapprocher de tous ceux qui s'intéressent à RONA, s'inscrit **dans l'esprit de notre nouvelle politique d'utilisation du papier**, que vous pouvez d'ailleurs aussi découvrir sur **rapportdavenir.rona.ca**.



Nous vous invitons à consulter cet outil qui nous permet d'être plus près de vous que jamais.

Rapport de gestion 3

Rapport de la direction relativement aux états financiers 14

Rapport de l’auditeur indépendant 15

États consolidés du résultat net et des autres éléments du résultat global 16

États consolidés des variations des capitaux propres 17

Tableaux consolidés des flux de trésorerie 19

États consolidés de la situation financière 20

Notes complémentaires 21

RAPPORT DE GESTION 2011

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 25 DÉCEMBRE 2011

RONA inc. (« RONA » ou la « Société ») est le plus important distributeur et détaillant canadien de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage. La Société exploite sous diverses bannières, un réseau de près de 800 magasins corporatifs, franchisés et affiliés, de dimensions et de formats variés ainsi qu'un réseau de 17 centres de distribution en quincaillerie et matériaux de construction flexible et parfaitement adapté aux besoins variés de sa clientèle. RONA est également un chef de file dans le marché spécialisé de la plomberie et des systèmes de climatisation, chauffage et ventilation ciblant une clientèle principalement commerciale et professionnelle avec un réseau de près de 60 points de vente à travers le pays.

Au total, RONA approvisionne près de 1500 points de vente soit près de 860 arborant l'une de ses bannières et plus de 600 clients, marchands indépendants, de son réseau de distribution. La Société qui emploie plus de 30 000 personnes dans toutes les régions du Canada, génère des ventes consolidées de 4,8 milliards de dollars et de plus de 6 milliards en tenant compte de l'impact total des ventes au détail de marchands franchisés, affiliés et autres marchands indépendants qui s'approvisionnent chez RONA. Pour plus de renseignements, visitez rona.ca.

Les ventes de RONA comprennent :

- des ventes au détail, effectuées dans les magasins corporatifs détenus par RONA;
- les redevances sur les ventes au détail effectuées par les magasins franchisés;
- la quote-part des ventes au détail des magasins franchisés dans lesquels RONA détient une participation;
- des ventes en gros effectuées à des magasins franchisés (nettes des quotes-parts de RONA dans ces derniers);
- des ventes en gros effectuées à des magasins affiliés appartenant à des propriétaires exploitants indépendants.

ÉTATS FINANCIERS

Le présent *Rapport de gestion* doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 de la Société et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011. Les présents états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce sont les premiers états financiers annuels consolidés de la Société préparés conformément aux IFRS et par conséquent, l'IFRS 1, *Première application des normes internationales d'information financière*, a été appliquée. Les montants figurant dans ces états financiers sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. RONA a déposé ses états financiers consolidés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et il est possible de les consulter sur le site www.sedar.com ou celui de RONA au www.rona.ca.

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX PCGR

Dans ce rapport, comme dans sa gestion interne, RONA utilise la notion de « bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements et dépréciation et participations ne donnant pas le contrôle (« BAIIA »). RONA utilise également la notion de « marge brute ajustée », laquelle correspond aux produits des activités ordinaires moins le coût des marchandises vendues, majorés des ajustements relatifs au soutien du réseau.

Bien que le BAIIA n'ait pas de sens normalisé par les IFRS, son usage est largement répandu dans l'industrie et dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations proprement dites, abstraction faite des considérations fiscales ainsi que de l'utilisation et du coût du capital. Quant à la marge brute ajustée, elle est utilisée par la direction pour analyser la rentabilité de son réseau, compte tenu des ajustements relatifs au soutien du réseau. Comme ces mesures ne sont pas normalisées, elles peuvent ne pas être comparables d'une société à une autre. Cependant, RONA l'établit de la même façon pour chacun de ses secteurs identifiés et, sauf mention expresse, sa méthode ne change pas dans le temps. Le BAIIA et la marge brute ajustée ne doivent pas être considérés isolément ou comme substituts aux autres mesures de performance calculées selon les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Le tableau suivant présente un rapprochement de ces deux mesures des IFRS :

Rapprochement des mesures non conformes aux PCGR

(non audités, en milliers de dollars, sauf pour les marges exprimées en pourcentage)	Exercices terminés les			
	25 décembre 2011	26 décembre 2010	Variation \$ sur 2010	Variation % sur 2010
Produits des activités ordinaires	4 804 584	4 819 589	(15 005)	(0,3 %)
Coût des marchandises vendues	(3 455 301)	(3 447 768)	(7 533)	(0,2 %)
Marge brute	1 349 283	1 371 821	(22 538)	(1,6 %)
Marge brute en % des produits	28,08 %	28,46 %	-	-38 p.b.
Ajustements liés au soutien au réseau ⁽¹⁾	102 668	109 050	(6 382)	(5,9 %)
Marge brute ajustée	1 451 951	1 480 871	(28 920)	(2,0 %)
Marge brute ajustée en % des produits	30,22 %	30,73 %	-	-51 p.b.
Marge brute ajustée (excluant éléments inhabituels)	1 470 616	1 480 871	(10 255)	(0,7 %)
Marge brute ajustée en % des produits (excluant éléments inhabituels)	30,61 %	30,73 %	-	-12 p.b.
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés	(1 211 396)	(1 144 553)	(66 843)	(5,8 %)
Frais de vente, généraux et d'administration ajustés (excluant éléments inhabituels)	(1 201 399)	(1 144 553)	(56 846)	(5,0 %)
Loyers	159 741	147 006	12 735	8,7 %
BAIIA avant loyers	400 296	483 324	(83 028)	(17,2 %)
BAIIA avant loyers (excluant éléments inhabituels)	428 958	483 324	(54 366)	(11,2 %)
Marge du BAIIA avant loyers (BAIIA avant loyers/produits)	8,33 %	10,03 %	-	-170 p.b.
Marge du BAIIA avant loyers (BAIIA avant loyers/produits, excluant éléments inhabituels)	8,93 %	10,03 %	-	-110 p.b.
BAIIA	240 555	336 318	(95 763)	(28,5 %)
BAIIA (excluant éléments inhabituels)	269 217	336 318	(67 101)	(20,0 %)
Marge du BAIIA (BAIIA/produits)	5,01 %	6,98 %	-	-197 p.b.
Marge du BAIIA (BAIIA/produits, excluant éléments inhabituels)	5,60 %	6,98 %	-	-138 p.b.
Produits financiers	(5 262)	(4 394)	(868)	(19,8 %)
Dépréciation du goodwill	(117 000)	-	(117 000)	-
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers	(149 736)	(108 718)	(41 018)	(37,7 %)
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers (excluant éléments inhabituels)	(107 055)	(108 718)	1 663	1,5 %
Résultat opérationnel	(31 443)	223 206	(254 649)	(114,1 %)
Résultat opérationnel (excluant éléments inhabituels)	156 900	223 206	(66 306)	(29,7 %)

⁽¹⁾ Correspond aux autres coûts encourus pour amener le stock à l'endroit et dans l'état où il se trouve.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de RONA prend fin le dernier dimanche de chaque année et compte habituellement 52 semaines. Aux fins de la présentation de l'information financière intermédiaire, la clôture des trimestres a lieu le dernier dimanche de mars, de juin, de septembre et de décembre, respectivement et comportent 13 semaines. Les exercices terminés le 27 décembre 2009, le 26 décembre 2010 et le 25 décembre 2011 comptent 52 semaines d'exploitation.

SURVOL DES TROIS DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS ANNUELS CHOISIS

(en millions de dollars, sauf pour le nombre d'actions et le résultat par action)	Exercice terminé le		
	25 décembre 2011	26 décembre 2010	27 décembre 2009*
Produits des activités ordinaires	4 804,6	4 819,6	4 677,4
Résultat net attribuable aux actions participantes	(86,4)	137,4	138,3
Dilué par action	(0,66)	1,05	1,11
Résultat net attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels)	86,9	137,4	147,8
Dilué par action (excluant éléments inhabituels)	0,66	1,05	1,19
Actif total	2 780,4	2 921,6	2 749,9
Dette à long terme	252,3	465,5	440,5
Actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice	127 200 189	130 071 782	129 653 383

*Les informations choisies présentées relativement à l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'incidence de l'adoption des IFRS.

Au début 2008, la Société a lancé son plan stratégique 2008-2011 avec une première phase axée sur l'amélioration de la rentabilité, de l'efficacité et de la productivité, le programme PEP. Au cours des trois dernières années, RONA a appliqué une gestion très disciplinée de ses activités entraînant une amélioration importante de son efficacité opérationnelle. Pendant cette période, la Société a également géré son bilan de façon très rigoureuse et elle a ralenti le rythme des ouvertures de magasins et des acquisitions pour se concentrer davantage sur le recrutement de marchands indépendants et le développement de son réseau de magasins existants.

À la fin 2007 et au début 2008, le niveau d'activité dans l'ouest du pays a commencé à décliner particulièrement en Alberta où un important inventaire de maisons invendues s'était accumulé. Au Québec, la situation s'est stabilisée alors qu'en Ontario, la détérioration de l'environnement économique s'est poursuivie et s'est accélérée à compter du troisième trimestre, lorsque la crise financière s'est accentuée. L'industrie automobile a aussi été durement touchée dans cette région. Dans les provinces de l'Atlantique, en Saskatchewan et au Manitoba, l'année 2008 a été favorable; cependant, l'économie de ces provinces représente une faible proportion de l'activité économique canadienne. Compte tenu de ces divers éléments, les ventes comparables de RONA ont diminué de 4,6 %. En général, les magasins situés en

Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario ont été touchés alors que les magasins du Québec, des Prairies et des provinces de l'Atlantique ont connu un meilleur rendement que l'année précédente. Les nombreuses mesures mises en place par la Société dès 2007, et plus formellement au début de 2008, dans le cadre du programme PEP visant à améliorer l'efficacité, la stimulation des ventes et la fidélisation de la clientèle ont permis d'atténuer la pression à la baisse sur les résultats provenant du contexte économique difficile.

Au début de l'exercice 2009, plusieurs facteurs ont contribué à maintenir le niveau de confiance des consommateurs canadiens à un bas historique. En février, le taux de chômage a atteint 7,7 %, plus haut niveau depuis 2003, et la décroissance économique a été plus sévère que prévu. Cet environnement économique particulier a été défavorable aux activités de rénovation et de construction, comme en témoignent les fortes baisses de mises en chantier d'habitations, particulièrement dans l'ouest du pays. De nombreuses mesures ont cependant été mises en place par les différents gouvernements afin d'atténuer les effets de cette récession, notamment la mise en place de crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire, lesquels ont rapidement été bonifiés par RONA afin de stimuler l'activité de rénovation au pays. Au Canada, la récession aura été d'une durée relativement courte puisque selon la Banque du Canada, le pays renouait avec la croissance économique dès le troisième trimestre de 2009. La reprise, jumelée aux nombreuses initiatives de stimulation des activités de rénovation lancées par RONA, a eu d'excellentes retombées pour la Société qui a affiché une progression de ses ventes comparables à chacun des trimestres comparativement au trimestre précédent et a terminé le quatrième trimestre 2009 avec des ventes comparables positives. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées pendant la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont permis d'atténuer l'effet négatif relié à la pression continue sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs, ainsi que l'effet des résultats des magasins ouverts depuis peu qui n'avaient pas encore atteint leur plein potentiel. Le programme PEP a permis d'améliorer la marge brute, de réduire le niveau des stocks, d'optimiser le réseau de magasins existants et de réduire les coûts de transport et de logistique.

Au début de 2010, la Société dévoilait la Phase 2 de son plan stratégique 2008-2011 intitulé programme Nouveau monde qui met un accent renouvelé sur la croissance pendant la période 2010-2011. La reprise économique commencée en 2009 s'est poursuivie en 2010 à un rythme qualifié de lent par la Banque du Canada. Alors que l'économie se relevait, la confiance des consommateurs a enregistré une baisse au cours de l'année, et au deuxième semestre, on a constaté un ralentissement dans le marché de l'habitation comparativement à 2009. En outre, les mesures d'incitation mises en place par les divers gouvernements en 2009 sous forme de crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire ont pris fin au début de 2010. Ces conditions défavorables ont atténué les effets des initiatives de croissance lancées par la Société en 2010.

Le premier semestre de 2011 s'est avéré une période particulièrement difficile dans l'industrie de la rénovation – construction au Canada alors que l'incertitude économique mondiale a repoussé le niveau de confiance des consommateurs près du niveau enregistré en période de récession. La prudence des consommateurs et des conditions météorologiques très défavorables dans l'ensemble du pays ont mis une importante pression sur les ventes comparables et le résultat net de RONA. Dès la fin du deuxième trimestre, la Société a mis en place des mesures d'amélioration de l'efficacité et d'optimisation de sa structure de capital, lesquelles ont rapidement porté fruit et lui ont permis d'afficher un résultat net comparable au trimestre correspondant en 2010, et ce, en dépit d'une baisse de 7,3 % des ventes comparables.

Malgré le ralentissement généralisé dans certaines régions du pays et les effets de la récession sur la confiance des consommateurs, RONA a poursuivi la consolidation de son marché au cours des trois dernières années et a réussi à faire passer sa part de marché de 17 % au début de 2008 à 19 % à la fin de 2011. Cette croissance a été réalisée grâce aux quatre vecteurs de croissance de la Société soit, la croissance du réseau de magasins comparables ou croissance clients, le développement du réseau de marchands affiliés, la construction de nouveaux magasins et les acquisitions.

MISE À JOUR SUR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE LA SOCIÉTÉ

Depuis l'importante crise financière de 2008, d'importants changements ont été constatés dans le comportement des consommateurs. Au cours de ces dernières années, les principaux joueurs de notre industrie ont continué leur développement soit par l'ouverture de magasins à grande surface, soit par le support au développement de marchands indépendants aux prises avec des problèmes de succession. Pendant cette période, RONA a continué d'étudier le comportement des consommateurs, les effets anticipés des changements démographiques ainsi que divers modèles d'affaires en exploitation dans d'autres marchés, en plus de tester divers concepts de magasin de petit format. C'est ainsi que la Société a dévoilé, lors de l'annonce de ses résultats 2011, un plan destiné à tirer parti des changements observés dans le comportement du consommateur et à déployer et améliorer les formats de magasins ainsi que l'expérience d'achat qui correspond à ces changements.

Le plan d'affaires 2012 de RONA a pour thème *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*. Il reconnaît ainsi la nécessité d'adapter l'offre de notre industrie à de nouvelles attentes et changements dans les habitudes de consommation chez un grand nombre de consommateurs. Depuis plusieurs années, RONA prévoit l'émergence sur le marché de magasins de proximité, adaptés aux exigences nouvelles des consommateurs à la recherche d'un niveau de service supérieur. En réinventant le magasin de proximité au début des années 2000, RONA a été une pionnière en cette matière et ses magasins connaissent depuis un franc succès. Ce nouveau plan capitalise sur nos constants efforts de recherche sur les attentes et le comportement du consommateur, ainsi que sur l'expérimentation continue de nouveaux formats de magasin et de nouvelles formules de vente au détail. Il réunit les meilleurs de ces développements au sein d'un nouveau format de magasin de proximité. La formule nous rapproche du consommateur canadien en tenant compte de ses nouvelles réalités socio-économiques.

À travers le plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*, nous raffinons davantage le concept de magasin de proximité, sans que cela nécessite d'importants investissements. Bien que le renouvellement du concept de magasin de proximité soit au cœur du plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*, celui-ci fait suite à une revue exhaustive de

l'ensemble du réseau de magasins RONA à travers le pays afin d'en améliorer la productivité. Le plan est composé de trois grands chantiers pour lesquels des équipes multidisciplinaires sont déjà à l'œuvre :

1. Mise en place, dès le printemps 2012, d'une nouvelle plateforme numérique intégrée, incluant le nouveau site Web rona.ca, qui orientera les différents types de consommateurs dans leurs projets de rénovation et supportera l'ensemble de nos activités de détail.
2. Mise en place du nouveau concept de magasin de proximité arborant la bannière RONA qui combinera les forces du modèle TOTEM aux meilleures pratiques des magasins de proximité RONA dans 20 % du réseau de magasins corporatifs de RONA.
 - Adaptation des 20 magasins TOTEM situés en Alberta en nouveau concept de magasin de proximité RONA d'ici le premier trimestre 2013.
 - Transformation, en 2012 et 2013, de 13 magasins à grande surface en magasins de proximité RONA nouveau concept, ce qui impliquera la diminution de l'aire de vente de 30 à 50 %. L'espace libéré sera reloué.
 - Redéploiement, en 2012 et 2013, du volume des ventes de 10 magasins à grande surface vers 15 nouveaux magasins de proximité d'une superficie moyenne de 35 000 pieds carrés ainsi que 10 nouveaux magasins satellites de 5 000 à 20 000 pieds carrés inspirés du modèle expérimenté avec succès en 2011 à Georgetown, en Ontario et Granby, au Québec. Ces magasins seront fermés à la fin du processus de redéploiement du volume de ventes.
3. Poursuite du développement du secteur commercial et professionnel par l'optimisation des récents investissements, l'ouverture de 9 nouveaux points de vente complémentaires et des acquisitions potentielles dans ce marché encore très fragmenté.

Le nouveau concept sera également appliqué à l'ensemble des futurs projets de rénovation, d'expansion et de développement des magasins de proximité du réseau corporatif, franchisé et affilié RONA. Le plan sera également porteur pour le recrutement de marchands qui pourront bénéficier de l'expertise développée par RONA autant au niveau de l'application du nouveau concept de magasin de proximité et du magasin satellite qu'au niveau de son programme de succession à l'avant-garde dans l'industrie de la rénovation – construction. Comme il s'agit de transformations d'envergure, ces divers projets seront complétés sur les exercices 2012 et 2013. Les retombées financières positives devraient toutefois commencer à se matérialiser à compter du quatrième trimestre 2012.

S'ajoute également à ces projets, l'accélération du développement régional par des investissements prévus de plus de 60 millions de dollars par nos marchands RONA. Ces projets comportent un ajout de plus de 200 000 pieds carrés au réseau RONA. Cinq nouveaux magasins de proximité affiliés et franchisés de 25 000 à 50 000 pieds carrés sont d'ailleurs déjà en construction.

Un plan bâti en fonction des trois grandes priorités financières de RONA

En plus de positionner RONA à l'avant-garde de son industrie, le plan a été bâti en fonction des trois grandes priorités financières annoncées au dernier trimestre, soit l'amélioration de l'efficacité, l'optimisation de la structure de capital et l'augmentation du rendement sur capital. Il en résultera une augmentation des dollars de vente générés par pied carré, une croissance du panier moyen par client ainsi qu'une réduction du ratio des frais de vente et d'administration des activités existantes.

Le plan sera un important levier d'amélioration du rendement sur capital de la Société puisqu'il générera une contribution annualisée au BAIIA estimée à 10 millions de dollars à compter du quatrième trimestre 2012, à plus de 30 millions de dollars pour l'exercice 2013 et atteindra son plein potentiel de plus de 40 millions de dollars à compter de 2014. Le plan comporte également des investissements limités à près de 70 millions de dollars sur deux ans, lesquels seront financés par la vente prévue d'actifs excédentaires. L'ensemble des projets rencontrent les critères d'investissement de la Société. Ils généreront un taux de rendement interne de près de 20 % et contribueront significativement à l'amélioration du rendement sur capital consolidé de la Société vers l'objectif visé de plus de 10 %.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les résultats analysés dans la présente section sont ceux de l'exercice terminé le 25 décembre 2011 et, lorsqu'ils sont comparés, ils sont comparés aux résultats de l'exercice terminé le 26 décembre 2010, à moins d'indication contraire.

RONA compte deux secteurs d'activité isolables : (1) distribution et (2) détail et commercial.

Le secteur du détail et commercial regroupe les activités des magasins corporatifs et franchisés de RONA (« Détail ») ainsi que les activités de sa Division du marché commercial et professionnel (« Commercial »).

Voici un tableau résumé des résultats sectoriels de la Société.

Chiffres clés	Exercice terminé le			
	25 décembre 2011	26 décembre 2010	Variation \$ sur 2010	Variation % sur 2010
(en milliers de dollars)				
Produits des secteurs				
Détail et commercial	3 591 200	3 621 096	(29 896)	(0,8 %)
Distribution	2 401 224	2 433 080	(31 856)	(1,3 %)
Total	5 992 424	6 054 176	(61 752)	(1,0 %)
Produits intersectoriels et redevances				
Détail et commercial	-	-	-	-
Distribution	(1 187 840)	(1 234 587)	46 747	3,8 %
Total	(1 187 840)	(1 234 587)	46 747	3,8 %
Produits				
Détail et commercial	3 591 200	3 621 096	(29 896)	(0,8 %)
Distribution	1 213 384	1 198 493	14 891	1,2 %
Total	4 804 584	4 819 589	(15 005)	(0,3 %)
BAIIA				
Détail et commercial	177 795	259 561	(81 766)	(31,5 %)
Distribution	62 760	76 757	(13 997)	(18,2 %)
Total	240 555	336 318	(95 763)	(28,5 %)
BAIIA (excluant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	206 457	259 561	(53 104)	(20,5 %)
Distribution	62 760	76 757	(13 997)	(18,2 %)
Total	269 217	336 318	(67 101)	(20,0 %)
Marge du BAIIA				
Détail et commercial	4,95 %	7,17 %	-	-222 p.b.
Distribution	5,17 %	6,40 %	-	-123 p.b.
Total	5,01 %	6,98 %	-	-197 p.b.
Marge du BAIIA (excluant éléments inhabituels)				
Détail et commercial	5,75 %	7,17 %	-	-142 p.b.
Distribution	5,17 %	6,40 %	-	-123 p.b.
Total	5,60 %	6,98 %	-	-138 p.b.

Produits

Les produits consolidés se sont élevés à 4 804,6 millions de dollars, en baisse de 15,0 millions, ou 0,3 % sur 2010. Le secteur détail et commercial a affiché une baisse de 0,8 % de ses ventes alors que les ventes du secteur de la distribution ont augmenté de 1,2 %. Cette légère diminution dans le secteur détail et commercial est imputable à une baisse de 7,3 %, soit près de 300 millions de dollars des ventes des magasins comparables laquelle a été presque entièrement contrebalancée par les acquisitions, l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs ainsi que la bonne performance de la Division du marché commercial et professionnel.

La diminution des ventes comparables est attribuable à des conditions météorologiques défavorables au cours du premier semestre et particulièrement en mars, avril et mai à travers le pays, à la baisse des mises en chantier, à l'absence des crédits d'impôt à la rénovation domiciliaire en début d'année comparativement à l'année précédente, ainsi qu'à la prudence des consommateurs face à leurs projets de rénovation. Les conditions de marché se sont graduellement améliorées à compter du mois de juillet, toutefois, la pression sur les ventes comparables s'est poursuivie. L'Ontario et l'Atlantique ont été les régions les moins touchées par la baisse des ventes alors que l'ouest du pays a été la plus touchée, particulièrement la Colombie-Britannique où le référendum à propos du projet d'harmonisation des taxes de vente a eu pour effet de retarder les projets d'investissement d'envergure. Les ventes comparables ont été particulièrement bonnes en décembre affichant même une croissance. Cependant, la pression s'est rétablie en janvier 2012 compte tenu du faible niveau de confiance des consommateurs canadiens, lequel est affecté par l'importante incertitude économique qui s'est poursuivie en début d'année.

Du côté de la distribution, le recrutement de nouveaux marchands, les projets d'agrandissement des marchands existants et l'augmentation de leur taux de fidélité ont contribué à la croissance des ventes malgré une baisse attribuable à l'acquisition de certains marchands par RONA, ainsi que la réduction des ventes comparables pour nos marchands affiliés, laquelle a toutefois été moins prononcée que celle des magasins corporatifs.

Éléments inhabituels

L'exécution du plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions*, apportera des retombées positives importantes pour RONA au cours des prochaines années. Sa mise en place entraîne toutefois des frais de restructuration de 181,3 millions de dollars incluant un montant de 71,3 millions enregistré en fin d'exercice, duquel seulement 9,8 millions représentent un élément nécessitant une sortie de fonds dont la quasi-totalité a été déboursée en 2011 ainsi qu'un montant de 110,0 millions qui sera imputé aux résultats de 2012 lors de la mise en place des initiatives. Par ailleurs, à la suite du test annuel d'évaluation du goodwill effectué par la Société, un montant de 117,0 millions de dollars a été

radié en fin d'exercice compte tenu de la pression exercée par les conditions de marché difficiles sur les fonds générés par les actifs de détail de la Société. Des frais inhabituels de 9,9 millions de dollars ont également été enregistrés en fin d'exercice représentant les frais et la prime reliés au rachat de 283 millions de débentures qui venaient à échéance en 2016. Notons que ce rachat de débentures générera une économie d'intérêts annuelle récurrente de près de 10 millions de dollars dès 2012.

Marge brute

La marge brute a atteint 28,08 %, en baisse de 38 points de base et la marge brute ajustée excluant éléments inhabituels a diminué de 12 points de base pour atteindre 30,61 %. La réduction s'explique principalement par l'accroissement des activités promotionnelles dans le secteur du détail en première moitié d'exercice. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par la hausse des ventes de produits de marques privées et de marques contrôlées ainsi que de nouvelles initiatives d'amélioration mises en place au cours du deuxième semestre.

BAIIA

Les éléments inhabituels mentionnés précédemment dans la section « Éléments inhabituels » ont également affecté le BAIIA de l'exercice, de sorte que le BAIIA est passé de 336,3 millions de dollars en 2010 à 240,6 millions de dollars en 2011. En excluant les éléments inhabituels, le BAIIA s'est chiffré à 269,2 millions de dollars, comparativement à 336,3 millions en 2010, soit une baisse de 67,1 millions ou 20,0 %. La marge du BAIIA excluant éléments inhabituels a reculé de 138 points de base, pour s'établir à 5,60 %, comparativement à 6,98 % en 2010, traduisant une baisse de 142 points de base pour le secteur du détail et commercial et une diminution de 123 points de base pour le secteur de la distribution. En plus de l'incidence négative de la baisse de la marge brute au premier semestre et des ventes comparables tout au long de l'exercice, la marge du BAIIA a été touchée par les acquisitions, car leurs marges du BAIIA étaient inférieures à celles des activités existantes de RONA. Les marges se sont améliorées en cours d'exercice à la suite de l'exécution du plan d'intégration et se rapproche du niveau de la marge consolidée de RONA. Le niveau anormalement élevé d'inventaire que nous avons dû soutenir à la suite des faibles ventes au début de l'exercice a également occasionné une augmentation des frais d'entreposage externe et de transport affectant négativement le BAIIA et la marge du BAIIA.

Résultat net

Tel que mentionné précédemment, les éléments inhabituels ont affecté les résultats d'exploitation et le résultat net de RONA, de sorte que le résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc. est passé de 137,4 millions de dollars en 2010 à une perte de 78,4 millions de dollars en 2011. En excluant les éléments inhabituels, le résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc. s'est établi à 94,9 millions de dollars, comparativement à 137,4 millions en 2010. La baisse s'explique par la diminution du résultat opérationnel. Le résultat net excluant éléments inhabituels attribuable aux actions participantes à la suite du dividende sur les actions privilégiées, s'est établi à 86,9 millions de dollars, comparativement à 137,4 millions, soit 0,66 \$ dilué par action comparativement à 1,05 \$ dilué par action en 2010. Ce résultat est conforme aux objectifs annoncés par la Société pour le deuxième semestre de l'exercice 2011.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Pour l'exercice 2011, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation nette du fonds de roulement, intérêts reçus et impôts sur le résultat versés ont été de 202,3 millions de dollars comparativement à 311,0 millions en 2010. La variation nette du fonds de roulement s'est établie à 66,7 millions de dollars en 2011, comparativement à une variation négative de 132,5 millions en 2010. Cette amélioration comparativement à 2010 provient essentiellement d'une diminution des inventaires comparables de 110,0 millions de dollars pour les activités de détail et de distribution en 2011. Après la variation nette du fonds de roulement, les intérêts reçus et les impôts sur le résultat versés, les activités opérationnelles ont généré 230,2 millions de dollars en 2011, comparativement à 138,1 millions pour la période correspondante de 2010, soit une augmentation de 92,1 millions.

La Société a continué d'exercer une gestion rigoureuse de son capital par un contrôle serré de ses investissements en immobilisations. Pour l'exercice 2011, RONA a investi 109,4 millions de dollars en immobilisations corporelles et en immobilisations incorporelles, soit 36,9 millions de moins qu'en 2010. Ces investissements étaient destinés à l'expansion des activités de la Division du marché commercial et professionnel, à l'ouverture de nouveaux magasins de détail, à la rénovation de magasins de détail existants, à l'amélioration continue de ses systèmes d'information afin d'accroître l'efficacité opérationnelle ainsi qu'à des travaux d'entretien. Mentionnons que le niveau des investissements en immobilisations corporelles et incorporelles est pratiquement au même niveau que la dépense d'amortissements et de dépréciation, laquelle se situe à 107,1 millions de dollars en 2011 en excluant les éléments inhabituels. En considérant des investissements d'environ 60,0 millions de dollars dans la maintenance de ses opérations, RONA a généré des flux monétaires libres de 170,2 millions en 2011 comparativement à 78,1 millions en 2010.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice, RONA a posé plusieurs gestes pour optimiser sa structure de capital. La Société a racheté pour 283 millions de dollars de ses débentures portant intérêt à 5,4 % et venant à échéance en 2016. La Société a également mis en place en novembre dernier, un programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités lui permettant de racheter entre le 11 novembre 2011 et le 10 novembre 2012, jusqu'à concurrence de 11 016 854 actions ordinaires, représentant 10 % de ses 110 168 541 actions ordinaires flottantes soit 8,4 % de ses 130 520 489 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2011. Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire des documents déposés auprès de la Bourse relativement à l'offre de rachat en écrivant au secrétaire de RONA. À la fin de l'exercice, 3 370 300 actions avaient été rachetées à un prix moyen de 9,43 \$ par action. Ces actions ont été annulées. Enfin, en décembre dernier, RONA a renouvelé sa facilité de crédit existante pour une période de cinq ans. Cette facilité qui venait à échéance en 2012 a été renouvelée jusqu'en 2016 et le montant total disponible a été augmenté de 650 millions de dollars à 950 millions de dollars.

Le tableau ci-après présente un sommaire des obligations contractuelles de la Société au 25 décembre 2011, y compris les contrats de location-exploitation hors bilan utilisés dans le cours normal des affaires. La Société a en outre conclu des arrangements hors bilan, tels que des conventions de rachat de biens en stocks et des garanties d'emprunts hypothécaires; ces arrangements n'apparaissent pas au tableau ci-dessous. La Société se porte garante d'emprunts hypothécaires pour un montant de 1,3 million de dollars. Ces emprunts s'échelonnent jusqu'en 2012, et la valeur nette comptable des actifs détenus en garantie, principalement composés de terrains et de bâtiments, est de 5,4 millions de dollars. En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 64 % de la valeur au coûtant des stocks, pour un montant maximal de 45,0 millions de dollars. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions ont une durée indéterminée, mais peuvent être résiliées par la Société avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible. Enfin, au 25 décembre 2011, des lettres de crédit à l'importation totalisant 40,0 millions de dollars étaient en circulation pour l'achat de divers produits, principalement des produits saisonniers.

**Obligations contractuelles selon l'échéance
(au 25 décembre 2011)**

Obligations contractuelles	Versements à effectuer selon l'échéance (milliers de dollars)				
	Total	Moins de un an	1 à 2 ans	3 à 4 ans	5 ans et plus
Emprunts à long terme	233 424	7 462	9 734	210 480	5 748
Obligations relatives aux biens loués	1 806	851	588	337	30
Contrats de location simple	1 051 982	139 813	256 872	208 375	446 922
Autres obligations à long terme	19 213	12 319	6 494	400	-
Total	1 306 425	160 445	273 688	419 592	452 700

**Données sur les actions en circulation
(au 16 février 2012)**

Actions ordinaires	127 200 189
Options non exercées	1 814 975
Total	129 015 164

Le bilan de RONA demeure solide. Au 25 décembre 2011, la dette totale de la Société était de 256,7 millions de dollars alors que l'endettement net se situait à 239,6 millions. RONA compte donc sur une encaisse de 17,1 millions de dollars. Le ratio de la dette nette sur la capitalisation totale était de 10,9 %, comparativement à 17,0 % en 2010, et le ratio des capitaux propres sur le total de l'actif atteignait 70,3 %, comparativement à 65,4 %. Le ratio dette totale sur BAIIA était de 1,1 au 25 décembre 2011 comparativement à 1,4 en 2010.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les résultats de RONA varient beaucoup d'un trimestre à l'autre, en raison de la forte saisonnalité liée aux activités de rénovation – construction. Les plus fortes périodes de l'année sont le printemps et l'automne, avec comme résultat que plus de 80 % du bénéfice net annuel de la Société est généré au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. De plus, les ventes du premier trimestre sont toujours inférieures à celles des trois autres, en raison du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation – construction en hiver. Enfin, des conditions météorologiques défavorables peuvent avoir une incidence importante sur les ventes. Avec la croissance de la proportion des activités de la Société provenant du secteur du détail, l'effet saisonnier du premier trimestre se révèle également plus important en 2009, 2010 et 2011 que par les années passées. Le deuxième trimestre, quant à lui, est toujours le plus fort de l'exercice, suivi du troisième.

**Résultats financiers trimestriels consolidés
(En millions de dollars, à l'exception des résultats par action)**

	2011				2010				2009*
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits des activités ordinaires	1 169,2	1 347,1	1 370,0	918,2	1 139,2	1 319,2	1 404,2	956,9	1 140,9
BAIIA	37,2	105,4	89,9	8,1	64,8	103,7	133,1	34,8	78,8
BAIIA (excluant éléments inhabituels)	65,9	105,4	89,9	8,1	64,8	103,7	133,1	34,8	78,4
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes	(153,6)	47,8	37,0	(17,6)	20,0	48,0	66,3	3,0	30,9
Résultat net (perte nette) attribuable aux actions participantes (excluant éléments inhabituels)	19,7	47,8	37,0	(17,6)	20,0	48,0	66,3	3,0	30,6
Résultat net (perte nette) dilué(e) par action (\$)	(1,19)	0,36	0,28	(0,13)	0,15	0,36	0,51	0,02	0,24
Résultat net (perte nette) dilué(e) par action (\$) (excluant éléments inhabituels)	0,15	0,36	0,28	(0,13)	0,15	0,36	0,51	0,02	0,23

*Les informations choisies présentées relativement au trimestre de l'exercice 2009 ne tiennent pas compte de l'incidence de l'adoption des IFRS.

Croissance annuelle des ventes comparables Neuf derniers trimestres

T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010	T4 2009
-2,3 %	-5,1 %	-9,6 %	-12,6 %	-6,4 %	-2,3 %	+0,9 %	+10,8 %	+0,7 %

La reprise économique commencée pendant le deuxième semestre de 2009 s'est poursuivie en 2010 et en 2011. Malgré un regain de l'activité économique au cours du premier trimestre de 2010, le rythme a quelque peu ralenti depuis, ce qui a donné une croissance économique positive, mais modérée.

Alors que l'économie se relevait, la confiance des consommateurs a enregistré une baisse en 2010 et en 2011. Au second semestre de 2010 et au premier semestre de 2011, le marché de l'habitation a ralenti, comparativement à 2009. Cet essoufflement traduit en partie l'incidence des mesures incitatives mises en place par les divers gouvernements en 2009 sous forme de programmes de crédits d'impôt à la rénovation qui ont pris fin au début de 2010.

Au début de 2009, la confiance des consommateurs était à son plus bas depuis janvier 2005. Elle s'est améliorée dans le courant de 2009, mais a recommencé à fléchir au début de 2010. Elle n'a pas atteint les niveaux de 2009, mais s'est plutôt relativement stabilisée au deuxième semestre de 2010 et au début de 2011 à un niveau inférieur à ce qu'elle avait été entre le milieu de 2006 et le début 2008.

Le climat a également eu une incidence importante sur les résultats des premiers trimestres de 2010 et de 2011, soit une incidence positive pour 2010 qui a connu des conditions climatiques très favorables et une incidence négative pour 2011, qui a par contre subi des conditions climatiques très défavorables, lesquelles se sont d'ailleurs poursuivies au deuxième trimestre 2011. Au cours du deuxième semestre 2011, les conditions climatiques ont été plutôt favorables, cependant la confiance des consommateurs a de nouveau reculée pour s'établir à un niveau inférieur au trimestre correspondant en 2010.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Lors de sa rencontre du 22 février dernier, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3227 \$ par action sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif. Ce dividende sera versé le 30 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 15 mars 2012.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS ORDINAIRES

Lors de sa rencontre du 22 février dernier, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende semi-annuel de 0,07 \$ par action sur les actions ordinaires de la Société. Ce dividende sera versé le 26 mars 2012 aux actionnaires inscrits le 9 mars 2012.

PERSPECTIVES

- Malgré quelques embellies survenues tout récemment, nous prévoyons que les conditions de marché demeureront difficiles au cours de l'exercice 2012. D'ailleurs, selon la maison de sondage Pollara, (<http://www.pollara.ca/ECLUB2012/>) les Canadiens affichent un pessimisme croissant face aux perspectives économiques canadiennes pour 2012. On doit donc s'attendre à ce que le consommateur demeure prudent.
- Dans l'immédiat, nous tirons profit des mesures mises en place au cours du deuxième trimestre 2011, tant sur le plan de l'efficacité que sur l'optimisation de la structure de capital. En particulier, le rachat de la dette fait économiser près de 2,5 millions de dollars en frais d'intérêts chaque trimestre.
- Le plan *Nouvelles réalités, nouvelles solutions* aura un impact positif sur les ventes et sur l'efficacité d'exploitation. Si la rapidité de l'impact sur les ventes est plus aléatoire, compte tenu de l'attitude et de la prudence du consommateur, l'impact sur l'efficacité de l'exploitation est davantage sous notre contrôle. Il se manifestera progressivement dès 2012 avec la majeure portion des bénéfices récurrents en 2013.
- Il existe également beaucoup d'occasions pour la consolidation des marchés régionaux. RONA compte sur un réseau de distribution et de marchands affiliés unique et très bien positionné pour tirer avantage de ces occasions. Des investissements de plus de 60 millions de dollars sont d'ailleurs prévus par l'ensemble des marchands RONA en 2012. L'offre pour les marchands désirant joindre RONA est également fort intéressante avec la mise en place du nouveau concept de magasin de proximité, d'excellentes conditions d'achat, une équipe de support expérimentée, une stratégie de développement régionale intégrée et adaptée ainsi qu'un programme de succession avant-gardiste.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes chez RONA. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. RONA a cerné et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte des objectifs et, subséquemment, sur le rendement de la Société. Elle a aussi mis en place un cadre formel de gestion des risques stratégiques.

RONA gère ces risques de façon continue et a mis en place de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts financiers.

Marché et concurrence

La concurrence est très vive dans l'industrie de la rénovation domiciliaire, de la quincaillerie et du jardinage où RONA évolue. Les concurrents de RONA sont de grandes chaînes nationales et multinationales, de nombreux groupes régionaux et des magasins indépendants.

Les tendances dans le secteur de la rénovation – construction ont une incidence directe sur RONA. Les ventes de la Société sont liées, dans une certaine mesure, au nombre de mises en chantier d'habitations, à la revente de maisons, à l'intérêt des consommateurs pour la rénovation et aux coûts de logement. De plus, la demande de produits de rénovation, de quincaillerie et de jardinage est en partie tributaire des goûts des consommateurs et des tendances qui se dessinent. RONA doit donc rester à l'affût des besoins et des demandes de ses clients. RONA bénéficie cependant d'une excellente répartition de ses activités soit géographiquement, par secteur d'activité, par bannière et par type de magasins.

Le secteur dans lequel RONA évolue a un caractère hautement saisonnier. Les conditions météorologiques peuvent aussi avoir un certain impact sur les ventes. De plus, les ventes du premier trimestre de l'exercice sont toujours inférieures à celles des trois autres à cause du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation en hiver.

Ces différents facteurs peuvent avoir des impacts importants sur la situation financière de la Société.

L'économie

Une partie significative des dépenses dans le secteur de la rénovation, de la quincaillerie et du jardinage sont des dépenses discrétionnaires et, par conséquent, sont sensibles à la vigueur de l'économie ainsi qu'à la confiance et au pouvoir d'achat des consommateurs. En outre, le bois d'œuvre, les matières premières et d'autres matériaux de construction sont des marchandises dont les prix fluctuent en fonction des marchés, ce qui a des incidences sur les ventes de la Société.

Tel que mentionné précédemment, la conjoncture économique a des incidences sur les résultats de RONA. Même si la reprise économique est amorcée, l'année 2011 a été marquée par une baisse de la confiance des consommateurs et par un ralentissement des activités dans le secteur de l'habitation, tant pour les mises en chantier d'habitations que pour la revente de logements existants. Cependant, RONA exerce une gestion rigoureuse de son bilan, suit un modèle d'affaires diversifié et a mis en place des mesures qui ont permis d'améliorer l'efficacité de ses opérations. Comme elle l'a fait dans le passé, la direction prend des mesures proactives pour ce qui est des incidences de la conjoncture économique.

Par ailleurs, différents facteurs tels que le taux de change, le taux de chômage, les taux d'intérêts, les conditions générales de crédit et les prix des marchandises comme le bois d'œuvre, le cuivre, le gaz, l'électricité et le gaz naturel peuvent aussi avoir une influence négative sur les résultats financiers de la Société.

Ressources humaines

Pour atteindre ses objectifs, RONA doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Sa capacité à contrôler les coûts de main-d'œuvre est sujette à de nombreux facteurs externes, notamment les taux de rémunération et d'assurances collectives.

L'incapacité à attirer, former et retenir des employés compétents pourrait avoir un impact sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société.

Technologie de l'information

Étant donné le modèle d'affaires de RONA et sa croissance par acquisitions, la structure de la technologie de l'information est complexe. La Société a fait des investissements importants en technologie, et elle continuera à le faire autant dans ses magasins que dans ses centres de distribution et ses centres administratifs. Ces investissements permettront d'intégrer ses systèmes, de simplifier la structure de sa plateforme technologique, de répondre à certaines exigences opérationnelles et de profiter de l'évolution de la technologie. L'incapacité à intégrer ses systèmes dans un délai raisonnable pourrait nuire à la capacité de la Société d'atteindre les résultats financiers escomptés.

Réputation

La Société offre une vaste gamme de produits de multiples marques différentes, y compris sa propre marque. Une atteinte à la réputation de ces marques pourrait être dommageable pour la Société si elle se répercutait sur la perception de l'entreprise par les consommateurs. Beaucoup d'autres facteurs peuvent affecter la réputation de la Société et avoir des incidences importantes sur son rendement : non-conformité à des lois ou règlements, notamment en matière environnementale, poursuites judiciaires contre la Société ou divulgation de renseignements personnels ou confidentiels.

Chaîne d'approvisionnement

La Société doit prévoir et satisfaire adéquatement les besoins de ses magasins en marchandise. À cet égard, elle est tributaire de ses fournisseurs nationaux et internationaux qui doivent l'approvisionner en temps opportun et au meilleur prix possible, tout en respectant ses normes de qualité. Il est important pour RONA d'établir des relations solides et durables avec ses fournisseurs pour éviter des ruptures de stock ou une variation imprévue du prix des marchandises.

Dans ce contexte, RONA se doit de gérer de façon optimale la chaîne d'approvisionnement puisque son incapacité à le faire pourrait affecter sa situation financière.

Acquisition, recrutement, intégration et développement

Les acquisitions et le recrutement sont deux des quatre vecteurs de la stratégie de développement de RONA. La Société peut avoir la volonté de faire une acquisition ou un recrutement, mais rien ne garantit qu'il lui sera possible d'acquérir une entreprise qui satisfait à ses critères rigoureux de sélection. RONA a pour objectif d'intégrer et de fidéliser rapidement les entreprises acquises et recrutées afin de réaliser les bénéfices escomptés. De plus, la volonté de développement de la Société peut se heurter à l'incapacité de trouver des emplacements adaptés au développement. Enfin, lors du redéploiement de points de vente dans de nouveaux sites, la Société peut ne pas avoir accès à l'emplacement approprié dans les délais requis et peut encourir des frais importants compte tenu de ses engagements futurs.

Exigences législatives et réglementaires

RONA met tout en œuvre pour s'assurer de respecter les lois et les règlements, mais des poursuites judiciaires ou des litiges avec des tiers pourraient affecter négativement sa situation et ses résultats.

Normes comptables

Les nouvelles Normes internationales d'information financière applicables en 2011 et les PCGR actuels sont complexes et exigent de faire de nombreuses hypothèses et estimations et peuvent faire l'objet de jugements de la part de la direction. De plus, ces règles sont sujettes à changement. Des modifications à ces principes, hypothèses et estimations peuvent avoir des incidences sur les résultats financiers de RONA.

De plus, au cours de l'exercice terminé le 25 décembre 2011, aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur les contrôles.

Disponibilité de financement

La Société pourrait ne pas avoir accès au financement nécessaire pour certains de ses vecteurs de croissance, ce qui l'empêcherait de conclure des acquisitions d'entreprise ou de retarder des investissements en capital.

La faible disponibilité de financement peut avoir des conséquences de divers ordre pour la Société. Le manque de financement peut réduire la capacité de RONA de poursuivre ses objectifs de croissance, l'empêcher d'acquérir d'autres magasins ou l'obliger à reporter les investissements planifiés dans des magasins existants. La Société pourrait ne pas atteindre les objectifs de croissance, ce qui aurait une incidence défavorable sur ses résultats financiers.

La direction est d'avis que RONA dispose actuellement du financement nécessaire à son développement

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a adopté les IFRS pour son exercice 2011 tel que l'exige le Conseil des normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables agréés.

La Société a présenté des explications détaillées sur les incidences de cette transition dans la note 31 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 de la Société (la « note 31 »). La note 31 comprend les rapprochements entre les bilans de la Société et les capitaux propres selon les PCGR canadiens et selon les IFRS au 26 décembre 2010 ainsi que le résultat net et le résultat global de l'exercice 2010. La Société a également fourni des explications sur les incidences individuelles liées à l'adoption des IFRS identifiées dans les rapprochements ainsi que sur les choix de la Société en vertu de l'IFRS 1, *Première application des normes internationales d'information financière*. Pour obtenir une description des principales méthodes comptables, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011.

DIVULGATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les travaux relatifs au « Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en Valeurs mobilières » (le « Règlement 52-109 ») sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) et plus spécifiquement pour la portion technologique, selon les directives du IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley du IT Governance Institute.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

RONA a évalué les contrôles et procédures de communication de l'information conformément au Règlement 52-109. Au 25 décembre 2011, le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RONA a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 25 décembre 2011 conformément aux directives du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au premier vice-président et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de RONA ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent *Rapport de gestion* comprend des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce *Rapport de gestion*, y compris des énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Société, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer que », « anticiper », « prévoir », « désirer » ou « poursuivre », y compris dans une tournure négative, ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire ou à l'emploi du futur. Bien que la Société soit d'avis que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune garantie que ces attentes se réaliseront. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet que des transactions, des éléments non récurrents ou d'autres éléments extraordinaires annoncés ou survenant après que ces énoncés sont faits auront sur les activités de la Société. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions, d'autres transactions commerciales, des réductions de la valeur d'actifs ni d'autres charges annoncées ou survenues après que les énoncés prospectifs sont faits.

Les investisseurs et les autres personnes intéressées devraient éviter de se fier indûment à quelque énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, le lecteur est prié de se reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont accessibles sur les sites www.sedar.com et www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentées dans ce *Rapport de gestion*, sous la rubrique « Risques et incertitudes », et sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle courante de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans ce *Rapport de gestion* reflètent les attentes de la Société au 23 février 2012 et sont faits sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables ne le requièrent.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le présent *Rapport de gestion* est préparé en date du 23 février 2012. Le lecteur trouvera d'autres informations relatives à RONA, y compris sa Notice annuelle, sur le site Internet de la Société à l'adresse www.rona.ca et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dominique Boies
Premier vice-président
et chef de la direction financière

Robert Dutton
Président et chef de la direction

RAPPORT DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés de RONA inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans le rapport de gestion ont été préparés par la direction financière de RONA inc. La préparation des états financiers comprend le choix de principes et de méthodes comptables appropriées dont l'application nécessite de faire des estimations et de formuler des jugements éclairés. De plus, il leur incombe de s'assurer que l'information financière incluse dans le rapport de gestion concorde avec celle des états financiers consolidés. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et ont été approuvés par le conseil d'administration.

RONA inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration assume ses responsabilités relatives aux états financiers consolidés principalement par l'entremise de son Comité de vérification. Ce Comité est formé uniquement d'administrateurs indépendants de la Société et est responsable de recommander la nomination des auditeurs externes. De plus, ce Comité qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction, les auditeurs internes et externes, a révisé les états financiers consolidés de RONA inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration. Les auditeurs internes et externes ont accès au Comité sans la direction.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été audités par le cabinet Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., comptables agréés, et le rapport qu'ils ont préparé indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Robert Dutton
Président et chef de la direction

Dominique Boies
Premier vice-président et chef de la direction financière

Boucherville, le 22 février 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société RONA inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 25 décembre 2011, au 26 décembre 2010 et au 28 décembre 2009 et les états consolidés du résultat net, des autres éléments du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société RONA inc. au 25 décembre 2011, au 26 décembre 2010 et au 28 décembre 2009 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R. L.¹

Montréal, le 22 février 2012

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 10019

RONA inc.**États consolidés du résultat net et des autres éléments du résultat global**

des exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens, sauf le résultat net par action)

États consolidés du résultat net

	2011	2010
Produits des activités ordinaires (note 4)	4 804 584 \$	4 819 589 \$
Résultat opérationnel avant dépréciation du goodwill et charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts (note 5.1)	156 900	223 205
Dépréciation du goodwill (note 14)	(117 000)	–
Charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts (notes 5.4 et 32)	(71 343)	–
Résultat opérationnel	(31 443)	223 205
Produits financiers (note 25)	5 262	4 394
Charges financières (note 25)	(34 729)	(24 061)
	(29 467)	(19 667)
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat	(60 910)	203 538
Charge d'impôt sur le résultat (note 7)	(13 863)	(60 717)
Résultat net	(74 773) \$	142 821 \$
Résultat net attribuable aux :		
Propriétaires de RONA inc.	(78 382) \$	137 356 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3 609	5 465
	(74 773) \$	142 821 \$
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de RONA inc. (note 29)		
De base	(0,66) \$	1,06 \$
Dilué	(0,66) \$	1,05 \$
États consolidés des autres éléments du résultat global		
Résultat net	(74 773) \$	142 821 \$
Autres éléments du résultat global, net d'impôts :		
Couvertures de flux de trésorerie		
– pertes de l'exercice	(920)	(1 490)
– reclassement en résultat	1 632	273
Pertes actuarielles (note 26)	(2 775)	(2 352)
Total des autres éléments du résultat global	(2 063)	(3 569)
Total du résultat global	(76 836) \$	139 252 \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Propriétaires de RONA inc.	(80 445) \$	133 787 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3 609	5 465
	(76 836) \$	139 252 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
États consolidés des variations des capitaux propres

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social ^(a)	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Total attribuable aux propriétaires de RONA inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 26 décembre 2010	632 614 \$	1 233 454 \$	11 137 \$	(1 217) \$	1 875 988 \$	35 809 \$	1 911 797 \$
Transactions avec les propriétaires							
Émission pour une contrepartie en espèces	173 050	—	—	—	173 050	—	173 050
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	1 770	—	(295)	—	1 475	—	1 475
Rachat d'actions ordinaires (note 22)	(16 399)	(15 369)	—	—	(31 768)	—	(31 768)
Dividendes déclarés et payés sur actions ordinaires	—	(9 134)	—	—	(9 134)	—	(9 134)
Dividendes déclarés sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents ^(b)	—	(7 985)	—	—	(7 985)	—	(7 985)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	(3 920)	(3 920)
Frais relatifs à l'émission d'actions privilégiées, déductions faites des recouvrements d'impôts sur le résultat de 1 476 \$	—	(4 008)	—	—	(4 008)	—	(4 008)
Coûts de rémunération au titre des régimes d'achat d'actions	—	—	1 034	—	1 034	—	1 034
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	2 456	—	—	—	2 456	—	2 456
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	(75)	—	—	—	(75)	—	(75)
Rachat d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 9)	—	—	(490)	—	(490)	—	(490)
Autres	—	—	—	—	—	28	28
Total des transactions avec les propriétaires	160 802	(36 496)	249	—	124 555	(3 892)	120 663
Résultat pour la période	—	(78 382)	—	—	(78 382)	3 609	(74 773)
Autres éléments du résultat global :							
Couvertures de flux de trésorerie							
- pertes de l'exercice	—	—	—	(920)	(920)	—	(920)
- reclassement en résultat	—	—	—	1 632	1 632	—	1 632
Pertes actuarielles	—	(2 775)	—	—	(2 775)	—	(2 775)
Total des autres éléments du résultat global pour la période	—	(2 775)	—	712	(2 063)	—	(2 063)
Solde au 25 décembre 2011	793 416 \$	1 115 801 \$	11 386 \$	(505) \$	1 920 098 \$	35 526 \$	1 955 624 \$

(a) Se reporter à la note 22 pour plus d'information sur le capital social.

(b) Au cours de 2011, RONA inc. a déclaré trois dividendes sur les actions privilégiées, dont deux étaient payés en fin d'exercice (note 24).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.
États consolidés des variations des capitaux propres

au 25 décembre 2011 et 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social ^(a)	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Total attribuable aux propriétaires de RONA inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 décembre 2009	603 756 \$	1 125 235 \$	13 138 \$	– \$	1 742 129 \$	32 761 \$	1 774 890 \$
Transactions avec les propriétaires							
Émission pour une contrepartie en espèces	370	–	–	–	370	–	370
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	661	–	(62)	–	599	–	599
Émission en paiement d'une acquisition	35 722	–	–	–	35 722	–	35 722
Rachat d'actions ordinaires	(10 790)	(17 666)	(3 153)	–	(31 609)	–	(31 609)
Dividendes déclarés sur actions ordinaires ^(b)	–	(9 119)	–	–	(9 119)	–	(9 119)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	(2 450)	(2 450)
Coûts de rémunération au titre des régimes d'achat d'actions	–	–	1 214	–	1 214	–	1 214
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	2 772	–	–	–	2 772	–	2 772
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	(28)	–	–	–	(28)	–	(28)
Autres	151	–	–	–	151	33	184
Total des transactions avec les propriétaires	28 858	(26 785)	(2 001)	–	72	(2 417)	(2 345)
Résultat pour la période	–	137 356	–	–	137 356	5 465	142 821
Autres éléments du résultat global :							
Couvertures de flux de trésorerie							
- pertes de l'exercice	–	–	–	(1 490)	(1 490)	–	(1 490)
- reclassement en résultat	–	–	–	273	273	–	273
Pertes actuarielles	–	(2 352)	–	–	(2 352)	–	(2 352)
Total des autres éléments du résultat global pour la période	–	(2 352)	–	(1 217)	(3 569)	–	(3 569)
Solde au 26 décembre 2010	632 614 \$	1 233 454 \$	11 137 \$	(1 217)\$	1 875 988 \$	35 809 \$	1 911 797 \$

(a) Se reporter à la note 22 pour plus d'information sur le capital social.

(b) Au cours de 2010, RONA inc. a déclaré un dividende de 0,07 \$ par action.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.**Tableaux consolidés des flux de trésorerie**

Pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

	2011	2010
Activités opérationnelles		
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat	(60 910) \$	203 538 \$
Ajustements :		
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers (note 5.2)	149 736	108 718
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(159)	(1 078)
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	(1 123)	(2 921)
Dépréciation du goodwill (note 14)	117 000	–
Charges (recouvrements) relatifs à la rémunération à base d'actions (note 23)	(2 684)	4 588
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les charges de l'exercice	(2 855)	(3 921)
Autres éléments	3 308	2 078
	202 313	311 002
Variation nette du fonds de roulement (note 8)	66 682	(132 479)
	268 995	178 523
Intérêts reçus	3 898	2 819
Impôts sur le résultat versés	(42 648)	(43 270)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	230 245	138 072
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 9)	(47 707)	(80 275)
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 12)	(70 198)	(104 924)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles (note 15)	(39 225)	(41 359)
Acquisitions d'autres actifs financiers	(6 049)	(2 527)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	10 216	4 950
Produit de la cession d'autres actifs financiers	4 765	10 031
Intérêts reçus	1 365	1 575
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(146 833)	(212 529)
Activités de financement		
Emprunts bancaires	(326)	(7 172)
Autres emprunts à long terme	92 112	1 899
Frais de financement	(2 541)	–
Remboursements d'autres emprunts à long terme	(33 886)	(30 433)
Rachat de débentures (note 18)	(283 171)	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	4 406	3 713
Produit de l'émission d'actions privilégiées	172 500	–
Frais relatifs à l'émission d'actions privilégiées	(5 484)	–
Rachat d'actions ordinaires (note 22)	(31 768)	(31 609)
Dividendes en espèces versés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	(3 920)	(2 450)
Dividendes sur actions ordinaires	(18 253)	–
Dividendes sur actions privilégiées	(5 458)	–
Intérêts versés	(26 051)	(23 171)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(141 840)	(89 223)
Diminution nette de l'encaisse	(58 428)	(163 680)
Encaisse au début	75 577	239 257
Encaisse à la fin	17 149 \$	75 577 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.**États consolidés de la situation financière**

au 25 décembre 2011, au 26 décembre 2010 et au 28 décembre 2009

(en milliers de dollars canadiens)

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Actif			
Courants			
Encaisse	17 149 \$	75 577 \$	239 257 \$
Clients et autres débiteurs (note 10)	370 094	299 889	248 201
Autres actifs financiers (note 11)	1 468	2 245	2 644
Actifs d'impôt exigible	7 616	—	2 436
Stock (note 6)	840 287	905 467	725 810
Frais payés d'avance	20 836	17 955	18 114
Actifs courants	1 257 450	1 301 133	1 236 462
Non courants			
Autres actifs financiers (note 11)	13 617	9 644	11 118
Immobilisations corporelles (note 12)	874 246	885 044	827 883
Actifs non courants détenus en vue de la vente (note 13)	10 455	16 474	11 080
Goodwill (note 14)	426 968	529 094	455 572
Immobilisations incorporelles (note 15)	126 968	128 223	106 157
Autres actifs non courants (note 16)	5 435	3 245	4 406
Actifs d'impôt différé (note 7)	65 239	48 763	51 830
Total de l'actif	2 780 378 \$	2 921 620 \$	2 704 508 \$
Passif			
Courants			
Emprunts bancaires	4 377 \$	1 943 \$	5 211 \$
Fournisseurs et autres créditeurs	487 864	454 166	409 764
Dividendes à payer	2 527	9 119	—
Passifs d'impôt exigible	—	3 379	—
Instruments financiers dérivés (note 25)	691	1 653	776
Provisions (note 20)	6 947	4 625	7 002
Versements sur la dette à long terme (note 18)	20 257	21 151	9 996
Passifs courants	522 663	496 036	432 749
Non courants			
Dette à long terme (note 18)	232 073	444 333	430 524
Autres passifs non courants (note 19)	33 653	30 601	27 859
Provisions (note 20)	3 606	4 539	10 762
Passifs d'impôt différé (note 7)	32 759	34 314	27 724
Total du passif	824 754	1 009 823	929 618
Capitaux propres			
Capital social (note 22)	793 416	632 614	603 756
Résultats non distribués	1 115 801	1 233 454	1 125 235
Surplus d'apport	11 386	11 137	13 138
Cumul des autres éléments du résultat global	(505)	(1 217)	—
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de RONA inc.	1 920 098	1 875 988	1 742 129
Participations ne donnant pas le contrôle	35 526	35 809	32 761
Total des capitaux propres	1 955 624	1 911 797	1 774 890
Total du passif et des capitaux propres	2 780 378 \$	2 921 620 \$	2 704 508 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

Réal Brunet

Président du Comité de vérification

Jean Gaulin

Président du conseil d'administration

1. Entité présentant les états financiers

RONA inc. est une société dont le siège social est situé au 220 Chemin du Tremblay, Boucherville, Québec, Canada et est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec (anciennement Partie 1A de la *Loi sur les sociétés* (Québec)). Les actions ordinaires sont cotées à la bourse de Toronto.

Les états financiers consolidés de la société pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010 comprennent les données financières de la société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « la société » et chacune individuellement comme « les entités de la société ») et la quote-part de la société dans les entités contrôlées conjointement.

La société est un distributeur et un détaillant d'articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada.

2. Bases de préparation

a) Généralités, première application des IFRS et déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce sont les premiers états financiers annuels consolidés de la société préparés conformément aux IFRS et par conséquent, l'IFRS 1, *Première application des normes internationales d'information financière*, a été appliquée.

Les méthodes comptables mentionnées à la note 3 ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire. Par le passé, les états financiers consolidés de la société étaient préparés selon les PCGR du Canada applicables avant le basculement (« PCGR »).

La note 31 explique dans quelle mesure la transition aux IFRS a eu une incidence sur la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la société.

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de certains instruments financiers qui sont établis à la juste valeur et du passif au titre des régimes à prestations définies qui est évalué à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes, moins un ajustement pour tenir compte de l'application de la limite de l'actif.

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de RONA inc. Toutes les entités de la société ont également le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, sauf les données par action.

d) Recours à des estimations et aux jugements

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction de la société pose un certain nombre de jugements, établit des estimations et fait des hypothèses qui ont des incidences sur la comptabilisation et l'évaluation des montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes.

L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée dans les notes suivantes :

- Note 3 d) – La dépréciation du stock, incluant la perte de stock et la désuétude
- Note 3 e) – L'estimation des remises de fournisseurs
- Note 3 k) – La dépréciation du goodwill, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles
- Note 3 l) – Le classement des contrats de location
- Note 3 n) – L'estimation des actifs et passifs d'impôt différé ainsi que les actifs et passifs d'impôt exigible
- Note 3 o) – L'estimation des provisions, passifs éventuels et actifs éventuels
- Note 3 q) r) s) – L'évaluation des paiements fondés sur des actions
- Note 3 u) – L'estimation de la provision pour mauvaises créances
- Note 3 x) – L'estimation des charges au titre des prestations définies

Les estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

e) Exercice

L'exercice de la société comprend 52 semaines et se termine le dernier dimanche de décembre.

2. Bases de préparation (suite)

f) Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.

g) Effet des nouvelles normes comptables publiées, mais non encore entrées en vigueur

En novembre 2009, l'IASB a publié la nouvelle norme IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme fournit des indications sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. En octobre 2010, l'IASB a modifié l'IFRS 9 afin d'y ajouter des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs financiers et de passifs financiers.

En décembre 2011, l'IASB a modifié la date de transition à l'IFRS 9, qui requiert l'application de l'IFRS 9 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La date de transition était auparavant prévue pour le 1^{er} janvier 2013.

En mai 2011, l'IASB a publié les nouvelles normes suivantes :

IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplacera certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et la SIC-12, *Consolidation-entités ad hoc*. Elle présente une nouvelle définition du contrôle fondé sur des principes, applicable à toute entité émettrice afin d'en déterminer le périmètre de consolidation. La norme fournit le cadre pour les états financiers consolidés et leur préparation en se fondant sur le principe du contrôle.

IFRS 11, *Partenariats*, qui remplacera la norme IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et la SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. L'IFRS 11 diffère des normes antérieures à certains égards. Entre autres, l'utilisation de la méthode de la consolidation proportionnelle ne sera plus permise en ce qui concerne les participations dans des coentreprises.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, cette nouvelle norme établit les exigences minimales en matière d'information à fournir lorsqu'une entité publiante détient une participation dans d'autres entités. Cette norme combine les informations à fournir au sujet des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées exclues du périmètre des états financiers consolidés, qui se retrouvent actuellement dans chaque norme individuelle applicable.

En juin 2011, l'IASB a publié les nouvelles normes suivantes :

Une version modifiée de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, ajoute une exigence pour les entités de regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global fondé sur leur reclassement potentiel dans le résultat net. Cette modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Une version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*, dont le but est d'éliminer l'application de la méthode dite « du corridor » ayant pour effet de reporter la comptabilisation des gains et pertes actuariels, de remplacer le taux de rendement attendu sur les actifs dans le calcul des charges au titre des prestations définies par le taux d'actualisation utilisé pour l'obligation, de simplifier la présentation des variations des actifs et des obligations découlant de régimes à prestations définies, et d'améliorer les informations à fournir pour les régimes à prestations définies.

Ces normes, à l'exception de l'IAS 1 modifiée et l'IFRS 9, s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes dans les états financiers consolidés.

Certaines autres normes ont été publiées mais n'ont pas d'incidence pour la société.

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités de la société.

a) Principes de consolidation

Ces états financiers consolidés incluent les comptes de la société et de ses filiales.

i) Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par la société. RONA inc. détient et exerce ce contrôle au moyen de plus de la moitié des droits de vote et ce, pour la totalité de ses filiales. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

ii) Entités contrôlées conjointement

Les entités dont les activités économiques sont sous un contrôle conjoint de la société et d'entrepreneurs indépendants (les coentreprises) sont comptabilisées conformément à la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la part détenue par la société dans l'actif, le passif, les produits et les charges est présentée avec les éléments similaires, ligne par ligne, dans les états financiers consolidés.

3. Principales méthodes comptables (suite)

iii) Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes d'actifs et de passifs ainsi que les transactions, les produits et les charges résultant des transactions inter-sociétés sont intégralement éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

iv) Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle, présentées dans les capitaux propres, représentent la part du résultat et des actifs nets d'une filiale qui n'est pas détenue par la société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux propriétaires de RONA inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle. Les autres éléments du résultat global total sont attribués aux propriétaires de RONA inc. et aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leurs participations respectives même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

b) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises survenus après la date de transition aux IFRS sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode comporte la comptabilisation des actifs identifiables acquis et des passifs repris, y compris les passifs éventuels, qu'ils aient ou non été comptabilisés dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de la filiale acquise sont inclus dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur. Le goodwill est inscrit après que les immobilisations incorporelles identifiables aient été isolées. Le goodwill représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée sur la juste valeur de la part détenue par RONA inc. dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise à la date de l'acquisition. Tout excédent de l'actif net identifiable sur la contrepartie transférée est porté immédiatement en résultat net.

La contrepartie transférée par la société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des dettes contractées et des parts de capitaux propres émis par la société, lesquels comprennent la juste valeur de tous les actifs ou passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

c) Constatation des produits

Les produits provenant de la vente de biens sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des retours et ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités. La société constate ses produits à la suite de la vente en magasin ou à la livraison de la marchandise, lorsque la vente est acceptée par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits des activités ordinaires incluent aussi une variété de services offerts par la société, tel que l'installation et la livraison de biens. Les produits de prestations de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La société constate ses produits lorsque les obligations commerciales sont complétées, lorsque les services sont acceptés par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits des activités ordinaires incluent également les produits de redevances perçus auprès des magasins franchisés. Les produits de redevances sont évalués en fonction d'un pourcentage des produits. Ils sont constatés lorsqu'ils sont gagnés et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits d'intérêts à l'égard des créances et des prêts et avances sont comptabilisés sur la base de la comptabilité d'engagements selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

d) Évaluation du stock

Le stock est évalué au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût du stock comprend les coûts d'acquisition, les autres coûts encourus pour amener le stock à l'endroit et dans l'état où il se trouve ainsi que les profits ou pertes réalisés sur les couvertures qualifiées de flux de trésorerie d'achats du stock en monnaies étrangères. Le stock est majoritairement composé de produits finis.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Un degré important de jugement est appliqué lors de l'estimation de l'effet de certains facteurs sur la valeur nette de réalisation du stock, telles que la désuétude et les pertes de stock. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

e) Remises de fournisseurs

La société comptabilise les contreparties en espèces reçues de fournisseurs en réduction du prix des biens des fournisseurs et réduit le coût des marchandises vendues et le stock connexe figurant dans l'état consolidé du résultat net et dans l'état de la situation financière consolidé. Certaines exceptions s'appliquent quand la contrepartie en espèces reçue constitue soit un remboursement des frais de vente supplémentaires encourus par le revendeur, soit un paiement à l'égard de biens ou de services procurés au fournisseur, auquel cas la remise est constatée à titre de réduction des charges d'exploitation.

La société constate ces remises lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Remises de fournisseurs (suite)

La société se base sur les achats réels durant la période et l'atteinte des prévisions d'achats de marchandises ainsi que sur les conditions contractuelles pour déterminer la probabilité et l'estimation de l'encaissement. Les hypothèses sont réévaluées à chaque période.

f) Remises aux clients

La société comptabilise les contreparties en espèces remises aux clients comme une réduction du prix de vente et les présente comme une réduction des ventes de marchandises dans l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise ces remises lorsqu'elles sont considérées comme probables et qu'elles peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût incluant, s'il y a lieu, des intérêts capitalisés. Lorsque des composantes des immobilisations ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées en tant qu'immobilisations distinctes.

Les coûts d'emprunt pour financer la construction d'immobilisations, qui exige une longue période de préparation, sont capitalisés à partir de la date où sont entrepris les travaux et jusqu'à la date où les activités indispensables à la préparation des immobilisations pour leur utilisation prévue sont pratiquement toutes terminées. L'incorporation des coûts d'emprunt et la capitalisation des autres coûts similaires sont suspendues pendant les périodes prolongées au cours desquelles le développement actif est interrompu.

L'amortissement commence dès que l'immobilisation est prête à être mise en service et est comptabilisé selon le mode linéaire, de façon à amortir le coût diminué de la valeur résiduelle sur sa durée d'utilité estimative. En règle générale, les périodes d'amortissement sont les suivantes :

Stationnements	15 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Mobilier et équipement	3 à 20 ans
Équipement informatique	5 ans
Biens loués en vertu de contrats de location financement	5 à 10 ans

Le mode d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévalués annuellement.

La société détient quelques immeubles qu'elle loue à des marchands affiliés du groupe RONA. Ces immeubles ne sont pas considérés comme étant des immeubles de placement, car ils sont utilisés dans le processus de fourniture de biens et les opérations de ces marchands génèrent des flux de trésorerie qui ne sont pas attribuables qu'aux biens immobiliers. Par conséquent, ils sont présentés avec les immobilisations corporelles.

Les terrains pour développement futur sont détenus en vue de leur aménagement et de leur utilisation comme biens immobiliers occupés par leurs propriétaires.

h) Actifs non courants détenus en vue de la vente

Lorsque la société entend vendre un actif non courant ou un groupe d'actifs, l'actif ou le groupe d'actifs destiné à être cédé est classé comme étant détenu en vue de la vente et présenté distinctement dans l'état de la situation financière si les conditions suivantes sont respectées :

- Il est hautement probable que la vente ait lieu dans l'année suivante ;
- L'actif ou le groupe d'actifs est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel ;
- La direction s'est engagée à l'égard d'un plan de vente et un acheteur est recherché activement en vue d'offrir l'actif ou le groupe d'actifs à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur.

Les actifs classés comme étant détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable immédiatement avant leur classement à titre d'actifs détenus en vue de la vente et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Aucun actif classé comme étant détenu en vue de la vente n'est amorti après qu'il ait été classé à ce titre.

i) Immobilisations incorporelles

Les logiciels, les marques de commerce à durée d'utilité déterminée, les frais de recrutement de marchands, les relations avec les clients et les baux à prix de faveur sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les logiciels acquis sont capitalisés en fonction des frais encourus pour acheter les licences et installer les logiciels en question.

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle. Les logiciels sont amortis linéairement sur une période de cinq à dix ans. Les marques de commerce sont amorties linéairement sur une période de cinq à sept ans. Les frais de recrutement de marchands sont amortis linéairement sur une période de cinq ans. Les relations avec les clients sont amorties linéairement sur une période de dix ans. Les baux à prix de faveur sont amortis linéairement sur la durée restante des baux. Le mode d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réévalués annuellement.

3. Principales méthodes comptables (suite)

i) Immobilisations incorporelles (suite)

Les marques de commerce à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est inclus dans les amortissements et dépréciation des actifs non financiers dans les états consolidés du résultat net.

Les coûts d'emprunts sont capitalisés à l'égard des immobilisations incorporelles en utilisant la même méthode que pour les immobilisations corporelles.

j) Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill n'est pas amorti et est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il a subi une baisse de valeur. Il est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

k) Dépréciation des actifs non courants

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe une quelconque indication qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. La valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, est estimée chaque année à la même date.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la société pose des hypothèses relatives aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Bien que la société détermine les hypothèses en fonction de l'information du marché disponible au moment de l'évaluation, les résultats réels peuvent différer.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent pas être testés individuellement sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie résultant de leur utilisation continue, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (l'« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, les UGT auxquelles le goodwill est alloué sont regroupées de telle façon que le niveau auquel le test de dépréciation est mené reflète le niveau le plus bas où le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne, le regroupement des UGT étant limité au secteur opérationnel. Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté aux groupes d'UGT susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

Les actifs de support de la société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie séparées. S'il y a une indication qu'un actif de support a pu perdre de la valeur, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une UGT (ou d'un groupe d'UGT) est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, puis à la réduction des valeurs comptables des autres actifs de l'UGT (ou du groupe d'UGT) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT (ou du groupe d'UGT).

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Pour les autres actifs, la société apprécie à chaque date de clôture s'il existe une indication que des pertes de valeurs comptabilisées au cours de périodes antérieures aient diminué ou n'existent plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

l) Actifs loués

Les contrats de location ayant pour effet de transférer à la société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement. Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Après la comptabilisation initiale, l'actif est comptabilisé selon la méthode comptable applicable à ce type d'actif.

Tout autre contrat de location est un contrat de location simple et, conséquemment, les actifs loués afférents ne sont pas comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidé de la société. Les paiements au titre du contrat de location simple sont comptabilisés en résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les avantages reçus au titre de la location sont comptabilisés en réduction du total des charges locatives, sur la durée du contrat de location. Les avantages incitatifs reportés relatifs à un bail sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat.

3. Principales méthodes comptables (suite)

m) Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants incluent entre autres les frais de financement qui sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du financement.

n) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés. Elle est comptabilisée en résultat net, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

Les impôts exigibles sont les impôts qui devront vraisemblablement être payés sur le revenu imposable de l'année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et ils comprennent également tout ajustement des impôts à payer relatifs à des années antérieures.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber.

La société comptabilise une charge d'impôt sur le résultat pour chaque juridiction fiscale où elle exerce ses activités. Toutefois, le montant réel de la charge d'impôt sur le résultat est connu en définitive que lorsque la déclaration fiscale est soumise et que les autorités fiscales l'ont acceptée, c'est-à-dire après la publication des états financiers. En outre, pour estimer la charge d'impôt, la société tient compte de la probabilité de recouvrer les actifs d'impôt différé en se fondant sur la capacité à imputer les déductions fiscales futures sous-jacentes, avant leur expiration, aux bénéfices imposables futurs. L'estimation se fonde sur les réglementations fiscales adoptées ou quasi adoptées et sur les bénéfices imposables futurs estimatifs. Si les estimations diffèrent des montants réels déterminés lors de la préparation des déclarations fiscales finales, le résultat d'une période ultérieure pourrait être affecté.

o) Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions dont l'échéance est supérieure à 12 mois est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, à un taux avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif.

Une provision pour contrat déficitaire est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par la société sont inférieurs aux coûts inévitables devant être encourus pour satisfaire aux obligations contractuelles. La provision est évaluée à la valeur actuelle du plus faible du coût attendu de la résiliation ou de l'exécution du contrat. Préalablement à la détermination d'une provision, la société comptabilise toute perte de valeur survenue sur les actifs dédiés à ce contrat.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la société a établi un plan formalisé de la restructuration et lorsque la restructuration a été amorcée ou annoncée publiquement. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

Une provision pour garantie est comptabilisée au moment de la vente des biens ou services correspondants. La provision repose sur les données historiques des garanties.

Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter les meilleures estimations actuelles à cette date.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé. Lors d'un regroupement d'entreprises, les passifs éventuels sont comptabilisés au cours de la répartition du prix d'achat entre les actifs identifiables acquis et les passifs repris dans le cadre du regroupement d'entreprises. Ils sont ensuite évalués au montant le plus élevé d'une provision comparable comme décrite précédemment, et du montant initialement comptabilisé diminué de l'amortissement.

Les entrées probables d'avantages économiques pour la société qui ne remplissent pas encore les critères de comptabilisation d'un actif, sont traitées comme des actifs éventuels qui ne sont pas comptabilisés dans l'état de la situation financière.

Si la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement est comptabilisé comme un actif distinct si, et seulement si, l'entité a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement si elle éteint son obligation.

p) Autres passifs non courants

Les autres passifs incluent, entre autres, les obligations reportées relatives à des baux résultant de la constatation par la société de la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail lorsque des baux contiennent des clauses de prix échelonnés.

3. Principales méthodes comptables (suite)

q) Régimes d'options d'achat d'actions

Le coût de rémunération lié aux options émises par la société est mesuré à la juste valeur des options à la date d'attribution et est constaté sur la période d'acquisition des droits par les détenteurs qui correspond à la période de service attendue des employés. Le crédit correspondant à la charge de personnel est porté au compte de surplus d'apport au moment où la charge est comptabilisée en résultat net.

Le montant comptabilisé comme charge de personnel est ajusté afin de refléter le nombre d'options, estimé par la direction, pour lesquelles les conditions liées aux services seront remplies à compter de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits afin que la charge ultimement comptabilisée corresponde aux options sur lesquelles les droits ont été réellement acquis. Au moment de l'exercice des options ou de l'achat des actions, toute contrepartie reçue des employés ainsi que le coût de rémunération correspondant qui avait été constaté à titre de surplus d'apport sont portés au crédit du compte de capital social.

r) Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La société offre un régime d'unités d'actions de négociation restreintes (UANR) aux dirigeants et aux employés clés de la société. Les UANR sont acquises après une durée maximale de trois ans, une portion des UANR sont acquises sur la base de cibles de rendement et une autre portion en fonction de l'écoulement du temps.

La juste valeur des UANR est comptabilisée comme une charge de personnel linéairement sur la période d'acquisition. Les UANR sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition, en utilisant le cours de l'action ordinaire de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de personnel et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs.

s) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

Les membres du conseil d'administration de la société, qui ne font pas partie de la direction de la société, peuvent choisir de recevoir, en tout ou en partie, leurs honoraires annuels sous forme d'unités d'actions différées (UAD). Le passif au titre de la rémunération sous forme d'UAD est comptabilisé à la juste valeur selon le nombre d'unités d'actions en circulation et selon le cours de l'action ordinaire de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs.

t) Monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la société qui est le dollar canadien au taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou aux taux de change moyens de la période.

Les profits et les pertes de change découlant du règlement des transactions et de la réévaluation des éléments monétaires et non monétaires à la date de clôture sont comptabilisés en résultat net.

u) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après :

- L'encaisse, les clients et autres débiteurs ainsi que les prêts et avances (qui sont inclus dans les autres actifs financiers) sont classés comme prêts et créances. L'encaisse est évaluée subséquemment au coût amorti, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement. Les clients et autres débiteurs sont enregistrés au coût amorti, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses. Les prêts et avances sont subséquemment évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les emprunts bancaires, les fournisseurs et autres créditeurs et la dette à long terme sont classés comme autres passifs financiers et sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

À l'exception des coûts de transaction liés au crédit rotatif qui sont présentés à titre d'autres actifs non courants, les coûts de transaction relatifs aux passifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisés en réduction de la valeur comptable des passifs financiers afférents. Ces coûts sont amortis sur la durée des passifs financiers afférents, en fonction de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration. Tous les actifs financiers sauf ceux évalués à la juste valeur par le biais des états consolidés du résultat net font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque date de clôture.

3. Principales méthodes comptables (suite)

v) Instruments financiers dérivés et couverture de flux de trésorerie

La société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Lors de la désignation initiale de la couverture, la société documente formellement la relation entre l'instrument de couverture et l'instrument couvert, les objectifs de gestion des risques et la stratégie poursuivie lors de la mise en place de la couverture, ainsi que les méthodes qui seront utilisées pour apprécier l'efficacité de la relation de couverture. La société apprécie, à la mise en place de la relation de couverture et de façon continue, si elle s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont encourus. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à la juste valeur et les variations en résultant sont comptabilisées selon les modalités ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans la réserve de couvertures de flux de trésorerie au sein des capitaux propres. Le montant comptabilisé en autres éléments du résultat global est sorti et inclus dans l'état consolidé du résultat net sur la période au cours de laquelle les flux de trésorerie couverts affectent le résultat; le montant relatif à l'élément de couverture est comptabilisé sur la même ligne des autres éléments du résultat global que l'élément couvert. Toute partie inefficace dans les variations de juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement en résultat net.

Lorsque l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères d'une comptabilité de couverture, arrive à maturité, est vendu, résilié, exercé ou lorsque sa désignation est annulée, la société cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif. La perte ou le profit cumulé à cette date en autres éléments du résultat global est maintenu dans la réserve de couverture au sein des capitaux propres jusqu'à la réalisation de la transaction prévue. Lorsque l'élément couvert est un actif non financier, la perte ou le profit cumulé associé comptabilisé en autres éléments du résultat global est transféré dans le coût initial de l'actif lorsqu'il est comptabilisé. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des autres éléments du résultat global est comptabilisé immédiatement en résultat net. Dans les autres cas, les pertes et profits associés qui ont été comptabilisés en autres éléments du résultat global sont transférés en résultat net sur la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat net.

w) Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission d'actions. Lorsque les titres ont été émis lors d'une acquisition d'entreprise, le montant comptabilisé est la juste valeur à la date d'acquisition.

La réserve liée aux actions auto détenues comprend le coût des actions de la société détenues par des coentreprises.

Les dépôts sur souscription d'actions ordinaires représentent les sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés.

Les résultats non distribués comprennent l'ensemble des profits non distribués de l'exercice en cours et des exercices antérieurs. Ils comprennent aussi les frais relatifs à l'émission d'actions, déductions faites des recouvrements d'impôts sur le résultat.

Le surplus d'apport comprend le coût de rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions de la société. Il comprend aussi les gains sur la cession d'actions ordinaires de RONA inc. réalisés par des filiales et des coentreprises.

La réserve de couvertures de flux de trésorerie consiste en la portion efficace de la variation nette cumulative de la juste valeur d'un instrument de couverture de flux de trésorerie relatif à des opérations de couverture non réalisées.

Les participations ne donnant pas le contrôle consistent en la portion des capitaux propres des filiales qui n'est pas détenue, directement ou indirectement, par la société.

Les dividendes sur les actions ordinaires à verser aux actionnaires sont présentés à titre d'autres passifs lorsqu'ils ont été approuvés avant la date de présentation de l'information financière.

Les dividendes cumulatifs sur les actions privilégiées sont classés à titre d'autres passifs et sont comptabilisés avec le passage du temps.

3. Principales méthodes comptables (suite)

x) Avantages du personnel

Régimes à prestations définies

L'actif ou le passif au titre des régimes à prestations définies comptabilisés dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture diminuée de la juste valeur des actifs des régimes et certains ajustements qui sont décrits ci-dessous :

- Montant non comptabilisé dû à la limite de l'actif
- Passif comptabilisé à l'égard des exigences de financement minimal

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et le taux de mortalité. L'obligation de la société au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures.

Le taux d'actualisation des obligations est déterminé par référence au taux de rendement du marché, à la date de clôture, des obligations d'entités de première catégorie qui sont libellées dans la même monnaie que le paiement des prestations et ayant des échéances similaires à celles du passif au titre des régimes à prestations définies connexe.

Les gains actuariels et les pertes actuarielles découlant du calcul de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes sont comptabilisés dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global et enregistrés immédiatement dans les résultats non distribués sans incidence à l'état consolidé du résultat net.

Le montant de l'actif au titre des régimes à prestations définies ne peut excéder la valeur actualisée de tout avantage économique disponible sous forme de remboursement futur ou de diminution des cotisations futures du régime (« la limite de l'actif »). Toutes les exigences de financement minimal qui s'appliquent aux régimes de la société sont prises en compte pour calculer la valeur actuelle des avantages économiques. Un passif supplémentaire est comptabilisé pour un montant équivalent à l'obligation de financement minimal pour les régimes à prestations définies lorsque la société n'a pas un droit inconditionnel aux surplus. La variation du passif constatée durant la période est comptabilisée à l'état consolidé des autres éléments du résultat global.

Le rendement attendu des actifs des régimes est fondé sur la juste valeur des actifs des régimes et est comptabilisé en résultat net.

Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée moyenne restante à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à des prestations sont acquis immédiatement, le coût des avantages est comptabilisé immédiatement en résultat net.

Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires.

Les contributions aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au titre des avantages du personnel sur les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

y) Résultat par action et information relative au nombre d'actions

La société présente un résultat par action de base et dilué pour ses actions ordinaires, calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc., ajusté des dividendes sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ajusté du nombre d'actions auto détenues.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres ou autres contrats visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de la période ou à la date de leur émission si elle est postérieure.

z) Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante de la société qui exerce des activités à partir desquelles elle est susceptible de tirer des produits et d'engager des charges, y compris des produits et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la société. Les résultats de tous les secteurs opérationnels, pour lesquels des informations financières isolées sont disponibles, sont régulièrement revus par le président et chef de la direction de la société, qui les utilise pour prendre les décisions d'allocation de ressources aux secteurs et pour apprécier leur performance.

Pour identifier les secteurs à présenter, la direction s'appuie sur les particularités de produits et de services offerts. Des secteurs opérationnels ont été regroupés puisqu'ils partagent des caractéristiques économiques, des produits et des clientèles similaires. Les produits du secteur de distribution proviennent de l'approvisionnement effectué aux magasins affiliés, franchisés et corporatifs. Les produits du secteur de détail et commercial correspondent à la vente des différents produits et services effectuée directement aux consommateurs.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

3. Principales méthodes comptables (suite)**z) Informations sectorielles (suite)**

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs opérationnels sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les méthodes comptables. La société comptabilise les opérations intersectorielles qui ont lieu dans le cours normal des activités à la juste valeur.

4. Produits des activités ordinaires

	2011	2010
Ventes de marchandises	4 739 484 \$	4 748 872 \$
Prestations de services	41 027	44 725
Redevances perçues	24 073	25 992
Total des produits des activités ordinaires	4 804 584 \$	4 819 589 \$

5. Informations additionnelles sur le résultat et les charges**5.1 Résultat opérationnel avant dépréciation du goodwill et charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts**

	2011	2010
Produits des activités ordinaires	4 804 584 \$	4 819 589 \$
Coût des marchandises vendues (note 6)	(3 455 301)	(3 447 768)
Marge brute	1 349 283	1 371 821
Frais de vente, généraux et d'administration	(1 214 082)	(1 172 222)
Profits nets sur cession d'éléments d'actif	1 123	3 250
Autres produits	20 576	20 356
Résultat opérationnel avant dépréciation du goodwill et charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts	156 900 \$	223 205 \$

5.2 Amortissements et dépréciation des actifs non financiers

	2011	2010
Amortissements des immobilisations corporelles	80 348 \$	79 837 \$
Amortissements des biens loués inclus dans les immobilisations corporelles	1 860	1 711
Amortissements des immobilisations incorporelles	23 831	26 213
Amortissements des autres actifs non courants	877	957
Dépréciation d'actifs non financiers (note 5.4)	42 820	—
Total des amortissements et dépréciation des actifs non financiers	149 736 \$	108 718 \$

5.3 Charges au titre des avantages du personnel

	2011	2010
Salaires et traitements	486 928 \$	445 966 \$
Charges au titre des prestations définies (note 26)	892	640
Charges au titre des cotisations définies (note 26)	10 473	10 283
Charges (recouvrements) relatifs à la rémunération à base d'actions (note 23)	(2 684)	4 588
Autres charges sociales	105 037	95 851
Total des charges au titre des avantages du personnel	600 646 \$	557 328 \$

5.4 Charge de restructuration, dépréciation d'actifs non financiers et autres coûts

Au cours du deuxième semestre, la société a pris d'importantes mesures afin d'améliorer son efficacité, d'optimiser sa structure de capital ainsi que d'augmenter son rendement sur le capital. Dans ce contexte, la société a établi et amorcé la mise en place de certaines composantes de son plan d'affaires 2012.

Suite à la mise en place de ce plan, la société a constaté des frais d'opération afférents à la liquidation d'une partie du stock des magasins pour un montant de 18 700 \$, des frais de dépréciation d'actifs non financiers pour un montant de 42 820 \$ et d'autres coûts reliés à la restructuration pour un montant de 9 823 \$, lequel est le seul élément nécessitant une sortie de fonds, dont la quasi-totalité a été déboursée en 2011. Le montant total de la charge de restructuration, de la dépréciation d'actifs non financiers et des autres coûts constatés durant l'exercice terminé le 25 décembre 2011 est de 71 343 \$.

La société estime qu'une charge de restructuration additionnelle sera engagée durant l'exercice 2012 liée à la réalisation de son plan d'affaires. Le montant total de la charge de restructuration, de la dépréciation d'actifs financiers et des autres coûts, qui seront comptabilisés lorsque les critères de constatation seront rencontrés, est estimé à 110 000 \$ (note 32).

6. Stock

Pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011, un montant de 3 455 301 \$ de stock a été imputé en charges à l'état consolidé du résultat net (3 447 768 \$ en 2010).

Pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011, une charge de dépréciation de stock de 49 363 \$ (24 306 \$ en 2010), dont un montant de 18 700 \$ est inclus dans la charge de restructuration (note 5.4), a été imputée à l'état consolidé du résultat net. Aucune reprise de baisse de valeur n'a été comptabilisée.

7. Impôt sur le résultat

Charge d'impôt sur le résultat

La relation entre la charge d'impôt sur le résultat attendue calculée sur la base du taux d'imposition en vigueur pour la société de 27,31 % au 25 décembre 2011 (30,04 % au 26 décembre 2010) et la charge d'impôt présentée à l'état consolidé du résultat net se rapproche comme suit, montrant aussi les composantes principales de la charge d'impôt :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat	(60 910) \$	203 538 \$
Taux d'impôt applicable à la société	27,31 %	30,04 %
Charge d'impôt attendue	(16 631)	61 140
Frais non déductibles	324	75
Dépréciation du goodwill non déductible	29 552	—
Autres	618	(498)
Charge d'impôt sur le résultat	13 863 \$	60 717 \$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour la période	30 611 \$	48 760 \$
Ajustements au titre des exercices précédents	24	—
Total de la charge d'impôt exigible	30 635 \$	48 760 \$
Charge d'impôt différé		
Constatation et renversement des différences temporelles	(17 139) \$	11 746 \$
Diminution du taux d'impôt	367	211
Total de la charge d'impôt différé	(16 772) \$	11 957 \$
Total de la charge d'impôt sur le résultat	13 863 \$	60 717 \$

Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre
Couvertures de flux de trésorerie		
Avant impôt	(691) \$	(1 700) \$
Produit d'impôt différé	186	483
Net d'impôt	(505) \$	(1 217) \$
Pertes actuarielles		
Avant impôt	(3 770) \$	(3 208) \$
Produit d'impôt différé	995	856
Net d'impôt	(2 775) \$	(2 352) \$

Le taux d'impôt effectif consolidé des activités a été un taux négatif de 22,76 % et un taux de 29,83 %, respectivement, pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010. La variation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable au changement du taux statutaire combiné de la société et à la dépréciation du goodwill non déductible.

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

7. Impôt sur le résultat (suite)
Actifs et passifs d'impôt différé
Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés :

	au 25 décembre 2011		
	Actifs	Passifs	Net
Pertes autre qu'en capital	13 839 \$	– \$	13 839 \$
Pertes en capital	183	–	183
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	848	–	848
Charges non déduites	10 655	–	10 655
Immobilisations corporelles et incorporelles	24 163	(21 110)	3 053
Goodwill	702	(8 004)	(7 302)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 970	–	1 970
Produits différés	6 826	–	6 826
Paiements incitatifs reçus	–	(2 284)	(2 284)
Régimes de retraite	1 930	(73)	1 857
Produits dérivés	273	–	273
Autres	3 850	(1 288)	2 562
Actifs (passifs) nets d'impôt différé	65 239 \$	(32 759) \$	32 480 \$

	au 26 décembre 2010		
	Actifs	Passifs	Net
Pertes autre qu'en capital	9 203 \$	– \$	9 203 \$
Pertes en capital	58	–	58
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	81	–	81
Charges non déduites	9 909	–	9 909
Immobilisations corporelles et incorporelles	17 344	(20 407)	(3 063)
Goodwill	380	(9 928)	(9 548)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 216	–	1 216
Produits différés	6 241	–	6 241
Paiements incitatifs reçus	–	(1 638)	(1 638)
Régimes de retraite	1 608	(64)	1 544
Autres	2 723	(2 277)	446
Actifs (passifs) nets d'impôt différé	48 763 \$	(34 314) \$	14 449 \$

Variations des différences temporelles au cours de la période :

	Solde au 26 décembre 2010	Résultat net	Acquisitions d'entreprises	Autres éléments du résultat global	Autres	Solde au 25 décembre 2011
Pertes autre qu'en capital	9 203 \$	4 636 \$	– \$	– \$	– \$	13 839 \$
Pertes en capital	58	125	–	–	–	183
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	81	767	–	–	–	848
Charges non déduites	9 909	746	–	–	–	10 655
Immobilisations corporelles et incorporelles	(3 063)	7 418	(1 302)	–	–	3 053
Goodwill	(9 548)	2 246	–	–	–	(7 302)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 216	(721)	–	–	1 475	1 970
Produits différés	6 241	585	–	–	–	6 826
Paiements incitatifs reçus	(1 638)	(646)	–	–	–	(2 284)
Régimes de retraite	1 544	(682)	–	995	–	1 857
Produits dérivés	–	87	–	186	–	273
Autres	446	2 211	–	–	(95)	2 562
Actifs nets d'impôt différé	14 449 \$	16 772 \$	(1 302) \$	1 181 \$	1 380 \$	32 480 \$

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

7. Impôt sur le résultat (suite)**Actifs et passifs d'impôt différé (suite)****Variations des différences temporelles au cours de la période (suite) :**

	Solde au 28 décembre 2009	Résultat net	Acquisitions d'entreprises	Autres éléments du résultat global	Solde au 26 décembre 2010
Pertes autre qu'en capital	10 107 \$	(2 018) \$	1 114 \$	— \$	9 203 \$
Pertes en capital	272	(214)	—	—	58
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	338	(257)	—	—	81
Charges non déduites	11 576	(1 667)	—	—	9 909
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 446	(4 219)	(290)	—	(3 063)
Goodwill	(6 576)	(2 972)	—	—	(9 548)
Frais reliés à l'émission d'actions	1 633	(417)	—	—	1 216
Produits différés	5 612	629	—	—	6 241
Paievements incitatifs reçus	(2 408)	770	—	—	(1 638)
Régimes de retraite	1 694	(1 006)	—	856	1 544
Autres	412	(586)	137	483	446
Actifs nets d'impôt différé	24 106 \$	(11 957) \$	961 \$	1 339 \$	14 449 \$

Tous les actifs d'impôt différé ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière, incluant les différences temporelles déductibles, les pertes fiscales et les crédits d'impôt non utilisés.

8. Informations sur les flux de trésorerie

Les variations nettes d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2011	2010
Clients et autres débiteurs	(69 688) \$	(6 660) \$
Stock	84 183	(121 748)
Frais payés d'avance	(2 715)	3 004
Instruments financiers dérivés	(387)	(197)
Fournisseurs et autres créditeurs	53 900	1 722
Provisions	1 389	(8 600)
	66 682 \$	(132 479) \$

9. Acquisitions d'entreprises

Le 20 décembre 2011, la société a acquis les actifs de Centre de rénovations Mirabel inc., un marchand situé au Québec évoluant dans le secteur du détail et commercial.

Le 25 octobre 2011, la société a acquis les actifs de 9202-8950 Québec inc., un marchand situé au Québec évoluant dans le secteur du détail et commercial.

Le 2 août 2011, la société a acquis les actifs de Palliser Lumber Sales Ltd, une entreprise située en Alberta évoluant dans le secteur de la distribution.

Le 29 juin 2011, la société a acquis la totalité des actions de Gestion 2HL Inc., un marchand situé au Québec évoluant dans le secteur du détail et commercial.

Le 11 avril 2011, la société a acquis les actifs de Duncan Pacific, situé à Vancouver en Colombie-Britannique. Ce marchand évoluant dans le secteur du détail et commercial, compte quatre points de vente avec d'importantes cours à bois extérieures situés à Duncan, Nanaimo, Campbell River et Cobble Hill.

Le 31 janvier 2011, la société a acquis les actifs de La Boutique Plomberie Décoration 25 inc., au Québec. Cette entreprise est spécialisée dans la vente au détail de produits de plomberie de base et de finition. Cette entreprise évolue dans le secteur du détail et commercial.

Le 24 janvier 2011, la société a acquis la part des actionnaires minoritaires dans les actifs d'un magasin qui était la propriété d'une de ses filiales détenue à 51 %. Cette transaction a eu pour effet de diminuer la participation ne donnant pas le contrôle de 490 \$ et de faire varier le surplus d'apport du même montant.

Au cours de l'exercice 2010, la société a acquis neuf compagnies évoluant dans le secteur du détail et commercial au moyen d'achat d'actifs et une compagnie évoluant dans le secteur de la distribution au moyen d'achat d'actions.

Les résultats d'exploitation de ces entreprises sont consolidés depuis leur date d'acquisition.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

9. Acquisitions d'entreprises (suite)

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie de 56 195 \$ (136 566 \$ en 2010). Des coûts directs relatifs à ces acquisitions de 666 \$ ont été comptabilisés dans les frais de vente, généraux et d'administration pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 (4 062 \$ en 2010). La société a financé ces acquisitions à même son encaisse et ses facilités de crédit existantes.

La répartition des prix d'achats des acquisitions a été établie de la façon suivante :

	2011	2010
Clients et autres débiteurs	6 298 \$	50 567 \$
Stock	19 956	60 511
Autres actifs courants	244	3 272
Autres actif financiers	–	1 959
Immobilisations corporelles	30 040	34 386
Goodwill à l'acquisition	16 777	74 040
Immobilisations incorporelles	45	5 481
Actifs d'impôt différé	–	849
Passifs courants	(15 251)	(62 924)
Dette à long terme	(1 144)	(31 513)
Passifs d'impôt différé	(770)	(62)
Coût des acquisitions	56 195	136 566
Moins : Émission d'actions ordinaires	–	(35 722)
Soldes de prix d'achats	(8 488)	(20 569)
Contreparties payées en espèces	47 707 \$	80 275 \$

La société prévoit qu'un montant de 6 989 \$ (8 590 \$ en 2010) du goodwill sera déductible sur le plan fiscal.

L'excédent du prix d'acquisition sur la valeur des actifs nets corporels et des immobilisations incorporelles identifiables acquises moins les passifs repris a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies prévues dans le cadre de ces acquisitions.

La répartition provisoire des prix d'achats des acquisitions de 2011 pourrait subir des ajustements par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Au cours de l'exercice 2011, suite à l'obtention d'information additionnelle concernant la répartition provisoire du prix d'achat d'acquisitions effectuées lors du quatrième trimestre de 2010, la société a diminué le goodwill à l'acquisition pour un montant de 1 903 \$ et a fait varier les immobilisations corporelles du même montant.

10. Clients et autres débiteurs

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Comptes clients			
Clients au détail et commercial	260 319 \$	219 345 \$	161 879 \$
Magasins affiliés et franchisés	93 927	74 894	73 963
Coentreprises	3 510	3 711	5 475
	357 756	297 950	241 317
Autres débiteurs	12 338	1 939	6 884
	370 094 \$	299 889 \$	248 201 \$

11. Autres actifs financiers

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Placements dans des sociétés associées			
Actions selon la méthode de mise en équivalence	4 845 \$	4 003 \$	4 495 \$
Actions privilégiées, au coût, rachetables sur 10 ans, échéant en 2011	–	80	160
Prêts et avances au coût			
Prêts hypothécaires et billets à terme, taux moyen pondéré de 6,7 % (5,3 % en 2010, 4,6 % en 2009), échéant à différentes dates jusqu'en 2019	10 240	7 806	9 107
	15 085	11 889	13 762
Total autres actifs financiers courants	1 468	2 245	2 644
Total autres actifs financiers non courants	13 617 \$	9 644 \$	11 118 \$

Des revenus d'intérêts de 1 687 \$ (1 575 \$ en 2010) relatifs aux prêts et avances présentés ci-dessus sont inclus dans les produits financiers à l'état consolidé du résultat net.

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

12. Immobilisations corporelles

								Biens loués en vertu de contrats de location-financement		
	Terrains et stationnements	Bâtiments	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Équipement informatique	Projets en cours (a)	Terrains pour développement futur	Mobilier et équipement	Équipement informatique	Total
Coût	271 475 \$	307 212 \$	235 077 \$	397 191 \$	100 434 \$	59 132 \$	37 843 \$	12 704 \$	15 428 \$	1 436 496 \$
Amortissement cumulé	27 820	75 149	115 218	231 288	76 572	1 182	—	9 011	15 212	551 452
Solde au 26 décembre 2010	243 655	232 063	119 859	165 903	23 862	57 950	37 843	3 693	216	885 044
Amortissement de la période	(2 856)	(12 413)	(16 266)	(39 018)	(9 818)	—	—	(1 650)	(187)	(82 208)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	10 950	13 422	3	5 359	306	—	—	—	—	30 040
Autres acquisitions	2 448	5 460	7 419	32 202	11 561	9 475	1 633	—	—	70 198
Cessions d'immobilisations	(307)	(965)	(109)	(382)	(85)	—	—	(460)	—	(2 308)
Transferts entre les catégories d'immobilisations corporelles	37 861	32 533	32	2 315	340	(73 113)	71	(39)	—	—
Transferts entre les immobilisations corporelles et les actifs détenus en vue de la vente	(594)	(1 335)	—	—	—	—	—	—	—	(1 929)
Dépréciation (note 5.4)	—	(1 136)	(14 947)	(11 908)	(1 727)	—	—	—	—	(29 718)
Autres changements	(8 776)	3 828	22	367	(1 519)	11 815	(102)	(486)	(22)	5 127
Total des changements	38 726	39 394	(23 846)	(11 065)	(942)	(51 823)	1 602	(2 635)	(209)	(10 798)
Solde au 25 décembre 2011	282 381	271 457	96 013	154 838	22 920	6 127	39 445	1 058	7	874 246
Coût	313 063	362 280	245 235	424 364	112 082	6 127	39 445	7 096	1 150	1 510 842
Amortissement cumulé	30 682	90 823	149 222	269 526	89 162	—	—	6 038	1 143	636 596
Solde au 25 décembre 2011	282 381 \$	271 457 \$	96 013 \$	154 838 \$	22 920 \$	6 127 \$	39 445 \$	1 058 \$	7 \$	874 246 \$

(a) Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins.

Pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 524 \$ (1 689 \$ en 2010). Le taux moyen pondéré utilisé pour déterminer les coûts d'emprunt capitalisables est de 5,44 % en 2011 (5,54 % en 2010).

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

12. Immobilisations corporelles (suite)

								Biens loués en vertu de contrats de location-financement		Total
	Terrains et stationnements	Bâtiments	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Équipement informatique	Projets en cours (a)	Terrains pour développement futur	Mobilier et équipement	Équipement informatique	
Coût	207 872 \$	276 215 \$	199 846 \$	358 615 \$	102 022 \$	64 505 \$	75 491 \$	15 076 \$	20 198 \$	1 319 840 \$
Amortissement cumulé	21 509	56 992	100 174	208 742	76 762	1 019	—	8 227	18 532	491 957
Solde au 28 décembre 2009	186 363	219 223	99 672	149 873	25 260	63 486	75 491	6 849	1 666	827 883
Amortissement de la période	(4 888)	(11 380)	(17 883)	(34 368)	(10 922)	(163)	—	(1 239)	(705)	(81 548)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	12 395	12 512	1 846	6 145	1 453	35	—	—	—	34 386
Autres acquisitions	905	3 451	9 618	31 813	7 684	44 195	7 258	—	—	104 924
Contrats de location-financement	—	—	—	—	—	—	—	176	—	176
Cessions d'immobilisations	(454)	(308)	(786)	(715)	(304)	(125)	—	(8)	(1)	(2 701)
Transferts entre les catégories d'immobilisations corporelles	55 917	9 253	29 104	2 777	(97)	(49 657)	(46 828)	(530)	61	—
Transferts entre les immobilisations corporelles et les actifs détenus en vue de la vente	—	—	—	—	—	—	(5 894)	—	—	(5 894)
Autres changements	(6 583)	(688)	(1 712)	10 378	788	179	7 816	(1 555)	(805)	7 818
Total des changements	57 292	12 840	20 187	16 030	(1 398)	(5 536)	(37 648)	(3 156)	(1 450)	57 161
Solde au 26 décembre 2010	243 655	232 063	119 859	165 903	23 862	57 950	37 843	3 693	216	885 044
Coût	271 475	307 212	235 077	397 191	100 434	59 132	37 843	12 704	15 428	1 436 496
Amortissement cumulé	27 820	75 149	115 218	231 288	76 572	1 182	—	9 011	15 212	551 452
Solde au 26 décembre 2010	243 655 \$	232 063 \$	119 859 \$	165 903 \$	23 862 \$	57 950 \$	37 843 \$	3 693 \$	216 \$	885 044 \$

(a) Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins et de centres de distribution.

13. Actifs non courants détenus en vue de la vente

La société prévoit se départir des actifs non courants détenus en vue de la vente dans un délai n'excédant pas un an. Il s'agit principalement de terrains et bâtiments du secteur du détail et commercial qui ne sont plus utilisés à des fins d'exploitation, et pour lesquels la société a établi un plan de vente détaillé.

L'évolution des actifs non courants détenus en vue de la vente est présentée ci-après :

	2011 au 25 décembre
Solde au début	16 474 \$
Ajouts	5 632
Dispositions	(7 948)
Perte de valeur	—
Reclassement aux immobilisations corporelles	(3 703)
Solde à la fin	10 455 \$
	2010 au 26 décembre
Solde au début	11 080 \$
Ajouts	10 184
Dispositions	(500)
Perte de valeur	—
Reclassement aux immobilisations corporelles	(4 290)
Solde à la fin	16 474 \$

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

13. Actifs non courants détenus en vue de la vente (suite)

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Actifs non courants détenus en vue de la vente			
Terrains	9 392 \$	15 427 \$	9 713 \$
Bâtiments	1 063	1 047	1 367
	10 455 \$	16 474 \$	11 080 \$

14. Goodwill

	2011 au 25 décembre
Solde au début	529 094 \$
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises (note 9)	16 777
Dépréciation	(117 000)
Ajustement de la répartition du prix d'achat d'une acquisition effectuée en 2010 (note 9)	(1 903)
Solde à la fin	426 968 \$

	2010 au 26 décembre
Solde au début	455 572 \$
Acquisitions lors d'un regroupement d'entreprises (note 9)	74 040
Dispositions	(518)
Solde à la fin	529 094 \$

Pour les besoins du test de dépréciation annuel, le goodwill a été affecté aux groupes d'UGT suivants, soit les groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Magasins corporatifs et franchisés	187 056 \$	299 993 \$	254 856 \$
Magasins commerciaux et professionnels	130 416	126 726	116 167
Distribution	109 496	102 375	84 549
Affectation du goodwill	426 968 \$	529 094 \$	455 572 \$

Au 25 décembre 2011, la société a procédé à son test annuel de dépréciation du goodwill. La valeur recouvrable des groupes d'UGT a été déterminée à l'aide de la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, la société a établi des projections des flux de trésorerie pour les premiers cinq ans sur la base des budgets et du plan stratégique approuvés par le conseil d'administration. Les projections de flux de trésorerie au-delà de la période couverte par les budgets et le plan stratégique ont été établies en leur appliquant un taux de croissance stable pour les années futures; ce taux n'excédant pas le taux de croissance moyen à long terme pour les secteurs d'activités de la société. Ces prévisions ont été préparées en se basant autant sur des données historiques que sur les tendances futures anticipées par la société.

Lors du test de dépréciation effectué en date du 25 décembre 2011, les hypothèses clés de la direction étaient l'augmentation annuelle moyenne des ventes des magasins comparables de 2,25 % (moyenne de 3,0 % au 26 décembre 2010) pour les cinq premières années et par la suite (2,5 % au 26 décembre 2010).

Le modèle d'évaluation utilisé par la société tient également compte des mouvements de fonds de roulement et des investissements en immobilisations nécessaires pour maintenir en état les actifs de chacun des groupes d'UGT.

Des taux avant impôt variant de 11,8 % à 11,9 % (11,9 % à 13,0 % au 26 décembre 2010) ont été utilisés pour l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Ces taux reflètent l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Compte tenu de l'évolution de son plan stratégique, la société revoit régulièrement l'allocation entre les groupes d'UGT des actifs nets et des actifs de support. La société a modifié en 2011 le classement d'une partie du goodwill et de certains actifs de support. Les informations comparables reflètent ce reclassement.

Suite à son test de dépréciation, la juste valeur du groupe d'UGT des magasins corporatifs et franchisés était inférieure à sa valeur comptable. Dans ce contexte, et considérant les conditions de marché difficiles, la société a enregistré une charge de dépréciation du goodwill d'un montant de 117 000 \$ relié à ce groupe d'UGT.

En plus des divers programmes déjà mis en place afin de rehausser les ventes du secteur des magasins corporatifs et franchisés, la société a élaboré, à l'intérieur de son plan d'affaires 2012, une nouvelle stratégie misant sur l'amélioration de l'efficacité, l'optimisation de la structure de capital ainsi que l'augmentation du rendement sur capital. Ce secteur d'activités est crucial pour la société et des efforts soutenus ont été et seront déployés en 2012 afin d'améliorer la rentabilité de ce secteur.

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

14. Goodwill (suite)

La juste valeur des autres groupes d'UGT est supérieure à la valeur comptable, donc aucune dépréciation n'a été prise. Selon l'analyse de sensibilité, aucun changement raisonnablement possible des hypothèses n'aurait causé un dépassement de la valeur comptable de chaque groupe d'UGT par rapport à leurs valeurs recouvrables.

15. Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce à durée d'utilité		Logiciels	Frais de recrutement de marchands	Relations avec les clients	Baux à prix de faveur	Total
	Déterminée	Indéterminée					
Coût	2 174 \$	2 721 \$	216 281 \$	24 658 \$	450 \$	418 \$	246 702 \$
Amortissement cumulé	1 574	–	103 027	13 540	180	158	118 479
Solde au 26 décembre 2010	600	2 721	113 254	11 118	270	260	128 223
Amortissement de la période	(227)	–	(19 262)	(4 129)	(22)	(191)	(23 831)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	–	–	45	–	–	–	45
Autres acquisitions	–	–	33 578	5 647	–	–	39 225
Dépréciation (note 5.4)	–	(207)	(12 895)	–	–	–	(13 102)
Autres changements	–	–	(1 654)	(1 938)	–	–	(3 592)
Total des changements	(227)	(207)	(188)	(420)	(22)	(191)	(1 255)
Solde au 25 décembre 2011	373	2 514	113 066	10 698	248	69	126 968
Coût	2 174	2 514	242 671	23 341	450	418	271 568
Amortissement cumulé	1 801	–	129 605	12 643	202	349	144 600
Solde au 25 décembre 2011	373 \$	2 514 \$	113 066 \$	10 698 \$	248 \$	69 \$	126 968 \$

	Marques de commerce à durée d'utilité		Logiciels	Frais de recrutement de marchands	Relations avec les clients	Baux à prix de faveur	Total
	Déterminée	Indéterminée					
Coût	2 174 \$	2 321 \$	165 730 \$	20 293 \$	– \$	– \$	190 518 \$
Amortissement cumulé	1 348	–	74 037	8 976	–	–	84 361
Solde au 28 décembre 2009	826	2 321	91 693	11 317	–	–	106 157
Amortissement de la période	(226)	–	(21 261)	(4 564)	(4)	(158)	(26 213)
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	–	400	4 389	–	274	418	5 481
Autres acquisitions	–	–	36 994	4 365	–	–	41 359
Autres changements	–	–	1 439	–	–	–	1 439
Total des changements	(226)	400	21 561	(199)	270	260	22 066
Solde au 26 décembre 2010	600	2 721	113 254	11 118	270	260	128 223
Coût	2 174	2 721	216 281	24 658	450	418	246 702
Amortissement cumulé	1 574	–	103 027	13 540	180	158	118 479
Solde au 26 décembre 2010	600 \$	2 721 \$	113 254 \$	11 118 \$	270 \$	260 \$	128 223 \$

15. Immobilisations incorporelles (suite)**Amortissement**

La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles est incluse dans le compte d'amortissements et dépréciation des actifs non financiers à l'état du résultat net.

Pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011, les intérêts capitalisés aux logiciels se sont élevés à 800 \$ (715 \$ au 26 décembre 2010) et le taux moyen pondéré utilisé pour déterminer les coûts d'emprunts capitalisables a été de 5,44 % (5,54 % au 26 décembre 2010).

Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

Ces actifs sont composés des marques de commerce qui ont été désignées ainsi en fonction des critères suivants :

- Les perspectives de rentabilité à long terme
- L'ancienneté de la marque de commerce
- Positionnement global de la marque de commerce sur son marché en termes de volume d'activité et de notoriété.

16. Autres actifs non courants

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Frais de financement liés au crédit rotatif	3 199 \$	1 540 \$	2 432 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies (note 26)	1 940	1 386	1 630
Autres	296	319	344
Solde à la fin	5 435 \$	3 245 \$	4 406 \$

L'amortissement des autres actifs non courants, présenté dans le compte amortissements et dépréciation des actifs non financiers à l'état consolidé du résultat net, représente 877 \$ pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 (957 \$ en 2010).

17. Emprunts bancaires**a) Autres filiales**

Des éléments d'actif, notamment des clients et autres débiteurs, du stock et des immobilisations corporelles, au montant de 32 423 \$ (32 570 \$ en 2010) sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 0,50 % et sont renouvelables annuellement. Au 25 décembre 2011, les taux d'intérêt varient de 3,00 % à 3,50 % (de 3,00 % à 3,50 % en 2010). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 19 060 \$ (16 660 \$ en 2010) et le montant utilisé est de 4 795 \$ (1 500 \$ en 2010).

b) Coentreprises

Des éléments d'actif, notamment des clients et autres débiteurs, du stock et des immobilisations corporelles, de coentreprises sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. La quote-part de la société de ces éléments d'actif s'élève à 5 510 \$ (5 841 \$ en 2010). Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 0,50 % et sont renouvelables annuellement. Au 25 décembre 2011, les taux d'intérêt varient de 3,00 % à 3,50 % (3,00 % à 3,50 % en 2010). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 11 500 \$ (10 000 \$ en 2010) et le montant utilisé est de 2 605 \$ (443 \$ en 2010).

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

18. Dette à long terme

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Déventures non garanties d'une valeur nominale de 116 829 \$, 5,40 %, échéant en 2016 ^(a)	116 068 \$	396 967 \$	396 564 \$
Facilités de crédit au taux moyen pondéré de 2,47 %, échéant en 2016	91 249	—	—
Emprunts hypothécaires garantis par des actifs dont le coût non amorti est de 90 943 \$ (101 190 \$ en 2010, 66 300 \$ en 2009), à des taux variant de taux préférentiel moins 0,25 % à 8,50 % en 2011 (taux préférentiel moins 0,25 % à 8,50 % en 2010 et en 2009), échéant à différentes dates jusqu'en 2020	26 107	42 391	33 561
Obligations relatives aux biens loués, taux variant de 4,19 % à 10,60 % (de 3,97 % à 12,40 % en 2010, 2,90 % à 12,40 % en 2009), échéant à différentes dates jusqu'en 2017	1 592	3 557	6 953
Soldes de prix d'achats d'acquisitions d'entreprises, variant de 0,00 % à 6,00 % (0,00 % à 6,00 % en 2010, taux préférentiel moins 1,00 % à 3,00 % en 2009) payables à différentes dates jusqu'en 2015	16 314	20 569	442
Actions émises et payées	1 000	2 000	3 000
1 000 000 actions privilégiées catégorie D (2 000 000 actions en 2010, 3 000 000 actions en 2009) ^(b)	252 330	465 484	440 520
Versements exigibles à court terme	20 257	21 151	9 996
	232 073 \$	444 333 \$	430 524 \$

(a) Taux effectif de 5,55 %

(b) Au cours de l'exercice, la société a racheté 1 000 000 d'actions (1 000 000 d'actions en 2010 et en 2009) en contrepartie de 1 000 \$ en espèces (1 000 \$ en 2010 et en 2009).

Déventures

Le 3 novembre 2011, la société a annoncé une offre de rachat (sous forme d'une adjudication à prix « uniforme » modifiée) par voie de deux offres successives, chacune pouvant être acceptée à une période distincte, d'une valeur nominale maximale de 200 000 \$ de ses déventures portant intérêt à 5,40 % échéant le 20 octobre 2016. Le 22 novembre 2011, la société a augmenté le montant nominal maximal initial de 200 000 \$ à un montant nominal maximal de 300 000 \$ de ses déventures pour sa première offre de rachat.

Le 28 novembre 2011, la société a racheté des déventures portant intérêt à 5,40 % échéant en 2016 via la première offre de rachat, dont la valeur nominale s'élevait à 283 171 \$ pour une contrepartie de 289 608 \$, plus un montant additionnel de 5 613 \$ au titre d'intérêts courus. Ce rachat a été payé au comptant et pris à même l'encaisse et les facilités de crédits de la société. Les intérêts courus ainsi que la prime de rachat sont passés en charge dans le compte de charges financières dans l'état consolidé du résultat net.

La première offre ayant été menée à terme, la deuxième offre n'a pas été exercée.

Crédit rotatif

Le 23 décembre 2011, la société a complété le renouvellement de sa facilité de crédit existante pour une période de cinq ans. Cette facilité venant à échéance en 2012 a été renouvelée jusqu'en 2016 et le montant total disponible a été augmenté de 650 000 \$ à 950 000 \$. La prime sur le taux d'intérêt de base et les frais d'emprunt varient en fonction de la notation de crédit accordée aux déventures non garanties.

La facilité de crédit sert à l'émission de lettres de garantie et de lettres de crédit à l'importation. Au 25 décembre 2011, les lettres de garantie émises totalisent 1 216 \$ (1 309 \$ en 2010). Pour l'exercice 2011, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts par crédit rotatif est de 2,2 % (2,9 % en 2010).

La société doit respecter certains ratios financiers. Durant les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010, ainsi qu'à la fin des exercices financiers 2011 et 2010, les ratios ont été respectés.

Lettres de crédit

La société dispose aussi d'une autre facilité de crédit non garantie d'un montant pouvant atteindre 55 000 \$ utilisée pour l'émission de lettres de crédit à l'importation. Les conditions à respecter sont les mêmes que celles du crédit rotatif. Au 25 décembre 2011, le montant utilisé est de 40 046 \$ (32 360 \$ en 2010).

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

18. Dette à long terme (suite)

Les échéances des passifs relatifs aux contrats de location-financement sont les suivantes :

	2011		
	Paiements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimums futurs
À moins d'un an	851 \$	91 \$	760 \$
Entre un an et cinq ans	925	122	803
À plus de cinq ans	30	1	29
	1 806 \$	214 \$	1 592 \$

	2010		
	Paiements minimums futurs	Intérêts	Valeur actualisée des paiements minimums futurs
À moins d'un an	2 024 \$	67 \$	1 957 \$
Entre un an et cinq ans	1 505	51	1 454
À plus de cinq ans	151	5	146
	3 680 \$	123 \$	3 557 \$

Les versements des autres emprunts à long terme et le rachat d'actions à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
À moins d'un an	17 881 \$	19 227 \$	6 395 \$
Entre un an et cinq ans	135 860	34 815	26 155
À plus de cinq ans	5 748	410 918	404 663
	159 489 \$	464 960 \$	437 213 \$

19. Autres passifs non courants

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Obligations reportées relatives aux baux linéaires	25 521 \$	22 943 \$	19 993 \$
Passif au titre des régimes à prestations définies (note 26)	8 132	7 658	7 866
Solde à la fin	33 653 \$	30 601 \$	27 859 \$

20. Provisions et passifs éventuels

	Litiges	Contrats déficitaires	Garanties sur produits	Total
Solde au 26 décembre 2010	3 222 \$	5 757 \$	185 \$	9 164 \$
Provisions constituées au cours de la période	3 006	368	1 153	4 527
Provisions utilisées au cours de la période	(1 098)	(638)	(59)	(1 795)
Provisions reprises au cours de la période	(1 338)	—	(228)	(1 566)
Charge de désactualisation	—	223	—	223
Solde au 25 décembre 2011	3 792	5 710	1 051	10 553
Courants	3 792	2 104	1 051	6 947
Non courants	—	3 606	—	3 606
	3 792 \$	5 710 \$	1 051 \$	10 553 \$

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

20. Provisions et passifs éventuels (suite)

	Litiges	Contrats déficitaires	Garanties sur produits	Total
Solde au 28 décembre 2009	3 004 \$	14 340 \$	420 \$	17 764 \$
Provisions constituées au cours de la période	2 887	1 923	2 003	6 813
Provisions utilisées au cours de la période	(887)	(7 994)	(1 377)	(10 258)
Provisions reprises au cours de la période	(1 782)	(2 944)	(861)	(5 587)
Charge de désactualisation	—	432	—	432
Solde au 26 décembre 2010	3 222	5 757	185	9 164
Courants	3 222	1 218	185	4 625
Non courants	—	4 539	—	4 539
	3 222 \$	5 757 \$	185 \$	9 164 \$

Litiges

La société fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités et les assureurs de la société ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers.

La période de règlement de ces litiges dépend des procédures de négociations. Les provisions sont comptabilisées en prenant en compte les meilleures estimations quant au dénouement de ces litiges. La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges ait une incidence négative importante sur les résultats de la société et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

Contrats déficitaires

En 2008, la direction de la société a approuvé un plan détaillé pour la fermeture de deux de ses magasins inclus dans le secteur du détail et commercial. Un de ces magasins a été fermé en 2008 et un durant le deuxième trimestre de 2009. Suite à la fermeture de magasins, la société a comptabilisé des provisions pour contrats déficitaires relativement à des contrats de location simple non résiliables relatifs à des locaux commerciaux qu'elle a cessé d'utiliser, en utilisant un taux d'actualisation moyen pondéré de 4,65 % (5,50 % en 2010). L'estimation de ces provisions est basée sur les données du marché ainsi que sur les obligations contractuelles au moment de leur comptabilisation. En 2010, la société a conclu une entente avec un des bailleurs pour mettre fin au bail. Le contrat de location toujours en vigueur arrivera à échéance en 2024.

21. Garanties, engagements et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de ses activités, la société conclut des ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie ».

La société se porte garante d'emprunts hypothécaires pour un montant de 1 257 \$. Ces emprunts s'échelonnent jusqu'au début 2012 et la valeur nette comptable des actifs détenus en garantie, principalement composés de terrains et de bâtiments, est de 5 389 \$.

En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 64 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximal de 44 961 \$. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la société. Ces conventions ont une durée indéterminée mais peuvent être résiliées par la société avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible.

Engagements

La société s'est engagée en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2021 à verser une somme de 59 781 \$ pour du matériel roulant, de l'équipement informatique, de l'équipement de distribution, un entrepôt et pour l'immeuble abritant le siège social et le centre de distribution situé au Québec.

La société s'est aussi engagée, en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2030 à verser des loyers minimums de 931 880 \$ pour des locaux de magasins corporatifs.

Dans le cadre de l'exploitation des magasins à grande surface avec des marchands actionnaires, la société intervient à titre de locataire principal, pour ensuite établir une entente de sous-location avec les marchands actionnaires concernés. À cet effet, la société s'est engagée en vertu de contrats de location simple échéant jusqu'en 2023 à verser des loyers minimums de 56 851 \$ pour des locaux et un terrain sur lequel un bâtiment est érigé. En contrepartie, la société a signé des ententes de sous-location pour une somme équivalente.

Au cours de l'exercice 2011, la société a signé un partenariat de trois ans avec Canucks Sports et Entertainment. En vertu de ce partenariat, la société s'est engagée à verser un montant de 3 470 \$ échéant en 2014.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

21. Garanties, engagements et éventualités (suite)**Engagements (suite)**

Les paiements et les encaissements minimums exigibles en vertu des contrats de location simple et autres engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	2011		2010	
	Paie- ments minimums exigibles	En- caissements minimums exigibles	Paie- ments minimums exigibles	En- caissements minimums exigibles
À moins d'un an	139 813	\$ 8 856	125 411	\$ 10 077
Entre un an et cinq ans	465 248	27 598	413 031	35 368
À plus de cinq ans	446 921	20 680	510 364	26 501
	1 051 982	\$ 57 134	1 048 806	\$ 71 946

La société loue plusieurs bâtiments pour ses magasins sous des contrats de location simple dont la majorité est non résiliable. Les contrats ont normalement une durée maximale de 20 ans et comportent une option de renouvellement au taux du marché après cette date.

En 2005, la société a conclu une entente de partenariat d'une durée de huit années pour des droits de commandites olympiques et paralympiques évaluée à 60 000 \$. De plus, en 2006 la société s'est engagée à fournir un montant additionnel de 7 000 \$ par l'entremise de programmes de soutien financier aux athlètes. Au 25 décembre 2011, le solde de ces engagements est de 1 900 \$, le montant étant payable en 2012.

Éventualités

La société fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités et les assureurs de la société ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers. De plus, lors de l'acquisition de Réno-Dépôt Inc., le vendeur s'est engagé à indemniser la société pour les litiges qu'elle a dû assumer dans le cadre de cette acquisition.

La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges aient une incidence négative importante sur les résultats de la société et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

22. Capital social**Autorisé**

Nombre illimité d'actions

Ordinaires sans valeur nominale

Privilégiées catégorie A sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Série 5, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la société au prix de leur émission

Série 6, dividende cumulatif fixe de 5,25 %, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration, pour les cinq premières années, rachetables au gré de la société au prix de leur émission

Série 7, dividende annuel cumulatif à taux variable, rachetables au gré de la société au prix de leur émission

Privilégiées catégorie B, dividende non cumulatif de 6 %, rachetables au gré de la société à leur valeur nominale de 1 \$ chacune

Privilégiées catégorie C, pouvant être émises en séries

Série 1, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la société à la valeur nominale de 1 000 \$ chacune

Privilégiées catégorie D sans valeur nominale, dividende cumulatif de 4 %, rachetables au gré de la société à leur prix d'émission. Depuis 2003, elles sont rachetables sur une période maximale de dix ans à raison de 10 % par année, à leur prix d'émission, sont présentées dans la dette à long terme (note 18)

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

22. Capital social (suite)
Émis et payé :

Le tableau suivant présente la variation du nombre d'actions en circulation et de leur valeur comptable :

	Actions ordinaires		Actions privilégiées ^(b)		Actions auto détenues		Dépôts sur souscription d'actions ordinaires ^(a)		Capital social	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au 26 décembre 2010	130 071 782	630 264 \$	—	— \$	(73 334)	(424) \$	—	2 774 \$	129 998 448	632 614 \$
Émission pour une contrepartie en espèces	49 499	550	6 900 000	172 500	—	—	—	—	6 949 499	173 050
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	255 525	1 770	—	—	—	—	—	—	255 525	1 770
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	193 683	2 749	—	—	(3 647)	(51)	—	(2 698)	190 036	—
Rachat d'actions ordinaires	(3 370 300)	(16 399)	—	—	—	—	—	—	(3 370 300)	(16 399)
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	—	—	—	—	—	—	—	2 456	—	2 456
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	(75)	—	(75)
Solde au 25 décembre 2011	127 200 189	618 934 \$	6 900 000	172 500 \$	(76 981)	(475) \$	—	2 457 \$	134 023 208	793 416 \$

(a) Les dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 25 décembre 2011, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 261 886 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

(b) Actions privilégiées catégorie A, série 6 (note 24).

	Actions ordinaires		Actions auto détenues		Dépôts sur souscription d'actions ordinaires ^(a)		Capital social	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au 28 décembre 2009	129 653 383	600 459 \$	(80 251)	(524) \$	—	3 821 \$	129 573 132	603 756 \$
Émission pour une contrepartie en espèces	27 895	370	—	—	—	—	27 895	370
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	139 525	661	—	—	—	—	139 525	661
Émission en paiement d'une acquisition	2 230 067	35 722	—	—	—	—	2 230 067	35 722
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	250 979	3 842	(3 381)	(51)	—	(3 791)	247 598	—
Rachat d'actions ordinaires	(2 230 067)	(10 790)	—	—	—	—	(2 230 067)	(10 790)
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires reçus	—	—	—	—	—	2 772	—	2 772
Remboursement de dépôts sur souscription d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	(28)	—	(28)
Autres	—	—	10 298	151	—	—	10 298	151
Solde au 26 décembre 2010	130 071 782	630 264 \$	(73 334)	(424) \$	—	2 774 \$	129 998 448	632 614 \$

(a) Les dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 26 décembre 2010, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 199 123 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

Le 8 novembre 2011, le conseil d'administration a autorisé un programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités en vue de racheter pour annulation, entre le 11 novembre 2011 et le 10 novembre 2012, jusqu'à concurrence de 11 016 854 actions ordinaires représentant 10 % des ses 110 168 541 actions flottantes, soit 8,4 % de ses 130 520 489 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2011.

En vertu de cette offre publique de rachat, les rachats s'effectueront au prix du marché, par l'entremise de la Bourse de Toronto. La société cesse de considérer des actions comme en circulation à la date où elle rachète ses actions, bien que l'annulation effective des actions par l'agent des transferts et par l'agent chargé de la tenue des registres soit effectuée dans un délai relativement bref par la suite.

Au cours de l'exercice terminé le 25 décembre 2011, la société a racheté pour annulation un total de 3 370 300 actions ordinaires, pour un coût total de 31 768 \$. Une tranche de 16 399 \$ du coût total représente la valeur attribuée aux actions ordinaires. La tranche restante de 15 369 \$ a été imputée aux bénéfices non répartis.

23. Rémunération à base d'actions**Régimes d'options d'achat d'actions****Régime d'options d'achat d'actions du 1^{er} mai 2002**

Le 1^{er} mai 2002, la société a adopté un régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés. Ce régime permet l'attribution des options sur un nombre maximal de 3 740 000 actions ordinaires. Les options attribuées en vertu de ce régime peuvent être exercées depuis que la société a procédé à un appel public à l'épargne le 5 novembre 2002. Au 25 décembre 2011, les 2 920 000 options attribuées lors de l'adoption du régime ont un prix d'exercice de 3,47 \$ et de ce nombre, un nombre cumulatif de 1 960 000 options ont été exercées au 25 décembre 2011 (1 770 500 options au 26 décembre 2010). La juste valeur de chaque option attribuée a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes.

Il n'y a aucun coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010.

Régime d'options d'achat d'actions du 24 octobre 2002

Depuis le 24 octobre 2002, la société offre un autre régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés de la société et pour des administrateurs désignés. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du régime ne dépassera pas 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation moins le nombre d'actions faisant l'objet des options attribuées aux termes du régime d'options d'achat d'actions du 1^{er} mai 2002. Ces options deviennent acquises à raison de 25 % par année si le cours de l'action s'est transigé pendant au moins 20 jours ouvrables consécutifs pendant la période de 12 mois précédant la date anniversaire de l'attribution à un prix égal ou supérieur au prix de l'attribution plus une prime de 8 % composée annuellement.

Des modifications ont été adoptées par le conseil d'administration le 8 mars 2007, à l'effet d'adopter les modalités les plus appropriées pour chaque type d'attribution. Depuis le 8 mars 2007, le conseil a approuvé des attributions d'options dont les acquisitions se font sur une période de 4 ans suivant la date anniversaire des attributions, et ce, à raison de 25 % par année. De plus, à la suite de ces modifications, ce régime n'est plus applicable aux administrateurs désignés de la société.

Au 25 décembre 2011, les 3 242 352 options attribuées (2 857 452 options en 2010) ont des prix d'exercice variant de 9,97 \$ à 26,87 \$ en 2011 (entre 10,62 \$ à 26,87 \$ en 2010) et de ce nombre, 172 425 options ont été exercées (106 400 options en 2010), 619 758 options ont été expirées (même nombre d'options en 2010) et 835 994 options ont été renoncées (553 000 options en 2010).

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice terminé le 25 décembre 2011 au montant de 4,64 \$ (4,57 \$ en 2010) a été estimée pour chaque tranche d'options à leur date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options attribuées au cours de la période :

	2011	2010
Prix de l'action à la date d'attribution	13,61 \$	15,61 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,67 à 3,35 %	1,83 à 2,90 %
Volatilité attendue de l'action	27,60 à 28,13 %	28,45 à 31,58 %
Taux de dividende annuel attendu	1,00 à 1,39 %	0 %
Durée de vie prévue	7 à 10 ans	3 à 6 ans
Prix d'exercice à la date d'attribution	13,65 \$	15,44 \$

La volatilité attendue est estimée pour chaque tranche d'attribution, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options attribuées.

Le coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime est de 1 034 \$ pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 (1 214 \$ en 2010).

Un sommaire de la situation des régimes d'options d'achat d'actions de la société et des changements survenus dans la période est présenté ci-après :

	Au 25 décembre 2011	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début	2 727 794	9,99 \$
Attribuées	384 900	13,65
Exercées	(255 525)	5,77
Renoncées	(282 994)	15,74
En circulation à la fin	2 574 175	10,32
Options pouvant être exercées à la fin	1 824 200	9,05 \$

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

23. Rémunération à base d'actions (suite)
Régimes d'options d'achat d'actions (suite)

		Au 26 décembre 2010
		Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début	Options	
Attribuées	2 966 852	10,47 \$
Exercées	381 700	15,44
Expirées	(139 525)	4,30
Renoncées	(331 758)	21,53
	(149 475)	13,04
En circulation à la fin	2 727 794	9,99
Options pouvant être exercées à la fin	1 968 644	8,57 \$

Le prix moyen pondéré des actions ordinaires acquises par les optionnaires ayant exercé leur droit d'exercice sur 255 525 options (139 525 options en 2010) pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 est de 11,62 \$ (15,40 \$ en 2010).

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 25 décembre 2011 :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Nombre d'options en circulation	Nombre d'options pouvant être exercées
3,47 \$	1 ^{er} janvier 2012 ^(a)	960 000	960 000
9,97 \$	21 septembre 2021	60 000	—
10,62 \$	11 mars 2019	352 350	177 700
14,18 \$	1 ^{er} mars 2018	142 675	107 775
14,29 \$	16 décembre 2013	328 700	328 700
14,33 \$	7 mars 2021	278 900	—
15,44 \$	9 mars 2020	273 025	71 500
20,27 \$	22 décembre 2014	74 750	74 750
23,58 \$	8 mars 2017	103 775	103 775
		2 574 175	1 824 200

(a) Le 29 décembre 2011, la société a obtenu l'autorisation de la Bourse de Toronto de modifier la date d'échéance des options en circulation de ce régime. Ceci a pour effet de prolonger la date échéance des options de 10 jours ouvrables à compter de la fin d'une période d'interdiction que la société s'est elle-même imposée.

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La société offre un régime d'unités d'actions aux dirigeants et aux employés clés de la société en vertu duquel des unités d'actions de négociation restreintes (UANR) sont attribuées. Les unités d'actions sont acquises après une durée maximale de trois ans, une portion des UANR étant acquise sur la base de cibles de rendement et une autre portion en fonction de l'écoulement du temps. Les UANR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur la période d'acquisition.

Les UANR sont réévaluées à la juste valeur à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition en utilisant le cours de l'action ordinaire de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les fournisseurs et autres créateurs dans l'état consolidé de la situation financière. Les UANR acquises seront versées, au gré de la société, en espèces ou en actions ordinaires, achetées sur le marché secondaire, dont la valeur globale sera égale au montant qui serait autrement payé en espèces.

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre
Nombre d'unités d'actions de négociation restreintes :		
En circulation au début	935 325	682 540
Attribuées	419 000	449 725
Expirées	(113 000)	(66 340)
Renoncées	(115 684)	(130 600)
Payées	(8 416)	—
En circulation à la fin	1 117 225	935 325

Pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011, la société a comptabilisé un renversement de 3 968 \$ dans l'état consolidé du résultat net (charge de 2 805 \$ en 2010).

23. Rémunération à base d'actions (suite)**Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs**

La société offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) à ses administrateurs externes. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir sous forme d'UAD tout pourcentage, jusqu'à concurrence de 100 %, des honoraires qui leur sont payables à l'égard de leurs fonctions d'administrateurs.

Lorsqu'un administrateur se prévaut de ce régime, la société crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la moyenne du cours boursier de clôture des actions ordinaires pendant les cinq jours précédant immédiatement le dernier jour de chaque trimestre de la société. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les fournisseurs et autres créditeurs dans l'état consolidé de la situation financière. Les UAD attribuées aux termes du régime d'UAD sont rachetables, et la valeur de celles-ci est payable, seulement lorsque le porteur d'UAD a cessé d'être administrateur de la société.

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre
Nombre d'unités d'actions différées :		
En circulation au début	172 781	149 139
Attribuées	77 877	50 173
Payées	(15 690)	(26 531)
En circulation à la fin	234 968	172 781

La charge enregistrée dans l'état consolidé du résultat net pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 est de 250 \$ (569 \$ en 2010).

24. Informations à fournir concernant le capital

La société maintient un niveau de capital lui permettant de rencontrer plusieurs objectifs. Elle vise principalement un ratio de dette nette totale sur le capital favorisant l'accès à des sources de financement suffisantes lui permettant de supporter ses opérations courantes et l'exécution de son plan d'affaires.

La dette nette totale se compose des emprunts bancaires et de la dette à long terme moins l'encaisse. Le capital de la société se compose de la dette nette totale et des capitaux propres.

Au 25 décembre 2011, la société présente un ratio dette nette totale/capital de 10,91 % (17,01 % en 2010).

La société gère sa structure de capital et y apporte des ajustements en fonction des changements qui touchent ses opérations, la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la société peut être amenée à émettre de nouvelles actions, à racheter des actions pour annulation ou à vendre des actifs afin de réduire la dette.

Dividendes sur les actions ordinaires

Le 7 décembre 2010, le conseil d'administration a approuvé une politique de dividende selon laquelle un dividende en espèces sera payé aux détenteurs d'actions ordinaires sur une base semi-annuelle lorsque déclaré. Le premier versement, un dividende de sept cents (0,07 \$) par action déclaré le 7 décembre 2010, a été payé le 25 mars 2011 aux actionnaires inscrits le 10 mars 2011.

Cette politique de dividende est passée en revue par le conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la société, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

Lors de la réunion du 9 août 2011, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende semi-annuel de 0,07 \$ par action sur les actions ordinaires de la société. Ce dividende a été versé le 26 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 10 septembre 2011.

Dividendes sur les actions privilégiées

Au premier trimestre de 2011, RONA a émis des actions privilégiées de catégorie A, série 6 pour un produit brut total de 172 500 \$. Le premier dividende, de 0,4603 \$ par action, sur ces actions privilégiées a été versé le 30 juin 2011, aux actionnaires inscrits le 15 juin 2011.

Lors de sa rencontre du 9 août 2011, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3308 \$ par action sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif. Ce dividende a été versé le 30 septembre 2011 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2011.

Lors de sa rencontre du 8 novembre 2011, le conseil d'administration de RONA a déclaré un dividende trimestriel de 0,3308 \$ par action sur les actions privilégiées catégorie A, série 6, à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif. Ce dividende sera versé le 4 janvier 2012 aux actionnaires inscrits le 16 décembre 2011.

Cette politique de dividende est passée en revue par le conseil d'administration de temps à autre en fonction du flux de trésorerie et des bénéfices de la société, de sa position financière et d'autres facteurs pertinents.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

24. Informations à fournir concernant le capital (suite)**Facilités de crédit**

Les facilités de crédit de la société sont assorties de certaines clauses restrictives touchant entre autres le ratio de levier financier et les ratios de couverture d'intérêts. Ces ratios sont soumis trimestriellement au conseil d'administration de la société et ont été respectés pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010. À l'exception des clauses restrictives liées aux facilités de crédit, la société n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

	Au 25 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances		
Encaisse	17 149 \$	17 149 \$
Clients et autres débiteurs	370 094	370 094
Prêts et avances (note 11)	10 240	10 233
Autres passifs financiers		
Emprunts bancaires	4 377	4 377
Fournisseurs et autres créditeurs	487 864	487 864
Dividendes à payer	2 527	2 527
Déventures (note 18)	116 068	113 816
Obligations relatives aux biens loués (note 18)	1 592	1 592
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats (note 18)	42 421	41 501
Facilité de crédit (note 18)	91 249	91 249
Actions privilégiées (note 18)	1 000	1 000
Passifs financiers à la juste valeur désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie		
Instruments financiers dérivés	691	691

	Au 26 décembre 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances		
Encaisse	75 577 \$	75 577 \$
Clients et autres débiteurs	299 889	299 889
Prêts et avances (note 11)	7 806	7 844
Autres passifs financiers		
Emprunts bancaires	1 943	1 943
Fournisseurs et autres créditeurs	454 166	454 166
Dividendes à payer	9 119	9 119
Déventures (note 18)	396 967	421 800
Obligations relatives aux biens loués (note 18)	3 557	3 557
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats (note 18)	62 960	64 517
Actions privilégiées (note 18)	2 000	2 000
Passifs financiers à la juste valeur désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie		
Instruments financiers dérivés	1 653	1 653

	Au 28 décembre 2009	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances		
Encaisse	239 257 \$	239 257 \$
Clients et autres débiteurs	248 201	248 201
Prêts et avances (note 11)	9 107	9 337
Autres passifs financiers		
Emprunts bancaires	5 211	5 211
Fournisseurs et autres créditeurs	409 764	409 764
Déventures (note 18)	396 564	383 800
Obligations relatives aux biens loués (note 18)	6 953	6 953
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats (note 18)	34 003	35 237
Actions privilégiées (note 18)	3 000	3 000
Passifs financiers à la juste valeur désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie		
Instruments financiers dérivés	776	776

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

- La juste valeur des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances;
- La juste valeur des prêts et avances, emprunts hypothécaires et soldes des prix d'achats a été déterminée à partir du calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux d'intérêt effectifs que pourrait obtenir la société à la date de clôture pour des instruments similaires;
- La juste valeur des emprunts bancaires et de la facilité de crédit est comparable à leur valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché à la date de clôture;
- La juste valeur des obligations relatives aux biens loués est comparable à leur valeur comptable puisqu'elles portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché à la date de clôture;
- La juste valeur des débentures a été déterminée en fonction de leurs cours acheteurs à la date de clôture;
- La juste valeur des actions privilégiées de catégorie D, c'est-à-dire leur valeur de rachat, présentées dans la dette à long terme, se rapproche de leur valeur comptable;
- La juste valeur des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change a été déterminée en comparant les taux contractuels des dérivés avec les taux en vigueur lors de la réévaluation de ceux-ci avec des contrats ayant les mêmes caractéristiques (données observables sur le marché).

Les plus-values ou moins-values de 159 \$ (1 078 \$ en 2010) réalisées à l'égard des instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie ont été reclassées en résultat net et comptabilisées sur la même ligne dans l'état consolidé du résultat net que l'élément couvert, soit dans le compte de coût des marchandises vendues.

Hiérarchie des justes valeurs

La société applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de justes valeurs de ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. Les trois niveaux de données d'entrée qui peuvent être utilisés pour évaluer la juste valeur sont définis ainsi :

Niveau 1 – Les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les instruments financiers de la société qui sont comptabilisés à la juste valeur à la date de fin de l'exercice se composent uniquement d'instruments financiers dérivés et sont classés au niveau 2. Il n'y a aucun transfert entre niveaux ou de changement d'approche d'évaluation durant l'exercice.

Produits financiers et charges financières

Les produits, charges, profits et pertes comptabilisés en résultat net, générés par des actifs ou des passifs financiers, qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net, sont les suivants :

	2011		2010	
Intérêts sur les clients et autres débiteurs	3 575	\$	2 819	\$
Intérêts sur les autres actifs financiers	1 687		1 575	
Total des produits financiers	5 262	\$	4 394	\$
Intérêts sur les emprunts bancaires	22 613	\$	21 766	\$
Intérêts sur la dette à long terme	2 276		2 295	
Charges financières liées au rachat de débentures	9 840		–	
Total des charges financières	34 729	\$	24 061	\$

Objectifs et méthodes en matière de gestion des risques

La société, dans le cours normal de ses activités, est exposée à différents risques relatifs à ces instruments financiers. Les principaux types de risques sont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et de sensibilité aux monnaies étrangères, ainsi que le risque de taux d'intérêt.

La société gère les risques en étroite collaboration avec le conseil d'administration. Les objectifs poursuivis visent à assurer la disponibilité de quantités suffisantes de flux de trésorerie à court et moyen terme de la société en réduisant l'exposition aux risques liés aux marchés des capitaux.

La société ne négocie pas activement d'actifs financiers à des fins spéculatives et ne vend pas d'options. Les principaux risques financiers auxquels la société est exposée sont décrits plus loin.

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**Risque de crédit**

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la société. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, risque qu'elle gère en ne traitant qu'avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédits appropriées.

Pour gérer le risque de crédit sur les clients et autres débiteurs ainsi que sur les prêts et avances à recevoir, la société détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions sont comptabilisées à la date du bilan afin de tenir compte des pertes potentielles et ces provisions sont établies client par client, en tenant compte de la solvabilité du client, des tendances économiques actuelles et de l'expérience passée.

La société estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, à la date de clôture, est bonne.

Le classement chronologique des comptes clients est comme suit :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Courant	243 546 \$	228 318 \$	187 623 \$
Dû depuis 0 à 30 jours	58 925	41 985	37 231
Dû depuis 31 à 120 jours	44 647	20 414	18 276
Dû depuis plus de 121 jours	26 465	22 323	11 417
Comptes clients	373 583	313 040	254 547
Moins : provision pour mauvaises créances	15 827	15 090	13 230
	357 756 \$	297 950 \$	241 317 \$

La provision pour mauvaises créances est principalement pour les clients dus depuis plus de 121 jours.

L'évolution de la provision pour mauvaises créances qui a été constituée à l'égard des comptes clients est présentée ci-après :

	2011	2010
Solde au début	15 090 \$	13 230 \$
Dépense pour mauvaises créances	737	1 860
Solde à la fin	15 827 \$	15 090 \$

Au 25 décembre 2011, l'exposition maximale au risque de crédit est de 397 483 \$ (383 272 \$ au 26 décembre 2010, 496 835 \$ au 28 décembre 2009), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la société, incluant l'encaisse au montant de 17 149 \$ (75 577 \$ au 26 décembre 2010, 239 257 \$ au 28 décembre 2009).

Au niveau de l'état consolidé du résultat net, la dépense pour mauvaises créances est comptabilisée dans les frais de vente, généraux et d'administration.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la société a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, le rachat d'actions, le rachat de ses débetures, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débetures et par l'utilisation régulière de son crédit rotatif.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**Risque de liquidité (suite)**

Les tableaux suivants indiquent les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant :

Au 25 décembre 2011	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Déventures	146 505 \$	6 412 \$	12 583 \$	127 510 \$	– \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	42 421	16 881	16 229	3 563	5 748
Obligations relatives aux biens loués	1 806	851	588	337	30
Actions privilégiées	1 000	1 000	–	–	–
Emprunts bancaires	4 377	4 377	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	485 083	485 083	–	–	–
Dividendes à payer	2 527	2 527	–	–	–
Instruments financiers dérivés	691	691	–	–	–
Total	684 410 \$	517 822 \$	29 400 \$	131 410 \$	5 778 \$

Au 26 décembre 2010	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Déventures	534 956 \$	21 600 \$	43 200 \$	43 200 \$	426 956 \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	62 960	18 227	27 763	6 052	10 918
Obligations relatives aux biens loués	3 680	2 024	1 055	450	151
Actions privilégiées	2 000	1 000	1 000	–	–
Emprunts bancaires	1 943	1 943	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	444 665	444 665	–	–	–
Dividendes à payer	9 119	9 119	–	–	–
Instruments financiers dérivés	1 653	1 653	–	–	–
Total	1 060 976 \$	500 231 \$	73 018 \$	49 702 \$	438 025 \$

Au 28 décembre 2009	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Déventures	556 556 \$	21 600 \$	43 200 \$	43 200 \$	448 556 \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	34 003	5 185	15 724	8 431	4 663
Obligations relatives aux biens loués	7 295	3 818	2 820	455	202
Actions privilégiées	3 000	1 000	2 000	–	–
Emprunts bancaires	5 211	5 211	–	–	–
Fournisseurs et autres créditeurs	409 764	409 764	–	–	–
Instruments financiers dérivés	776	776	–	–	–
Total	1 016 605 \$	447 354 \$	63 744 \$	52 086 \$	453 421 \$

Risque de change et sensibilité aux monnaies étrangères

Le risque de change de la société provient principalement d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le résultat net dus à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la société a recours à des contrats de change à terme. La société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 25 décembre 2011, la valeur nominale des contrats de change à terme est de 91 300 \$ US (84 100 \$ US en 2010). Le taux moyen de ces contrats est de 0,9986 (1,0274 en 2010) et ils viennent à échéance à différentes dates jusqu'en juillet 2012.

Le 25 décembre 2011, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la société pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 auraient été inférieurs ou supérieurs de 119 \$ (63 \$ au 26 décembre 2010).

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

25. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)**Risque de taux d'intérêt**

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables. La valeur comptable de ces instruments est la suivante :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Instruments à taux fixes			
Actifs financiers	– \$	– \$	– \$
Passifs financiers	146 207	448 662	424 315
	(146 207) \$	(448 662) \$	(424 315) \$
Instruments à taux variables			
Actifs financiers	10 240 \$	7 806 \$	9 107 \$
Passifs financiers	105 123	14 822	13 205
	(94 883) \$	(7 016) \$	(4 098) \$

Le 25 décembre 2011, si les taux d'intérêt des instruments à taux variables avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net et les capitaux propres de la société pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 auraient été inférieurs ou supérieurs de 170 \$ (112 \$ au 26 décembre 2010).

26. Avantages postérieurs à l'emploi

La société maintient sept régimes de retraite à cotisations définies (sept en 2010) et cinq à prestations définies (cinq en 2010). Les régimes à prestations définies les plus significatifs sont principalement fondés sur des salaires de fin de carrière. La société n'offre pas de régime d'assurance médicale postérieur à l'emploi.

La charge à l'égard des régimes de retraite à cotisations définies est de 10 473 \$ pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 (10 283 \$ en 2010).

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation tous les ans.

Les informations relatives aux régimes de retraite à prestations définies, prises collectivement, se présentent comme suit :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre
Obligations au titre des prestations définies		
Solde au début	51 924 \$	45 216 \$
Coût des services rendus au cours de la période	868	713
Cotisations des participants au régime	454	425
Coût financier	2 841	2 812
Prestations versées	(1 792)	(2 079)
Pertes actuarielles	3 643	4 837
Coût des services passés	382	–
Solde à la fin	58 320	51 924
Actifs des régimes		
Juste valeur au début	51 614	46 669
Rendement attendu de l'actif des régimes	3 199	2 885
Pertes actuarielles	(4 507)	(98)
Cotisations de l'employeur	4 742	3 812
Cotisations des participants au régime	454	425
Prestations versées	(1 792)	(2 079)
Juste valeur à la fin	53 710	51 614
Situation de capitalisation - déficit	(4 610)	(310)
Montant non comptabilisé dû à la limite de l'actif	–	(1 003)
Passif comptabilisé à l'égard des exigences de financement minimal	(1 582)	(4 959)
Passif net au titre des régimes à prestations définies	(6 192) \$	(6 272) \$

Les montants ci-dessus se rapportent majoritairement à des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés.

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

26. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

L'actif (le passif) au titre des prestations définies est présenté comme suit à l'état de la situation financière de la société :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Actif au titre des régimes à prestations définies compris dans les autres actifs non courants (note 16)	1 940 \$	1 386 \$	1 630
Passif au titre des régimes à prestations définies compris dans les autres passifs non courants (note 19)	(8 132)	(7 658)	(7 866)
Passif net au titre des régimes à prestations définies	(6 192) \$	(6 272) \$	(6 236) \$

Les actifs des régimes ne comprennent aucun instrument financier ou des actifs occupés ou utilisés par la société. Les actifs des régimes de retraite sont répartis entre les principales catégories de placements suivants :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Titres de participation	54 %	51 %	59 %
Titres de créances	46 %	49 %	41 %
	100 %	100 %	100 %

Les charges totales comptabilisées en résultat net à l'égard des régimes à prestations définies pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010 se présentent comme suit :

	2011	2010
Coût des services rendus au cours de la période	868 \$	713 \$
Coût financier liés aux obligations	2 841	2 812
Rendement attendu de l'actif des régimes	(3 199)	(2 885)
Coût des services passés	382	—
Charges au titre des prestations définies	892 \$	640 \$

Montants comptabilisés aux autres éléments du résultat global

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre
Pertes actuarielles	(8 150) \$	(4 935) \$
Incidence dans la limite de l'actif	1 003	416
Incidence de la réévaluation ultérieure du passif au titre de l'exigence de financement minimal	3 377	1 311
Total	(3 770)	(3 208)
Impôts différés	995	856
Montants comptabilisés en autres éléments du résultat global	(2 775) \$	(2 352) \$

Cumul des montants comptabilisés en autres éléments du résultat global

	Pertes actuarielles	Incidence de la limite de l'actif	Réévaluation du passif au titre de l'exigence de financement minimal	Total
Solde au début	— \$	— \$	— \$	— \$
Montants comptabilisés en 2010	(4 935)	416	1 311	(3 208)
Solde au 26 décembre 2010	(4 935)	416	1 311	(3 208)
Montants comptabilisés en 2011	(8 150)	1 003	3 377	(3 770)
Solde au 25 décembre 2011	(13 085) \$	1 419 \$	4 688 \$	(6 978) \$

26. Avantages postérieurs à l'emploi (suite)**Hypothèses actuarielles**

Les moyennes pondérées des hypothèses actuarielles significatives retenues pour évaluer les obligations au titre des prestations définies et des charges totales à l'égard des régimes à prestations définies pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010 sont les suivantes :

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Obligations au titre des prestations définies			
Taux d'actualisation	5,00 %	5,50 %	6,25 %
Taux d'augmentation attendu de la rémunération	3,70 %	3,60 %	3,60 %
Charges au titre des avantages du personnel			
Taux d'actualisation	5,50 %	6,25 %	
Taux de rendement attendu des actifs des régimes	6,00 %	6,00 %	
Taux d'augmentation attendu de la rémunération	3,60 %	3,60 %	

Le taux global attendu de rendement des actions est basé sur le taux de rendement attendu par catégorie d'actifs en utilisant un outil de projection qui génère plusieurs scénarios de rendements attendus par catégorie d'actifs sur une longue période. Les frais attendus du régime sont déduits de ce taux.

Le rendement effectif négatif des actifs des régimes s'élève à 1 308 \$ pour l'exercice terminé le 25 décembre 2011 (rendement positif de 2 787 \$ en 2010).

Les hypothèses de mortalité sont basées sur les statistiques et les tables de mortalité publiées au Canada, soit la table UP-94 projetée dynamiquement à l'infini sur l'échelle AA.

Les hypothèses ont été élaborées par la direction en tenant compte des conseils d'évaluateurs actuariels indépendants. Les hypothèses ont également mené aux montants déterminés comme les obligations au titre des prestations définies de la société des périodes de présentation de l'information financière et elles doivent être considérées comme la meilleure estimation de la direction. Toutefois, les résultats réels pourraient être différents.

Compte tenu des données historiques, la société s'attend à ce que des cotisations de 3 328 \$ soient versées pour l'exercice 2012.

L'évolution des régimes à prestations définies de la société peut également se résumer de la façon suivante (les montants précédant la date de transition ne sont pas présentés puisque la société applique l'exemption stipulée dans l'IFRS 1).

	2011 au 25 décembre	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Obligations au titre des prestations définies	58 320 \$	51 924 \$	45 216 \$
Juste valeur des actifs des régimes	53 710	51 614	46 669
Surplus (déficit) des régimes	(4 610) \$	(310) \$	1 453 \$
Gain (pertes) liés à l'expérience			
Actifs des régimes	(4 507) \$	(98) \$	
Obligations des régimes	(359) \$	70 \$	

27. Informations sur les coentreprises

Les données présentées ci-dessous à l'égard des coentreprises ne sont pas nécessairement comparables d'un exercice financier à l'autre, étant donné que la société peut, en cours d'exercice, acquérir ou céder des participations dans des coentreprises. De plus, ces dernières peuvent ne pas avoir un exercice complet.

La liste des principales coentreprises de la société est la suivante :

	2011	2010
Northumberland Building Materials Ltd.	49,90 %	49,90 %
9065-9129 Québec inc.	49,00 %	49,00 %
9051-5107 Québec inc.	42,10 %	42,10 %
9171-4220 Québec inc.	20,00 %	20,00 %

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

27. Informations sur les coentreprises (suite)

La société détient la quote-part suivante des éléments d'actif, de passif, de résultats et de trésorerie relativement à ses participations dans des coentreprises :

	2011	2010
Actifs courants	9 147 \$	8 944 \$
Actifs non courants	13 926	14 087
Passifs courants	5 298	4 555
Passifs non courants	6 331	7 764
Produits des activités ordinaires	33 623	41 345
Résultat avant charges financières, amortissements et dépréciation des actifs non financiers et charge d'impôt sur le résultat	1 928	2 752
Résultat net	523	1 056
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 357	983
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(521)	(1 580)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(703)	(278)

28. Informations sectorielles

	2011			2010		
	Détail et commercial	Distribution	Total	Détail et commercial	Distribution	Total
Produits des secteurs	3 591 200 \$	2 401 224 \$	5 992 424 \$	3 621 096 \$	2 433 080 \$	6 054 176 \$
Produits intersectoriels et redevances	–	(1 187 840)	(1 187 840)	–	(1 234 587)	(1 234 587)
Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	3 591 200	1 213 384	4 804 584	3 621 096	1 198 493	4 819 589
Résultat avant charges financières, amortissements et dépréciation des actifs non financiers et charge d'impôt sur le résultat	177 795	62 760	240 555	259 560	76 757	336 317
Produits financiers			(5 262)			(4 394)
Dépréciation du goodwill			(117 000)			–
Amortissements et dépréciation des actifs non financiers			(149 736)			(108 718)
Résultat opérationnel			(31 443)			223 205
Produits financiers			5 262			4 394
Charges financières			(34 729)			(24 061)
Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat			(60 910) \$			203 538 \$

Les informations présentées ci-dessus sont celles qui sont régulièrement fournies au principal décideur opérationnel, soit le président et chef de la direction.

29. Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net de base et dilué par action :

	2011	2010
Résultat net attribuable aux propriétaires de RONA inc.	(78 382) \$	137 356 \$
Dividendes sur actions privilégiées, incluant les impôts y afférents	(7 985)	–
Résultat net attribuable aux actions participantes	(86 367)	137 356
Nombre d'actions (en milliers)		
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du résultat net de base par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	129 984,3	130 139,3
Effet de dilution des options d'achat d'actions ^(a)	–	1 125,7
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.	129 984,3	131 265,0
Résultat net par action attribuable aux propriétaires de RONA inc.		
De base	(0,66) \$	1,06 \$
Dilué	(0,66) \$	1,05 \$

- (a) Au 25 décembre 2011, 2 574 175 options d'achat d'actions ordinaires (570 419 options en 2010) n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat net dilué par action attribuable aux propriétaires de la société parce que ces options ont un effet antidilutif.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

30. Transactions avec les parties liées**Transactions avec les principaux dirigeants**

Les principaux dirigeants de la société sont composés des membres du conseil d'administration, du président et chef de la direction et des premiers vice-présidents. Pour les exercices terminés le 25 décembre 2011 et le 26 décembre 2010, leurs rémunérations sont composées de la façon suivante :

	2011	2010
Avantages du personnel à court terme	5 592 \$	6 015 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	997	874
Paiements fondés sur des actions	(780)	3 837
	5 809 \$	10 726 \$

Les avantages du personnel à court terme consistent en une rémunération forfaitaire en espèces, des jetons de présence ainsi que des honoraires pour les membres du conseil d'administration. Pour le président et chef de la direction, ainsi que pour les premiers vice-présidents, cette rémunération est composée principalement d'un salaire et d'une prime incitative à court terme basée sur des mesures de performances individuelles et des objectifs de la société. Le président et chef de la direction et les premiers vice-présidents ont aussi droit à divers avantages indirects, dont une allocation d'automobile, des soins médicaux et des services de planification financière.

Les avantages postérieurs à l'emploi, pour le président et chef de la direction, consistent en un régime de base à prestations définies, ainsi qu'un régime complémentaire à prestations définies. Les prestations au titre de ces régimes sont calculées à partir du nombre d'années de service, multiplié par 2 % de la moyenne des trois meilleures années de salaire (sujet aux limites applicables).

Le régime de retraite à l'intention des premiers vice-présidents est composé d'un régime de base à cotisations définies et d'un régime complémentaire, qui est un régime à prestations définies. Le régime de base vise à accumuler sur une base annuelle à compter du 1^{er} janvier 2000, le montant maximal autorisé par les autorités fiscales. Le régime complémentaire, jumelé au régime de base, vise à fournir aux premiers vice-présidents un revenu de retraite correspondant à l'accumulation annuelle à compter du 1^{er} janvier 2000 de 18 % de la rémunération annuelle versée au cours d'une année donnée, majorée d'un rendement annuel. Le régime complémentaire comprend un critère d'acquisition sur une période de 10 ans en ce qui concerne l'acquisition des droits relatifs à la contribution de l'employeur et certaines restrictions en matière de non-concurrence.

Les paiements fondés sur des actions consistent en des UAD, des UANR et des options d'achat d'actions qui sont décrites à la note 23.

Transactions avec les filiales et les coentreprises

RONA inc. est la partie qui exerce le contrôle ultime de la société.

Les transactions entre la société et ses filiales, qui sont des parties liées, sont éliminées lors de la consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Les transactions entre la société et ses coentreprises, qui sont des parties liées et qui n'ont pas été éliminées lors de la consolidation, sont résumées ci-dessous :

	2011	2010
Ventes de marchandises	35 882 \$	55 433 \$
Contrats de location	1 604	1 552
Clients et autres débiteurs	3 510	3 711

Sauf indication contraire, aucune de ces transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales.

La liste des principales filiales de la société, qui sont toutes canadiennes, et la proportion de la participation et des droits de vote détenus, est la suivante :

	2011	2010
RONA Revy inc.	100 %	100 %
Totem Building Supplies Ltd.	100 %	100 %
4536631 Canada inc.	100 %	100 %
4338553 Canada inc.	100 %	100 %
7594828 Canada inc.	100 %	—
Buildrite Centres inc.	100 %	—
Société en commandite 220 Immobilière	100 %	100 %

31. Première application des IFRS

Les présents états sont les premiers états financiers consolidés annuels de la société préparés selon les IFRS. La date de transition aux IFRS est le 28 décembre 2009.

Les méthodes comptables IFRS de la société présentées à la note 3 ont été utilisées pour la préparation des états financiers consolidés pour les exercices terminés le 25 décembre 2011, le 26 décembre 2010 et le 28 décembre 2009.

La société a mis en application l'IFRS 1 pour préparer l'état consolidé de la situation financière au 28 décembre 2009. Les incidences de la transition aux IFRS sur les capitaux propres, les autres éléments du résultat global et les flux de trésorerie déjà établis sont présentées et sont expliquées plus en détails dans les tableaux de la présente note.

Exceptions et exemptions relativement à la première application

Au moment de la transition, l'IFRS 1 dicte certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions facultatives à l'application rétrospective.

Les exceptions obligatoires applicables à la société sont les suivantes :

- Les estimations établies selon les IFRS par la société à la date de transition aux IFRS et pour la période comparative sont cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les PCGR, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, le cas échéant;
- Les transactions conclues avant la date de transition aux IFRS n'ont pas été désignées rétrospectivement comme opérations de couverture.
- La société attribuera de façon prospective les autres éléments du résultat global total aux propriétaires de la société et aux participations ne donnant pas le contrôle, même si cela se traduira par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.
- La société applique les dispositions de décomptabilisation de l'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, de manière prospective, aux transactions réalisées à compter de la date de transition, tel que permise par une modification à l'IFRS 1 publiée en octobre 2010, laquelle modification a été appliquée de façon anticipée en date du 28 décembre 2009.

Les exemptions suivantes ont été adoptées par la société :

- La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition (28 décembre 2009). Voir la note 31.3 pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.
- La société a décidé de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés pour ses régimes à prestations définies à la date de transition. La méthode comptable de la société à compter de la date de transition consiste à comptabiliser tous les gains et pertes actuariels immédiatement dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global sans transfert à l'état consolidé du résultat net dans les périodes ultérieures. De plus, la société a choisi d'adopter l'exemption consistant à ne pas divulguer l'excédent ou le déficit des régimes à prestations définies et les gains et pertes liés à l'expérience avant la date de transition (voir la note 31.7).
- La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement la comptabilisation des coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés. Elle a décomptabilisé les coûts d'emprunt inclus dans les projets de construction et dans les projets de développement de certains logiciels à la date de transition (voir les notes 31.1(a) et 31.2).
- La société a décidé de ne pas appliquer rétrospectivement la norme IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, aux options attribuées avant le 7 novembre 2002 et aux options attribuées après le 7 novembre 2002 qui ont été acquises avant la date de transition (voir la note 31.8).

Différences de présentation

Certaines différences de présentation entre les PCGR et les IFRS n'ont aucune incidence sur le résultat ou sur le total des capitaux propres.

Comme il est démontré dans les tableaux suivants, certains postes sont décrits différemment dans les IFRS comparativement aux PCGR, et ce, même si les actifs et les passifs compris dans ces postes ne sont pas touchés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)**Rapprochement des capitaux propres**

Les capitaux propres au 26 décembre 2010 et à la date de transition peuvent être rapprochés aux montants présentés selon les PCGR, comme suit :

	Note	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
		\$	\$
Capitaux propres selon les PCGR		1 921 610	1 779 039
Augmentation (diminution) des capitaux propres déjà établies en raison des différences entre les PCGR et les normes IFRS			
Immobilisations corporelles – décomptabilisation de certains frais capitalisés au coût des immobilisations corporelles en PCGR mais qui ne respectent pas les critères de comptabilisation en vertu des IFRS	31.1 (a)	(16 279)	(11 916)
Immobilisations corporelles – décomptabilisation des intérêts capitalisés encourus lors de la période de construction d'un site	31.1 (a)	(18 223)	(18 262)
Amortissement des immobilisations corporelles – impact de la décomposition de certaines immobilisations et de l'application rétrospective des taux d'amortissements spécifiques à chacune des composantes	31.1 (b)	2 814	978
Amortissement supplémentaire des immobilisations corporelles qui reflète le début de l'amortissement dès que l'immobilisation est prête à être mise en service	31.1 (b)	(3 201)	(2 478)
Dépréciation d'actifs – perte de valeur d'améliorations locatives	31.1 (c)	(4 207)	(4 763)
Immobilisations incorporelles – décomptabilisation des intérêts capitalisés encourus lors de la période de mise en place de certains logiciels	31.2	(1 832)	(2 045)
Goodwill – décomptabilisation des frais d'acquisition	31.3	(3 494)	–
Goodwill – différence dans la valeur des actions émises pour financer l'acquisition	31.3	722	–
Contrats de location – renversement des gains reportés sur les transactions de cession-bail	31.4	10 179	11 324
Contrats de location – renversement des frais de transaction reportés à la situation financière afférents aux transactions de cession-bail	31.4	(2 345)	(2 612)
Instruments financiers – renversement des dérivés incorporés comptabilisés sur certaines commandes d'achats	31.5	(1 905)	(1 253)
Provisions – ajustement de la provision pour contrat déficitaire	31.6	(1 553)	–
Régimes à prestations définies – comptabilisation des gains ou pertes actuariels non encore amortis à la date de transition et reclassement d'un régime à cotisations définies comme un régime à prestations définies	31.7	(10 524)	(11 235)
Régimes à prestations définies – comptabilisation des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global	31.7	(4 935)	–
Régimes à prestations définies – impact du plafonnement de l'actif	31.7	(1 003)	(1 419)
Régimes à prestations définies – impact des exigences de financement minimal	31.7	(4 959)	(6 270)
États financiers consolidés – présentation de la participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et impact de conserver la participation ne donnant pas le contrôle déficitaire pour des filiales	31.9	35 920	32 761
Impôts sur le résultat – impôts sur le résultat des ajustements ci-dessus	31.10	15 012	13 041
		(9 813)	(4 149)
Capitaux propres selon les IFRS		1 911 797 \$	1 774 890 \$

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)

Les tableaux suivants détaillent l'incidence totale sur l'état de la situation financière :

au 26 décembre 2010					
Ancien libellé	Note	PCGR	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	Nouveau libellé
ACTIF					ACTIF
Actif à court terme					Courants
Encaisse		75 577 \$	– \$	75 577 \$	Encaisse
Débiteurs	31.1(a) / 31.1(d) / 31.3 / 31.13	303 836	(3 947)	299 889	Clients et autres débiteurs
	31.13	–	2 245	2 245	Autres actifs financiers
Stock		905 467	–	905 467	Stock
Frais payés d'avance		17 955	–	17 955	Frais payés d'avance
Instruments financiers dérivés	31.5	1 905	(1 905)	–	
Impôts futurs	31.10	12 869	(12 869)	–	
		1 317 609	(16 476)	1 301 133	Actifs courants
Actif à long terme					Non courants
Placements	31.1(d)	10 488	(844)	9 644	Autres actifs financiers
Immobilisations	31.1	918 273	(33 229)	885 044	Immobilisations corporelles
Immobilisations destinées à la vente	31.1	20 177	(3 703)	16 474	Actifs non courants détenus en vue de la vente
Écarts d'acquisition	31.3	531 675	(2 581)	529 094	Goodwill
Actifs incorporels	31.1(d) / 31.2	118 747	9 476	128 223	Immobilisations incorporelles
Autres éléments d'actif	31.2 / 31.4 / 31.7	31 043	(27 798)	3 245	Autres actifs non courants
Impôts futurs	31.10	27 065	21 698	48 763	Actifs d'impôt différé
		2 975 077 \$	(53 457) \$	2 921 620 \$	Total de l'actif
au 26 décembre 2010					
Ancien libellé	Note	PCGR	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	Nouveau libellé
PASSIF					PASSIF
Passif à court terme					Courants
Emprunts bancaires		1 943 \$	– \$	1 943 \$	Emprunts bancaires
Comptes fournisseurs et charges à payer	31.6 / 31.7	462 351	(8 185)	454 166	Fournisseurs et autres créditeurs
Dividendes à payer		9 119	–	9 119	Dividendes à payer
Impôts sur les bénéfices à payer	31.10	3 634	(255)	3 379	Passifs d'impôt exigible
Instruments financiers dérivés		1 653	–	1 653	Instruments financiers dérivés
	31.6	–	4 625	4 625	Provisions
Impôts futurs	31.10	3 691	(3 691)	–	
Versement sur la dette à long terme		21 151	–	21 151	Versements sur la dette à long terme
		503 542	(7 506)	496 036	Passifs courants
Passif à long terme					Non Courants
Dette à long terme		444 333	–	444 333	Dette à long terme
Autres passifs à long terme	31.4 / 31.7	33 121	(2 520)	30 601	Autres passifs non courants
	31.6	–	4 539	4 539	Provisions
Impôts futurs	31.10	36 551	(2 237)	34 314	Passifs d'impôt différé
Part des actionnaires sans contrôle	31.9	35 920	(35 920)	–	
		1 053 467	(43 644)	1 009 823	Total du passif
Capitaux propres					Capitaux propres
Capital-actions	31.3	631 892	722	632 614	Capital social
Bénéfices non répartis		1 278 244	(44 790)	1 233 454	Résultats non distribués
Surplus d'apport	31.8	11 474	(337)	11 137	Surplus d'apport
Cumul des autres éléments du résultat étendu	31.5	–	(1 217)	(1 217)	Cumul des autres éléments du résultat global
		1 921 610	(45 622)	1 875 988	Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de RONA inc.
	31.9	–	35 809	35 809	Participations ne donnant pas le contrôle
		1 921 610	(9 813)	1 911 797	Total des capitaux propres
		2 975 077 \$	(53 457) \$	2 921 620 \$	Total du passif et des capitaux propres

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)

		au 28 décembre 2009				
Ancien libellé	Note	PCGR	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	Nouveau libellé	
ACTIF						ACTIF
Actif à court terme						Courants
Encaisse		239 257 \$	– \$	239 257 \$		Encaisse
Débiteurs	31.13	250 845	(2 644)	248 201		Clients et autres débiteurs
	31.13	–	2 644	2 644		Autres actifs financiers
Impôts sur les bénéfices à recevoir		2 436	–	2 436		Actifs d'impôt exigible
Stock	31.5	726 262	(452)	725 810		Stock
Frais payés d'avance		18 114	–	18 114		Frais payés d'avance
Instruments financiers dérivés	31.5	801	(801)	–		
Impôts futurs	31.10	15 914	(15 914)	–		
		1 253 629	(17 167)	1 236 462		Actifs courants
Actif à long terme						Non courants
Placements	31.1	11 978	(860)	11 118		Autres actifs financiers
Immobilisations	31.1	861 302	(33 419)	827 883		Immobilisations corporelles
Immobilisations destinées à la vente	31.1	13 242	(2 162)	11 080		Actifs non courants détenus en vue de la vente
Écarts d'acquisition		455 572	–	455 572		Goodwill
Actifs incorporels	31.2	96 885	9 272	106 157		Immobilisations incorporelles
Autres éléments d'actif	31.2 / 31.4 / 31.7	29 682	(25 276)	4 406		Autres actifs non courants
Impôts futurs	31.10	27 593	24 237	51 830		Actifs d'impôt différé
		2 749 883 \$	(45 375) \$	2 704 508 \$		Total de l'actif
		au 28 décembre 2009				
Ancien libellé	Note	PCGR	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	Nouveau libellé	
PASSIF						PASSIF
Passif à court terme						Courants
Emprunts bancaires		5 211 \$	– \$	5 211 \$		Emprunts bancaires
Comptes fournisseurs et charges à payer	31.6 / 31.7	427 817	(18 053)	409 764		Fournisseurs et autres créditeurs
Instruments financiers dérivés		776	–	776		Instruments financiers dérivés
	31.6	–	7 002	7 002		Provisions
Impôts futurs	31.10	4 900	(4 900)	–		
Versement sur la dette à long terme		9 996	–	9 996		Versements sur la dette à long terme
		448 700	(15 951)	432 749		Passifs courants
Passif à long terme						Non courants
Dette à long terme		430 524	–	430 524		Dette à long terme
Autres passifs à long terme	31.4 / 31.7	31 317	(3 458)	27 859		Autres passifs non courants
	31.6	–	10 762	10 762		Provisions
Impôts futurs	31.10	27 542	182	27 724		Passifs d'impôt différé
Part des actionnaires sans contrôle	31.9	32 761	(32 761)	–		
		970 844	(41 226)	929 618		Total du passif
Capitaux propres						Capitaux propres
Capital-actions		603 756	–	603 756		Capital social
Bénéfices non répartis		1 161 808	(36 573)	1 125 235		Résultats non distribués
Surplus d'apport	31.8	13 475	(337)	13 138		Surplus d'apport
		1 779 039	(36 910)	1 742 129		Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de RONA inc.
	31.9	–	32 761	32 761		Participations ne donnant pas le contrôle
		1 779 039	(4 149)	1 774 890		Total des capitaux propres
		2 749 883 \$	(45 375) \$	2 704 508 \$		Total du passif et des capitaux propres

31. Première application des IFRS (suite)**Rapprochement du résultat global**

Le total du résultat global pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 peut être rapproché aux montants présentés selon les PCGR, comme suit :

	Note	2010
Résultat étendu selon les PCGR		143 221 \$
Augmentation (diminution) du résultat déjà établi en raison des différences entre les PCGR et les normes IFRS		
Immobilisations corporelles – décomptabilisation de certains frais capitalisés au coût des immobilisations corporelles en PCGR mais qui ne respectent pas les critères de comptabilisation en vertu des IFRS	31.1 (a)	(4 364)
Immobilisations corporelles – impact de la décomptabilisation des intérêts capitalisés encourus lors de la période de construction d'un site	31.1 (a)	39
Amortissement des immobilisations corporelles – impact de la décomposition de certaines immobilisations et de l'application rétrospective des taux d'amortissements spécifiques à chacune des composantes	31.1 (b)	1 837
Amortissement supplémentaire des immobilisations corporelles qui reflète le début de l'amortissement dès que l'immobilisation est prête à être mise en service	31.1 (b)	(723)
Dépréciation d'actifs – impact de la perte de valeur d'améliorations locatives sur l'amortissement	31.1 (c)	556
Immobilisation incorporelle – impact de la décomptabilisation des intérêts capitalisés encourus lors de la période de mise en place de certains logiciels	31.2	213
Goodwill – décomptabilisation des frais d'acquisition	31.3	(4 062)
Contrats de location – renversement des gains reportés sur les transactions de cession-bail, net du renversement des frais de transaction reportés à la situation financière afférents aux transactions de cession-bail	31.4	(879)
Instruments financiers – renversement des dérivés incorporés comptabilisés sur certaines commandes d'achat	31.5	(652)
Provisions – ajustement de la provision pour contrat déficitaire	31.6	(1 553)
Régimes à prestations définies – impact de la comptabilisation des gains ou pertes actuariels non encore amortis à la date de transition, impact du plafonnement de l'actif et impact des exigences de financement minimal	31.7	2 438
Régimes à prestations définies – comptabilisation des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global	31.7	(4 935)
États financiers consolidés – impact de conserver les participations ne donnant pas le contrôle déficitaires pour des filiales	31.9	111
États financiers consolidés – élimination de la participation ne donnant pas le contrôle qui n'est plus déduit des autres éléments du résultat global		5 465
Impôts sur le résultat – impôts sur le résultat des ajustements ci-dessus	31.10	1 505
Impôts sur le résultat – impôts sur les autres éléments du résultat global	31.5	1 035
		(3 969)
Total du résultat global selon les IFRS		139 252 \$

RONA inc.
Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)

Le tableau suivant détaille l'incidence sur l'état consolidé du résultat net et des autres éléments du résultat global :

Ancien libellé	Note	Pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010			Nouveau libellé
		PCGR	Effet de la transition aux IFRS	IFRS	
Ventes	31.11	4 799 865 \$	19 724 \$	4 819 589 \$	Produits des activités ordinaires
Bénéfice opérationnel	31.1 / 31.2 / 31.3 / 31.4 / 31.5 / 31.6 / 31.7 / 31.9	228 731	(5 526)	223 205	Résultat opérationnel
Produits financiers		4 394	–	4 394	Produits financiers
Intérêts sur la dette à long terme et les emprunts bancaires	31.1	(22 521)	(1 540)	(24 061)	Charges financières
		(18 127)	(1 540)	(19 667)	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et parts des actionnaires sans contrôle		210 604	(7 066)	203 538	Résultat avant la charge d'impôt sur le résultat
Impôts sur les bénéfices	31.10	(61 918)	1 201	(60 717)	Charge d'impôt sur le résultat
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle		148 686	(5 865)	142 821	
Part des actionnaires sans contrôle	31.9	(5 465)	5 465	–	
Bénéfice net		143 221	(400)	142 821	Résultat net
Autres éléments du résultat étendu, net d'impôts:					Autres éléments du résultat global, net d'impôts:
Couvertures de flux de trésorerie					Couvertures de flux de trésorerie
- pertes de la période	31.5	–	(1 490)	(1 490)	- pertes de la période
- reclassement en résultat	31.5	–	273	273	- reclassement en résultat
	31.7	–	(2 352)	(2 352)	Pertes actuarielles
Résultat étendu		143 221 \$	(3 969) \$	139 252 \$	Résultat global
Résultat étendu attribuable aux :					Total des autres éléments du résultat global attribuable aux :
Propriétaires de la société	31.9	143 221 \$	(9 434) \$	133 787 \$	Propriétaires de RONA inc.
		–	5 465	5 465	Participations ne donnant pas le contrôle
		143 221 \$	(3 969) \$	139 252 \$	

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)**Notes au rapprochement des capitaux propres et des autres éléments du résultat global****31.1 Immobilisations corporelles***(a) Décomptabilisation de certains frais et coûts d'emprunt capitalisés au coût des immobilisations*

En vertu des PCGR, certains frais avaient été capitalisés au coût des immobilisations corporelles lesquels ne respectent pas les critères de comptabilisation en vertu des IFRS et par conséquent, ceux-ci ont été décomptabilisés. Cette décomptabilisation a eu pour effet de diminuer les postes suivants :

	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Immobilisations corporelles	(13 541) \$	(10 703) \$
Actifs non courants détenus en vue de la vente	(1 801)	(1 213)
Clients et autres débiteurs	(937)	–
Effet de la transition aux IFRS	(16 279) \$	(11 916) \$

Par conséquent, le résultat opérationnel a diminué de 2 823 \$ au 26 décembre 2010 et les charges financières ont été augmentées de 1 540 \$ au 26 décembre 2010.

La société a choisi d'appliquer l'exemption de l'IFRS 1 sur les coûts d'emprunt et tous les intérêts capitalisés associés aux projets de construction commencés avant la date de transition ont été décomptabilisés. Ceci a eu pour effet de réduire les postes suivants :

	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Immobilisations corporelles	(16 321) \$	(17 313) \$
Actifs non courants détenus en vue de la vente	(1 902)	(949)
Effet de la transition aux IFRS	(18 223) \$	(18 262) \$

L'amortissement selon les IFRS est fondé sur le montant ajusté, ce qui se traduit par une augmentation du résultat opérationnel de 39 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

(b) Amortissements

Afin de se conformer aux IFRS, la société a modifié rétrospectivement la comptabilisation des composantes des immobilisations corporelles ayant des durées d'utilité différentes, et ce, afin de les comptabiliser de façon distincte. Ainsi, la société a calculé de manière rétrospective l'amortissement lié aux composantes des bâtiments. Par conséquent, la valeur nette comptable des immobilisations corporelles a augmenté de 2 814 \$ au 26 décembre 2010 (978 \$ au 28 décembre 2009) et la charge d'amortissement a diminué de 1 837 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

De plus, selon les IFRS, l'amortissement commence dès que l'immobilisation est prête à être mise en service. Alors que selon les PCGR, l'amortissement est calculé à partir du moment où la société débute son utilisation de l'immobilisation. Ceci a eu pour effet de réduire les immobilisations corporelles de 3 201 \$ au 26 décembre 2010 (2 478 \$ au 28 décembre 2009) et d'augmenter la charge d'amortissement de 723 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

(c) Perte de valeur comptabilisée à la date de transition

La société a appliqué l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, pour déterminer si des pertes de valeur avaient eu lieu à la date de transition.

Selon les PCGR, pour déterminer le montant recouvrable, une approche en deux étapes sert à calculer la perte de valeur. À la première étape, on effectue un test de recouvrabilité en comparant les flux de trésorerie futurs non actualisés attendus de l'actif à sa valeur comptable. Si l'actif échoue le test de recouvrabilité, on passe à la deuxième étape, et on doit inscrire une perte de valeur égale à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur. Selon les IFRS, l'actif s'est déprécié si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif, déduction faite des frais de vente, et sa valeur d'utilité. Le calcul de la valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif.

Par conséquent, au 26 décembre 2010, une perte de valeur cumulative de l'ordre de 4 207 \$ (4 763 \$ au 28 décembre 2009) a été comptabilisée pour diminuer la valeur des améliorations locatives de deux magasins du secteur du détail et commercial qui sont en situation de perte et pour lesquelles les valeurs d'utilité calculées en utilisant un taux d'actualisation avant impôt de 13,0 % ont produit des valeurs de réalisation en-dessous de la valeur comptable. L'amortissement selon les IFRS est fondé sur le montant ajusté, ce qui se traduit par une diminution de la charge d'amortissement de 556 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

(d) Différence de présentation

Un immeuble loué à un marchand affilié du groupe RONA et utilisé dans le processus de fourniture des biens a été classé comme une immobilisation corporelle plutôt que comme un immeuble de placement. Par conséquent, une reclassification de 844 \$ au 26 décembre 2010 (860 \$ au 28 décembre 2009) a été effectuée à partir des autres actifs financiers aux immobilisations corporelles.

Au 26 décembre 2010, un montant de 573 \$ relatif à un projet en cours a été reclassé des clients et autres débiteurs aux immobilisations corporelles (383 \$) et aux immobilisations incorporelles (190 \$) (0 \$ au 28 décembre 2009).

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)**Notes au rapprochement des capitaux propres et des autres éléments du résultat global (suite)****31.1 Immobilisations corporelles (suite)***(e) Sommaire des ajustements liés à la transition*

Les immobilisations corporelles sont ajustées de la façon suivante :

		2010	2009
Réf.		au 26 décembre	au 28 décembre
	Décomptabilisation de certains frais capitalisés au coût des immobilisations corporelles	a) (13 541) \$	(10 703) \$
	Décomptabilisation des intérêts capitalisés encourus avant la date de transition	a) (16 321)	(17 313)
	Décomposition de certaines immobilisations et application rétrospective des taux d'amortissements spécifiques	b) 2 814	978
	Amortissement supplémentaire dès que l'immobilisation est prête à être mise en service	b) (3 201)	(2 478)
	Dépréciation d'actifs – perte de valeur d'améliorations locatives	c) (4 207)	(4 763)
	Reclassement d'un immeuble loué à un marchand	d) 844	860
	Reclassement d'un montant relatif à un projet en cours	d) 383	–
	Effet de la transition aux IFRS	(33 229) \$	(33 419) \$

31.2 Immobilisations incorporelles

La société a choisi d'appliquer l'exemption de l'IFRS 1 sur les coûts d'emprunt et tous les intérêts capitalisés associés à des projets de mise en place des logiciels qui ont commencé avant la date de transition ont été décomptabilisés. Ceci a eu pour effet de réduire les immobilisations incorporelles de 1 832 \$ au 26 décembre 2010 (2 045 \$ au 28 décembre 2009). L'amortissement selon les IFRS est fondé sur le montant réévalué, ce qui se traduit par une diminution de la charge d'amortissement de 213 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

De plus, afin d'être conforme à la présentation selon les IFRS, les frais de recrutement de marchands au montant de 11 118 \$ au 26 décembre 2010 (11 317 \$ au 28 décembre 2009), auparavant présentés dans les autres actifs non courants, ont été reclassés dans les immobilisations incorporelles.

31.3 Goodwill et regroupements d'entreprises

La société a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition. Par conséquent, les autres dispositions de l'exemption ont été appliquées et n'ont entraîné, lors de la transition, aucun ajustement pour tenir compte des immobilisations incorporelles incluses dans le goodwill ou des immobilisations incorporelles qui ne rencontrent pas les critères de comptabilisation selon les IFRS. À la date de transition et au 26 décembre 2010, ce goodwill a fait l'objet de tests de dépréciation basés sur les conditions existantes à ces dates. Aucune dépréciation n'a été relevée. Par conséquent, aucun ajustement au montant du goodwill n'a été constaté à la date de transition.

Des frais d'acquisition afférants au regroupement d'entreprises qui a eu lieu durant l'exercice terminé le 26 décembre 2010 ont été décomptabilisés selon les IFRS. Ceci a eu pour effet de diminuer le goodwill de 3 303 \$ (0 \$ au 28 décembre 2009), de diminuer les clients et autres débiteurs de 192 \$ (0 \$ au 28 décembre 2009), de diminuer le résultat opérationnel de 4 062 \$ et diminue la charge d'impôt sur le résultat de 567 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

Au cours de l'exercice terminé le 26 décembre 2010, le goodwill et le capital social ont été augmentés de 722 \$ (0 \$ au 28 décembre 2009) afin de considérer l'écart entre la valeur des actions émises par la société en vertu des IFRS et la valeur établie en vertu des PCGR. Ces actions ont été émises en contrepartie d'un regroupement d'entreprises. Selon les PCGR, les actions émises en contrepartie dans le cadre d'un regroupement sont évaluées à leur valeur de marché dans les quelques jours précédant et suivant la date de conclusion d'un accord sur le prix d'acquisition et celle où la transaction envisagée a été annoncée. Selon les IFRS, les actions émises en contrepartie dans le cadre d'un regroupement sont évaluées à la valeur de marché à la date de clôture de l'acquisition.

31.4 Contrats de location

Pour toute transaction de cession-bail effectuée à la juste valeur, qui résulte pour le preneur en un contrat de location simple, tout gain doit être comptabilisé immédiatement en résultat net en vertu des IFRS. Par contre, selon les PCGR, ce gain devait être reporté et imputé aux résultats sur la durée du bail. Au 26 décembre 2010, les autres passifs non courants ont été réduits de 10 179 \$ (11 324 \$ au 28 décembre 2009) et les frais de transaction reportés sur les transactions de cession-bail, comptabilisés dans les autres actifs non courants, ont été réduits de 2 345 \$ (2 612 \$ au 28 décembre 2009). Le résultat opérationnel a été diminué de 879 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

31.5 Instruments financiers

En vertu des IFRS, les dérivés en monnaie étrangère incorporés dans un contrat d'achat dont le paiement est prévu en monnaie relativement stable et couramment utilisée pour le commerce extérieur dans le pays où intervient la transaction ne doivent pas être comptabilisés séparément. Selon les PCGR, les entités avaient le choix de comptabiliser séparément ou non ces dérivés incorporés. En vertu des PCGR, la société avait fait le choix de les comptabiliser séparément et a, par conséquent, décomptabilisé les instruments financiers dérivés présentés à l'actif au 26 décembre 2010 pour un montant de 1 905 \$ (801 \$ au 28 décembre 2009), diminué le stock de 0 \$ (452 \$ au 28 décembre 2009), diminué le résultat opérationnel de 652 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

31. Première application des IFRS (suite)**Notes au rapprochement des capitaux propres et des autres éléments du résultat global (suite)****31.5 Instruments financiers (suite)**

Afin de constater la variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture dans la même période comptable que les gains ou pertes sur devise reliés aux déboursés, la société a mis en place au début de 2010 une stratégie de comptabilité de couverture des flux de trésorerie, pour fins des IFRS seulement. Ceci a eu pour effet d'augmenter le résultat opérationnel de 1 700 \$ et de diminuer les autres éléments du résultat global de 1 217 \$, net de la charge d'impôt différé de 483 \$, pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

31.6 Provisions

Un reclassement de 7 612 \$ (17 764 \$ au 28 décembre 2009) des fournisseurs et autres créiteurs aux provisions a été nécessaire au 26 décembre 2010 afin de présenter les provisions distinctement et ce, pour se conformer aux IFRS.

Suite à la fermeture de deux magasins en 2008 dans le secteur du détail et commercial, la société a comptabilisé des provisions pour contrats déficitaires pour des contrats de location simple non réalisables relatifs à des locaux commerciaux que la société a cessé d'utiliser.

En vertu des PCGR, lorsque le contrat en cause est un contrat de location-exploitation, la juste valeur du passif à la date de cessation d'utilisation est déterminée en se fondant sur les loyers demeurant exigibles aux termes du contrat, diminués des loyers estimatifs de sous-location qui pourraient raisonnablement être obtenus pour le bien, même lorsque l'entité n'a pas l'intention de conclure un contrat de sous-location.

En vertu de l'IAS 37, *Provision, passifs éventuels et actifs éventuels*, la provision doit être révisée à chaque date de présentation de l'information financière. Le montant comptabilisé en provision doit représenter la meilleure estimation de la charge nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière. Au cours de l'exercice terminé le 26 décembre 2010, la société a revu ses hypothèses, incluant les hypothèses de sous-location. Cela a eu pour effet d'augmenter les postes suivants de la façon présentée ci-dessous :

	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Reclassement des fournisseurs et autres créiteurs aux provisions courantes	4 094 \$	7 002 \$
Effet de la révision des hypothèses relatives aux provisions, incluant les hypothèses de sous-location	531	–
Effet de la transition aux IFRS sur les provisions courantes	4 625 \$	7 002 \$

	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Reclassement des fournisseurs et autres créiteurs aux provisions non courantes	3 518 \$	10 762 \$
Effet de la révision des hypothèses relatives aux provisions, incluant les hypothèses de sous-location	1 021	–
Effet de la transition aux IFRS sur les provisions non courantes	4 539 \$	10 762 \$

Le résultat opérationnel a diminué de 1 553 \$ pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

31.7 Régimes de retraite et autres avantages du personnel

À la date de transition, la société a décidé d'appliquer l'exemption de l'IFRS 1 et de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés aux résultats non distribués. Ceci a eu pour résultat de diminuer de 12 582 \$ l'actif au titre des prestations définies classé dans les autres actifs non courants (9 928 \$ au 28 décembre 2009) et d'augmenter de 0 \$ le passif au titre des prestations définies classé dans les autres passifs non courants (185 \$ au 28 décembre 2009), représentant la perte actuarielle nette non amortie au 26 décembre 2010. Un des régimes de retraite qui était, selon les PCGR, classé comme étant à cotisations définies a été reclassé comme un régime à prestations définies conformément aux IFRS, ce qui a eu comme effet d'augmenter le passif au titre des prestations définies de 1 418 \$ (1 411 \$ au 28 décembre 2009) et de diminuer les fournisseurs et autres créiteurs de 573 \$ au 26 décembre 2010 (289 \$ au 28 décembre 2009).

La société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels immédiatement dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global sans transfert à l'état consolidé du résultat net dans les périodes ultérieures. Ceci a eu pour effet de diminuer l'actif au titre des prestations définies de 720 \$ et d'augmenter le passif au titre des prestations définies de 1 312 \$. Les gains et pertes actuariels ne sont pas amortis en résultat, mais ils sont plutôt comptabilisés directement dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

La société ne peut plus comptabiliser un actif au titre des prestations définies si elle n'a pas un droit inconditionnel au surplus en cas, par exemple, de fermeture du régime et si elle n'a pas droit à des diminutions de cotisations futures. Par conséquent, le solde de l'actif au titre des prestations définies après l'application de l'IFRS 1 a été renversé pour un montant total de 1 003 \$ au 26 décembre 2010 (1 419 \$ au 28 décembre 2009).

Selon les IFRS, une entité doit enregistrer un passif supplémentaire équivalent à l'obligation de financement minimal pour les régimes à prestation définies si elle n'a pas un droit inconditionnel aux surplus, ce qui a eu pour effet d'augmenter le passif au titre des prestations définies de la société d'un montant de 4 931 \$ (6 270 \$ au 28 décembre 2009) et de diminuer l'actif au titre des prestations définies d'un montant de 28 \$ au 26 décembre 2010 (0 \$ au 28 décembre 2009).

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)**Notes au rapprochement des capitaux propres et des autres éléments du résultat global (suite)****31.7 Régimes de retraite et autres avantages du personnel (suite)**

L'incidence des changements est présentée ci-dessous :

	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
État de la situation financière		
Comptabilisation des pertes actuarielles		
Diminution de l'actif au titre des prestations définies	13 302 \$	9 928 \$
Augmentation du passif au titre des prestations définies	1 312	185
	<u>14 614</u>	<u>10 113</u>
Reclassement d'un régime de retraite		
Augmentation du passif au titre des prestations définies	1 418	1 411
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	(573)	(289)
Limite de l'actif		
Diminution de l'actif au titre des prestations définies	1 003	1 419
Obligation de financement minimum		
Diminution de l'actif au titre des prestations définies	28	–
Augmentation du passif au titre des prestations définies	4 931	6 270
	<u>21 421 \$</u>	<u>18 924 \$</u>
Diminution de l'actif au titre des prestations définies	14 333 \$	11 347 \$
Augmentation du passif au titre des prestations définies	7 661	7 866
Diminution des fournisseurs et autres créditeurs	(573)	(289)
	<u>21 421 \$</u>	<u>18 924 \$</u>
État du résultat net		
Incidence des changements présentées ci-dessus sur les charges au titre des prestations définies	711 \$	– \$
Impôt sur le résultat	(184)	–
Incidence sur le résultat net	<u>527 \$</u>	<u>– \$</u>
État du résultat global		
Incidence sur le résultat net	527 \$	– \$
Autres éléments du résultat global		
Pertes actuarielles	(4 935)	–
Incidence de la limite des actifs	416	–
Réévaluation du passif au titre de l'exigence de financements minimal	1 311	–
	<u>(3 208)</u>	<u>–</u>
Impôt sur le résultat	856	–
Incidence sur le résultat global	<u>(1 825) \$</u>	<u>– \$</u>

31.8 Paiement fondé sur des actions

Selon l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, chacune des tranches d'attribution d'achat d'actions ayant des dates d'acquisitions différentes, doit être comptabilisée comme une attribution distincte. Une juste valeur doit être déterminée pour chacune des attributions. Au 26 décembre 2010, le coût de rémunération a été recalculé en fonction de cette nouvelle méthode, ce qui a eu pour effet de le réduire le surplus d'apport de 337 \$ (337 \$ au 28 décembre 2009).

31.9 Consolidation

Selon les IFRS, la présentation de la participation ne donnant pas le contrôle est différente des PCGR. À l'état de la situation financière, elle est classée dans les capitaux propres séparément des capitaux propres attribuables aux propriétaires de RONA inc. Aux états consolidés du résultat net, le montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est inclus dans le résultat net et par la suite est présenté comme une répartition du résultat net.

Selon l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et l'exception obligatoire de l'IFRS 1, à partir de la date de transition, la société doit attribuer le résultat net des filiales aux participations ne donnant pas le contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire de la participation ne donnant pas le contrôle. Selon les PCGR, la société a enregistré une dépense supplémentaire aux résultats afin d'absorber le solde déficitaire des participations ne donnant pas le contrôle. Par conséquent au 26 décembre 2010, la société a ajusté la participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres en la diminuant de 111 \$ (0 \$ au 28 décembre 2009) et a augmenté le résultat opérationnel du même montant pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010.

RONA inc.**Notes complémentaires aux états financiers consolidés**

au 25 décembre 2011 et au 26 décembre 2010

(en milliers de dollars canadiens)

31. Première application des IFRS (suite)**Notes au rapprochement des capitaux propres et des autres éléments du résultat global (suite)****31.10 Impôts sur le résultat**

Le tableau suivant montre l'incidence des ajustements de transition apportés aux actifs et passifs d'impôt différé et exigibles de la société :

	2010 au 26 décembre	2009 au 28 décembre
Immobilisations corporelles	10 042 \$	9 548 \$
Immobilisations incorporelles	535	568
Contrats de location	(2 077)	(2 436)
Instruments financiers	541	348
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	5 571	5 013
Provisions	400	—
Total	15 012 \$	13 041 \$
Augmentation des actifs d'impôt différé	8 829 \$	8 323 \$
Diminution des passifs d'impôt exigible	255	—
Diminution des passifs d'impôt différé	5 928	4 718
Total	15 012 \$	13 041 \$

Une diminution de la charge d'impôt sur le revenu au montant de 1 505 \$ a été enregistrée en résultat net pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 pour refléter l'impôt sur tous les ajustements mentionnés précédemment.

De plus, des montants d'impôts différés de 12 869 \$ (15 914 \$ au 28 décembre 2009) dans l'actif courant et de 3 691 \$ (4 900 \$ au 28 décembre 2009) dans le passif courant ont été reclassés respectivement dans l'actif non courant et le passif non courant afin d'être conforme à la présentation selon les IFRS au 26 décembre 2010.

31.11 Produits

Une reclassification de 19 724 \$ a été effectuée aux produits des activités ordinaires pour l'exercice terminé le 26 décembre 2010 afin d'être conforme à la présentation selon les IFRS et de ne pas compenser les produits et les charges.

31.12 Tableau des flux de trésorerie

La société a classé ses intérêts reçus en flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et des activités d'investissement selon leur nature. Les intérêts versés ont été classés dans les flux de trésorerie de financement, puisqu'ils constituent le coût d'obtention de ressources financières.

Le tableau des flux de trésorerie établis selon les IFRS ne présente aucune autre différence importante par rapport à l'état du flux de trésorerie établis selon les PCGR.

31.13 Présentation

Les autres actifs financiers courants au montant de 2 245 \$ au 26 décembre 2010 (2 644 \$ au 28 décembre 2009), auparavant présentés dans les clients et autres débiteurs, sont maintenant présentés distinctement.

31.14 Changement de méthode comptable au cours de l'exercice couvert par ses premiers états financiers IFRS

Au cours de l'exercice couvert par ses premiers états financiers IFRS, la société a changé la méthode comptable à l'égard des régimes au titre des prestations définies afin de comptabiliser tous les états actuariels immédiatement dans l'état consolidé des autres éléments du résultat global plutôt que de les comptabiliser selon la méthode du corridor.

	2010 au 26 décembre
Rapprochement du résultat global total	
Total du résultat global selon les IFRS, tel que présenté aux états financiers trimestriels	140 731 \$
Incidence du changement de convention comptable à l'égard des pertes actuarielles et autres éléments liés aux régimes au titre des prestations définies.	(1 479)
Total du résultat global selon les IFRS, tel que présenté à l'état annuel après changement de convention comptable	139 252 \$
Rapprochement des capitaux propres	
Total des capitaux propres selon les IFRS, tel que présenté aux états financiers trimestriels	1 913 276 \$
Incidence du changement de convention comptable à l'égard des pertes actuarielles et autres éléments liés aux régimes au titre des prestations définies	(1 479)
Total du résultat global selon les IFRS, tel que présenté à l'état annuel après changement de convention comptable	1 911 797 \$

32. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 22 février 2012, le conseil d'administration a approuvé un plan de communication relativement au déploiement d'une prochaine phase du plan d'affaires de la société.

Cette prochaine phase du plan d'affaires est basée sur les trois grandes priorités financières de la société, soit l'amélioration de l'efficacité, l'optimisation de la structure de capital ainsi que l'augmentation du rendement sur capital. Cette phase du plan sera déployée au cours du prochain exercice. Dans ce contexte, la société estime qu'une charge de restructuration additionnelle sera engagée durant l'exercice 2012 et ce montant, qui sera comptabilisé lorsque les critères de constatation seront rencontrés, est estimé à 110 000 \$.

33. Autorisation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 25 décembre 2011 (incluant les chiffres comparatifs) ont été approuvés par le conseil d'administration le 22 février 2012.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean Gaulin, président du conseil d'administration de RONA et administrateur de sociétés

Robert Dutton, président et chef de la direction de RONA

Suzanne Blanchet, présidente et chef de la direction de Groupe Cascades Tissue (fabricant de papiers)

Réal Brunet, administrateur de sociétés

Louise Caya, vice-présidente et secrétaire de Thomas Caya (1982) inc. (quincaillerie) et vice-présidente et contrôleur de Industrie Fabco inc. (kiosques et abris préfabriqués)

Richard Fortin, administrateur de sociétés

Jean-Guy Hébert, président de Maximat inc. (société de portefeuille), de Maximat Granby inc. (société de portefeuille), d'Horizon Devcow inc. (immobilier) et de 9060-4976 Québec inc., (RONA L'entrepôt Granby). Vice-président de 9066-7403 Québec inc. (RONA L'entrepôt St-Hyacinthe) et de Rocvale Produits de Béton inc.

Alain Michel, administrateur de sociétés

Patrick Palerme, directeur principal Amérique du Nord de Global Change Leaders et administrateur de sociétés

James Pantelidis, président du conseil d'administration de Enercare Inc. (chauffage), de Parkland Fuel Corporation (industrie de l'énergie en aval) et administrateur de sociétés

Robert Paré, vice-président du conseil d'administration de RONA, avocat en droit corporatif et associé de Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. (bureau d'avocats) et administrateur de sociétés

Jocelyn Tremblay, vice-président affaires corporatives de Vins Philippe Dandurand inc. (agent de promotion des vins) et administrateur de sociétés

Jean-Roch Vachon, président du conseil d'administration d'Investissements J.R.V. (société de portefeuille) et administrateur de sociétés

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

Robert Dutton, président et chef de la direction

Claude Bernier, premier vice-président, Marketing et innovations-clients

Dominique Boies, premier vice-président et chef de la direction financière

Normand Dumont, premier vice-président, Commercialisation

Paul Jovian, vice-président principal, Chaîne d'approvisionnement

Christian Proulx, vice-président principal, Personnes et culture

Luc Rodier, premier vice-président, Détail

Michael Storfer, vice-président, Marché commercial et professionnel et président de Noble

AGENT DE TRANSFERT

Société de fiducie
Computershare du Canada
700-1500, rue University
Montréal (Québec) H3A 3S8

BANQUIERS

Banque de Montréal
Banque de Nouvelle-Écosse
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Caisse Centrale Desjardins

AUDITEURS EXTERNES

Raymond Chabot Grant Thornton
S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

POUR RENSEIGNEMENTS

France Charlebois
Secrétaire corporatif et chef des services juridiques
Téléphone : 514 599-5900, poste 5155
france.charlebois@rona.ca

Stéphane Milot
Directeur principal
Relations avec les investisseurs
Téléphone : 514 599-5951
stephane.milot@rona.ca

Siège social de RONA
220, chemin du Tremblay
Boucherville (Québec) J4B 8H7
Téléphone : 514 599-5100

DATES IMPORTANTES

Fin de l'année financière :
30 décembre 2012

Dates de diffusion des résultats trimestriels

Premier trimestre : 9 mai 2012
Deuxième trimestre : 8 août 2012
Troisième trimestre : 7 novembre 2012
Quatrième trimestre : 21 février 2013

Assemblée annuelle des actionnaires :

9 mai 2012 à 11 h (heure de l'Est)
Siège social de RONA
Salle Académie
220, chemin du Tremblay
Boucherville (Québec) J4B 8H7
Téléphone : 514 599-5100

RONA inc.

220, chemin du Tremblay
Boucherville (Québec)
Canada J4B 8H7
Téléphone : 514 599-5100
Télécopieur : 514 599-5110
www.rona.ca

« L'ENJEU DE NOTRE INDUSTRIE EST DE CRÉER UNE NOUVELLE EXPÉRIENCE DE MAGASINAGE QUI ALLIE TECHNOLOGIE ET CAPACITÉ À RÉPONDRE AUX BESOINS DU CLIENT. C'EST UNE BATAILLE DE CRÉATIVITÉ ET D'INNOVATION. » Robert Dutton

